

Le statut des Sociétés d'Assurance Étrangères en France

Thèse pour le Doctorat en Droit
présentée et soutenue le 9 décembre 1942

PAR

Jean BRASSEUR

JURY DE LA THÈSE :

Président	M. PICARD, <i>Professeur.</i>
Suffragants	{ MM. ESMEIN, <i>Professeur.</i>
	{ LE BALLE, <i>Professeur.</i>

P A R I S

LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON et R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot, 20

1942



Nom du candidat : Brasseur.

Prénoms : Jean.

(Souligner le prénom usuel)

(éventuellement) :

Nom de jeune fille : _____

Date de la soutenance : 9 décembre 1942.

Numéro d'ordre : 73.

BRASSEUR (Jean). — Le statut des sociétés d'assurance étrangères en France. — *Paris*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942, in-8°, iv + 260 p.

(Thèse de Droit, Paris, 1942, N° 73)

BRASSEUR (Jean). — Le statut des sociétés d'assurance étrangères en France. — *Paris*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942, in-8°, iv + 260 p.

(Thèse de Droit, Paris, 1942, N° 73)

BRASSEUR (Jean). — Le statut des sociétés d'assurance étrangères en France. — *Paris*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942, in-8°, iv + 260 p.

(Thèse de Droit, Paris, 1942, N° 73)

BRASSEUR (Jean). — Le statut des sociétés d'assurance étrangères en France. — *Paris*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1942, in-8°, iv + 260 p.

(Thèse de Droit, Paris, 1942, N° 73)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses.
Ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

Le statut des Sociétés d'Assurance Étrangères en France

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 9 décembre 1942

PAR

Jean BRASSEUR

JURY DE LA THÈSE :

Président . . .	M. PICARD, <i>Professeur.</i>
Suffragants . . .	} MM. ESMEIN, <i>Professeur.</i>
	} LE BALLE, <i>Professeur.</i>

P A R I S

LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON et R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot, 20

1942



A LA MÉMOIRE DE MA GRAND'MÈRE

A MA FEMME

A LA DIRECTION DE MA COMPAGNIE

pour leurs encouragements

INTRODUCTION GENERALE

1. — Depuis près d'un demi-siècle, on assiste dans l'Etat moderne à un développement considérable du droit public qui prend une place de plus en plus grande, au détriment du droit privé.

Cette évolution s'est accentuée après la guerre de 1914-1918, par suite des bouleversements économiques qui ont abouti à la crise mondiale qui continue, à l'heure actuelle, à dérouler ses tristes conséquences.

Le déclin du libéralisme, dû à de multiples facteurs, tant politiques qu'économiques, a engendré un état d'anarchie qui ne pouvait subsister sans laisser se perpétuer de graves injustices mettant en péril l'ordre social.

Dans tous les pays, l'Etat a dû intervenir avec plus ou moins d'ampleur, dans la plupart des domaines et particulièrement en matière économique. La tendance autoritaire de l'Etat s'est caractérisée par la perte progressive des libertés qui constituaient les principes du régime libéral et dont la conquête avait suscité tant de luttes : liberté de la personne, liberté des groupes, de la pensée, liberté du travail, libertés économiques.

Le droit de propriété a changé de nature et le droit jadis absolu du propriétaire tend à prendre le sens d'un devoir social. Le régime de la liberté contractuelle a été influencé par l'intervention de l'Etat, qui agit sur les rapports des individus entre eux.

Le droit individualiste de la révolution de 1789, après avoir balayé les principes corporatifs de la Monarchie est, à son tour, entraîné, sinon submergé par le droit à tendance communautaire, appliqué par l'autorité réglementaire de la profession organisée, ou par celle de l'Etat autoritaire.

Car le but n'est plus seulement le libre épanouissement de la personne humaine, dans la liberté d'action des individus tous égaux entre eux. Le but est également l'intérêt de l'Etat, c'est-à-dire de ce groupe de familles établi sur un territoire et dont le travail et l'union doivent réaliser le bien commun, sous une autorité souveraine et créer, dans le cadre international, un mieux-être général et la grandeur de la Patrie.

2. — En droit privé, cette intervention de l'Etat dans l'activité des individus s'est faite, particulièrement, dans la réglementation des contrats. Le régime de la liberté contractuelle de l'article 1134 du Code civil a subi de multiples atteintes.

Le nouvel ordre juridique qui s'élabore, en vue de la satisfaction des besoins communs, diminue de plus en plus la part contractuelle dans l'activité juridique. Ainsi, dans le contrat qui lie l'assureur à l'assuré, on constate qu'il y a, d'une part, un règlement fait par un des intéressés et, d'autre part, seulement, un acte d'adhésion plus ou moins libre, fait par l'autre contractant. C'est le contrat d'adhésion. Or, cette réglementation unilatérale doit être surveillée soit par la jurisprudence qui peut, par exemple, ne donner effet qu'aux clauses précises, soit par le législateur.

Dans ce cas, la réglementation devient beaucoup plus légale ou réglementaire que contractuelle. La liberté des contractants est limitée.

Or, en raison de sa valeur sociale, l'Etat doit étendre le domaine de l'assurance. Il a donc dû intervenir et la loi du 13 juillet 1930 a réglementé presque toutes les formes du contrat d'assurance. Cette loi d'ordre public a créé un cadre rigide, caractéristique, du contrat d'adhésion (1).

3. — L'importance de l'intervention de l'Etat se remarque aussi en droit public, dans les institutions conventionnelles, telles que : associations, syndicats, sociétés anonymes, qui groupent des individus en vue d'un but commun.

Au début, il y a encore une situation d'ordre contractuel dans la période de formation qui tend à la constitution de la personne morale.

Dès la période de fonctionnement, les statuts sont obligatoires pour tous, même pour les tiers. Il est alors créé une situation extra-contractuelle où chacun est lié, soit par les statuts, soit par la loi, qui précise étroitement, par des règles d'ordre public, les obligations de l'organe directeur, ou les pouvoirs de l'Assemblée générale.

Ainsi, dans le statut des associations de droit commun, on remarque que, dès qu'elles acquièrent la grande personnalité, elles se trouvent soumises à la tutelle administrative, et les statuts de l'association doivent être conformes à un modèle rédigé par le Conseil d'Etat.

(1) Voir Cours de M. Scelle, « Principes du Droit public », D. E. S., 1940-1941, Faculté de Paris.

Cette intervention de l'Etat est encore plus remarquable dans la dernière forme du Syndicat qui, devenu unique et obligatoire, prend un caractère qui restreint singulièrement la liberté de l'individu, car à la tendance contractuelle du début du syndicalisme, à base de liberté et d'égalité, s'est substituée une tendance réglementaire, à base statutaire, avec monopole, en vue du bien commun.

Enfin, le développement des ententes industrielles et commerciales, d'abord constituées librement, puis obligatoires, a entraîné le mouvement pré-corporatif, jusqu'à la corporation de demain, en passant par la loi du 16 août 1940 sur l'organisation provisoire de l'industrie et du commerce. Cette loi diminue la liberté de l'individu, au profit des Directeurs des Comités d'organisation, responsables devant le Chef de l'Etat de l'organisation économique de la profession.

Ainsi, on est arrivé à une singulière modification des principes juridiques fondamentaux et des principes constitutionnels sur lesquels la société française croyait vivre ; il reste donc peu de chose du système législatif, maintes fois proclamé dans les Constitutions et les Déclarations de droits et « ce système de la compétence « discrétionnaire dans les rapports économiques qui est « impliqué par le libéralisme théorique est en train de « céder devant la nécessité de remédier à l'anarchie à « laquelle il nous a entraînés » (2).

4. — L'industrie de l'assurance ne pouvait échapper à cette évolution. L'Etat devait intervenir, car la solida-

(2) Voir Cours de M. Scelle, Ouvrage cité.

rité entre l'assuré et l'assureur est diffuse ; si elle est réelle, elle n'est pas sentie et l'intervention de l'Etat était nécessaire, sous peine de mettre en péril l'intérêt général. Le faible devait être protégé, la victime de l'accident devait être indemnisée et leurs intérêts pris en mains par l'Etat.

L'étude de l'intervention de l'Etat dans la constitution, le fonctionnement, la dissolution des sociétés d'assurance, montre l'extension du pouvoir réglementaire de l'Etat sur les activités privées. Le contrôle fut d'abord administratif, financier, puis économique, et son évolution nous apprend comment s'est développée cette action de l'Etat, puisque l'Assurance fut une des premières branches de l'activité économique qui fut contrôlée et qui sut dégager, avant d'autres, les principes qui dirigent notre activité actuelle.

Mais cette réglementation de l'Etat dans l'industrie des assurances se heurte au caractère international de celle-ci. La législation nationale se trouve, en effet, parfois en opposition avec le droit positif des autres pays, lorsqu'il s'agit de l'appliquer aux entreprises étrangères venant travailler sur le territoire national.

4 bis. — Le caractère international du monde moderne n'est plus à démontrer. Toutes les économies sont étroitement liées. Les diverses législations doivent concourir au même but, c'est-à-dire à l'amélioration du sort de l'individu en tant que membre d'une communauté et citoyen d'un Etat. Or, plus que toute autre industrie, « l'assurance est une industrie essentiellement internationale ». Les règles qui en constituent les bases

exigent la coopération de tous les pays. « C'est la conséquence de la technique sur laquelle elle repose, car les risques sont semblables dans la plupart des pays et on ne peut assigner de limite géographique aux échanges de risques qui, seuls, permettent d'obtenir la stabilité des résultats statistiques » (3). Enfin, la division et la répartition des risques par la Réassurance demandent une collaboration internationale.

Le droit positif national est donc entraîné à tenir compte des législations étrangères. Comme, dans le droit international public, le principe de la souveraineté de l'Etat est dominé par celui du bien commun de la Communauté universelle, comme « l'ordre juridique international se superpose aux autres ordres juridiques, étatiques ou nationaux » (4), ainsi notre réglementation a dû tenir compte de l'influence exercée par le droit positif étranger et cet ordre juridique commun « naît de l'apparition consciente d'une solidarité commune s'imposant aux Etats par-dessus les frontières » (5).

Les conclusions de cette thèse tendront à montrer la concordance des mesures prises ou qui seront prises à l'égard des Entreprises étrangères dans tous les pays, et cette unification générale du droit positif est basée sur le principe de la réciprocité qui domine toute la matière.

5. — Cependant, bien qu'il soit animé d'un esprit de collaboration internationale, il est nécessaire que l'Etat réglemente l'activité de l'entreprise étrangère afin

(3) *Traité Général des Assurances Terrestres en Droit français*, par MM. Picard et Besson, 1938, chez R. Pichon et R. Durand-Auzias.

(4) Voir Cours de M. Scelle, Ouvrage cité.

(5) Voir G. Scelle, Cours cité.

de sauvegarder l'intérêt de ses nationaux et ses intérêts propres. Le but recherché par l'Etat ne doit pas être en soi de limiter l'activité de l'entreprise étrangère, mais, d'une part, d'éviter les dommages qu'elle peut causer aux nationaux par sa faillite ou sa disparition et, d'autre part, d'éviter, lors de son introduction en France, le drainage de l'épargne, les souscriptions fictives, l'évasion des capitaux représentant la part bénéficiaire de l'entreprise, sa carence devant les tribunaux, etc... Il est donc nécessaire d'établir un contrôle spécial portant sur des garanties juridiques, techniques, financières et fiscales. Ainsi, la nationalité du siège social sera précisée, l'entreprise étrangère devra être immatriculée au Registre du commerce, les émissions de valeurs étrangères seront réglementées. Puis, des mesures seront prises en vue d'individualiser l'entreprise étrangère, en ce qui concerne son activité en France : siège spécial, directeur spécial. A ces garanties juridiques s'ajouteront des garanties techniques, telles que cautionnements, réserves spéciales, privilèges, et des garanties fiscales pour éviter le non-paiement des impôts, telle la tenue des répertoires.

6. — Après cette introduction générale, il faut délimiter les frontières et préciser le champ exact où doivent se porter les recherches. Le but à atteindre est l'étude du statut des entreprises d'assurances étrangères en France. Il faudra montrer l'évolution du régime qui leur a été appliqué, en dégager les idées générales pour tenter de dégager un jugement objectif sur l'intérêt qui doit entraîner l'Etat à développer ou non l'importance

ou le nombre des entreprises étrangères d'assurance sur son territoire.

Il s'agit tout d'abord du statut de droit public des Sociétés d'assurance, c'est-à-dire des règles qui dirigent l'activité privée par rapport à l'activité générale, statut que l'on a justement appelé « le droit économique ou le droit politique » (6) ; ces règles concernent la formation, le fonctionnement, la dissolution des entreprises. Les règles concernant les individus entre eux, règles de droit privé, ne sont donc pas dans le domaine du sujet traité, particulièrement la loi sur le contrat d'assurance du 13 juillet 1930.

Le statut étudié concerne plus particulièrement la Société d'assurance, mais puisque la loi française ne peut imposer à l'entreprise étrangère une forme quelconque, il sera toujours fait mention des entreprises d'assurance étrangères, bien que l'étude des Lloyds de Londres ne soit pas faite, en raison de son caractère particulier et de son manque d'actualité. Aussi, il sera employé, indifféremment, les expressions de « sociétés ou assureurs étrangers », « d'entreprises étrangères » et de « sociétés étrangères ».

L'étude porte exclusivement sur les Sociétés étrangères, à l'exception des sociétés de réassurance, qui ne sont pas actuellement soumises au contrôle de l'Etat. Il faut dès maintenant noter la parenté de régime qui s'applique aux opérations de réassurance et aux opérations d'assurances directes effectuées en France par les entreprises étrangères. Dans l'un et l'autre cas, il y a

(6) J. Fourastié, « Première Conférence au Conservatoire des Arts et Métiers », *Argus* du 16-11-1941.

influence de l'économie étrangère, échange de services et de capitaux, prédominance du caractère international du régime applicable et influence du principe de réciprocité.

L'étude ne portant que sur le statut de la Société étrangère, il ne sera donc pas fait l'exposé complet du statut des Sociétés d'assurance, qui sera supposé connu, tel qu'il a été exposé dans les ouvrages de MM. PICARD, SUMIEN, ANCEY et SICOT et FOURASTIÉ, auxquels il est nécessaire de se reporter (7). Seuls les points particuliers se rapportant à l'entreprise étrangère seront traités dans le cadre général du droit commun.

L'étude des règles du droit positif français sera faite, du point de vue juridique, telles les conditions exigées des entreprises étrangères pour pouvoir opérer en France, et, au point de vue technique, telles les garanties exigées de l'entreprise étrangère pour offrir aux assurés des garanties au moins égales à celles offertes par les sociétés françaises.

Enfin, en raison de l'intérêt de la question, une étude de droit comparé est nécessaire. Elle ne sera faite que pour tenter d'en tirer des conclusions utiles à la thèse soutenue et elle portera le plus souvent sur des documents dont il est difficile de fixer la valeur actuelle, en raison du perpétuel bouleversement du droit positif, mais qui offrent néanmoins un intérêt historique certain. Il est, en effet, utile d'étudier l'influence exercée sur notre législation, par certaines législations étrangères, et de faire ressortir l'uniformité des règles applicables lorsqu'il s'agit du contrôle de l'Etat sur les entreprises

(7) Voir Bibliographie, p. 233.

d'assurance étrangères ; ainsi, le sujet sera traité dans le cadre international qui fera ressortir l'importance du principe de réciprocité.

La première partie de cette étude tracera l'évolution du régime des sociétés ou assureurs étrangers en France et le développement parallèle de l'intervention de l'Etat. L'entreprise étrangère possèdera un statut propre dans le cadre général de celui des sociétés françaises. La deuxième partie étudiera la réglementation en vigueur au 1^{er} octobre 1942, en tentant de faire ressortir les idées générales qui ont inspiré le législateur, sans se perdre dans le détail des formalités réglementaires.

Une brève étude sur la législation qui règle les mouvements des capitaux servira de transition à la troisième partie, qui étudiera la législation appliquée dans quelques pays étrangers, aux sociétés d'assurance étrangères venant travailler sur le territoire de ces pays.

Enfin, dans la conclusion générale, on tentera d'envisager la place que peuvent tenir les entreprises d'assurance étrangères dans l'ordre nouveau qui doit s'établir après guerre.

PREMIERE PARTIE

HISTORIQUE

INTRODUCTION

7. — La nécessité de contrôler l'activité des entreprises étrangères venues s'établir sur le territoire national, n'est pas apparue immédiatement. Il a fallu la lente transformation des principes qui dirigent notre activité pour que les intéressés sentent le besoin de l'intervention de l'Etat dans le domaine économique. L'évolution du régime libéral de 1860 au régime d'économie contrôlée, voire dirigée, de 1938, s'est traduite dans l'Assurance par une série de mesures dont l'étude fait l'objet de la première partie de ce travail.

8. — Il faut se contenter de rappeler les raisons générales qui militent en faveur de l'intervention de l'Etat.

Comme il a été vu dans l'introduction générale, le contrat d'assurance est un contrat d'adhésion. L'assuré représente la partie économiquement faible qui peut difficilement défendre ses intérêts devant la Compagnie qui lui présente une police « type » dont les clauses générales sont imprimées et qu'il est difficile de discuter.

L'Etat a dû intervenir « car c'est au législateur qu'il appartient de protéger les assurés ; son intervention

« s'est manifestée de deux façons : d'abord, par le contrôle des sociétés d'assurance, en vue de donner aux assurés des garanties financières sur lesquelles ils ont le droit de compter, ensuite par une réglementation légale du contrat d'assurance ». Cette réglementation a été faite par la loi du 13 juillet 1930 » (1).

Puis, l'objet de l'Assurance, son importance sociale nécessitent également l'intervention de l'Etat. Il est équitable que l'individu qui a versé des primes pour être couvert, ou pour être indemnisé lors de l'arrivée du risque prévu par son contrat, soit garanti et ne se trouve pas en présence de la carence d'une Compagnie dans laquelle il a eu confiance.

Dans le domaine économique et financier, le contrat d'assurance, surtout celui ayant pour base la durée de la vie humaine, est souvent un contrat à long terme. Les capitaux, représentant les primes, doivent être gérés avec prudence et habileté pour couvrir les obligations de l'assureur vis-à-vis de l'assuré. L'Etat doit donc intervenir pour donner aux assurés ou bénéficiaires toutes les garanties désirables d'une bonne gestion. Les règles d'évaluation, de représentation des valeurs, qui constituent les engagements de la société, doivent être contrôlées par l'Etat d'une façon précise et minutieuse.

Enfin, l'intervention de l'Etat se fait également sur la part bénéficiaire de l'entreprise. Des impôts sont perçus par le fisc et, ainsi, l'assurance contribue, pour une part importante, à la prospérité de la Nation. Mais, pour éviter la fraude à l'impôt, « l'évasion fiscale »,

(1) *Traité Général des Assurances Terrestres en Droit Français*, par MM. Maurice Picard et Besson, 1938, chez R. Pichon et Durand-Auzias, p. 209.

l'Etat a dû également prendre des mesures et celles-ci seront de même ordre, en matière de droit fiscal qu'en matière de droit public et de contrôle des Sociétés.

9. — Si l'on examine plus à fond les raisons propres à justifier l'intervention de l'Etat lorsqu'il s'agit d'entreprises d'assurances étrangères venant exercer leur activité en France, on constate, en plus des raisons d'ordre général énumérées plus haut, que des raisons aussi importantes justifient également l'intervention de l'Etat.

Il faut examiner la position de l'assuré français devant l'offre qui lui est faite par une entreprise étrangère.

Il est normal que l'assuré ne recherche que son avantage, d'autant qu'au point de vue strictement national, il n'est pas poussé à choisir, plus particulièrement, une entreprise étrangère.

Le plus souvent, il trouvera son avantage quant aux prix pratiqués par l'assureur étranger. On le remarque surtout dans la branche Maritime, où les Anglais pratiquaient des prix inférieurs à ceux des assureurs français. Lorsque le contrôle de l'Etat ne s'exerce pas d'une façon effective, on constate que, souvent pour des raisons de politique commerciale, les entreprises étrangères auront intérêt à pratiquer des prix assez bas, pour évincer la concurrence nationale. Ces Compagnies compenseront les pertes techniques, soit par les revenus de leurs placements dans d'autres pays, soit par des subventions de l'Etat, soit par des bénéfices sur le change, soit enfin par la part plus importante qu'elles prendront, ensuite, dans le pays dont elles auront su conquérir le marché.

Actuellement, cette politique du « dumping » est de plus en plus difficile en raison des accords intervenus entre toutes les Compagnies et qui s'appliquent aux Entreprises étrangères.

Ce n'est du reste pas l'unique avantage que recherche l'assuré français. Le placement de son risque auprès d'une Compagnie étrangère peut être sollicité par les qualités de la garantie offerte. Certains trouvent, dans les habitudes commerciales particulières à la nationalité de l'assureur ou, également, dans la répartition mondiale de ses affaires, des possibilités auxquelles peuvent difficilement répondre les sociétés nationales. Des risques nouveaux sont couverts (ainsi le risque « pluie »), des clauses plus étendues sont offertes (comme, à son début, la garantie illimitée dans les polices Automobiles). L'assuré est aussi séduit par l'esprit plus large, plus commercial, de la Société étrangère, lors des règlements, alors qu'il est rebuté par l'esprit trop contentieux de la Société nationale (2). Si, à côté de ces avantages marqués, l'assuré averti trouve en plus des garanties égales, il lui sera difficile de résister au courtier avisé qui veut placer son risque auprès d'une Compagnie étrangère. Celui-ci fera valoir la puissance de la Réassurance de tel pays, ou la force financière mondiale de tel autre, ou la solidité éprouvée et la technique sûre de tel pays voisin.

Mais les garanties financières offertes se trouveraient à l'étranger si l'Etat n'intervenait pas et l'assuré français, séduit par les clauses des polices et les avan-

(2) Lire : *Pour une Rénovation de l'Assurance Maritime Française*, par Hunziker, chez Pichon et Durand-Auzias, 20, rue Soufflot, 1941.

tages commerciaux, risquerait de se trouver en présence d'entreprises sans ressources en France, voire même devant des sociétés fantômes qu'il ne saurait devant quel tribunal citer, ignorant la situation de leur siège ou le nom de leur mandataire. Il fallut donc confier ce rôle de protecteur de l'assuré à l'Etat, gardien naturel de l'intérêt général.

10. — Comment s'est faite cette action progressive de l'Etat sur l'activité des Entreprises d'assurances étrangères en France ? Ce sera l'objet de la première partie de cette étude.

A l'étranger, dès 1855, on notait dans l'Etat de Massachussetts (Etats-Unis) une loi sur le contrôle de l'Etat, puis en 1870, en Angleterre, et en 1885 en Suisse.

En France, le libéralisme de la loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés anonymes subissait une première atteinte, lorsque l'Etat établit la surveillance des entreprises pratiquant l'assurance contre les accidents du travail. Ce contrôle était purement technique et exercé dans l'intérêt de l'Etat plutôt que dans celui des assurés.

En 1905, et les années suivantes, l'Etat élargissait considérablement son action, en contrôlant les entreprises pratiquant les assurances ayant pour base la durée de la vie humaine. Il obéissait alors à l'intérêt des assurés, car l'échéance lointaine des contrats en cours nécessitait des règles fermes de contrôle de gestion.

En 1917, apparaissait le principe fondamental du statut de l'entreprise d'assurances étrangère en France. Les nécessités de la Défense Nationale obligeaient l'Etat à surveiller l'action des assureurs étrangers, ainsi que

les opérations de réassurance faites par toutes les sociétés. Le principe était posé de l'agrément de l'entreprise étrangère par l'Etat national, préalablement à toute opération d'assurance, et la loi du 15 février 1917 était la loi de base du statut des entreprises étrangères en France, dont l'étude sera faite durant plusieurs chapitres de cet ouvrage.

La pertinence des mesures prises dans l'assurance « Vie » et les désordres entraînés par les prix pratiqués et par la gestion de la branche « Automobiles » auront pour conséquence en 1935 l'extension du contrôle de l'Etat aux entreprises d'assurance pratiquant cette branche, contrôle financier et technique en vue d'assainir le marché des assurances automobiles.

Enfin, en 1937, l'extension de la surveillance de l'Etat à toutes les branches d'assurances, sauf l'assurance Maritime, et à la Réassurance, préparait le régime actuel dont les principes sont posés par le décret du 14 juin 1938. Ce décret est la véritable charte des entreprises d'assurance et son étude, ainsi que celle de son règlement d'administration publique du 30 décembre 1938, fera la matière de la deuxième partie de ce travail.

On constatera que, peu à peu, l'action du droit positif national limitera la liberté d'installation, de fonctionnement et les opérations de liquidation des organismes étrangers d'assurance pour leurs contrats en France dans l'intérêt des assurés ou bénéficiaires français.

11. — Dès à présent, il est nécessaire de dégager les quelques principes directeurs, dont la connaissance est indispensable à la compréhension des matières étudiées.

C'est d'abord le principe de la réciprocité des traitements entre la société nationale et l'entreprise étrangère. Le statut de l'entreprise étrangère en France est, en effet, étroitement lié au statut de la société française à l'étranger. Des mesures internationales de réciprocité sont édictées et elles entraînent une « uniformisation » de plus en plus étendue de la réglementation applicable à toutes les entreprises étrangères. La constitution de l'entreprise étrangère est soumise à son droit national et son introduction en France dépend en partie (c'est-à-dire surtout au point de vue des garanties exigées) des mesures prises à l'égard des sociétés françaises dans le pays de cette société étrangère.

Le deuxième principe à dégager est la nécessité d'une autorisation du Gouvernement pour pratiquer des opérations d'assurance en France. L'entreprise étrangère est soumise à l'agrément du Gouvernement et celui-ci peut être qualifié « d'agrément politique », car il est « un acte de Gouvernement » au sens technique des mots, c'est-à-dire soumis à une autorité discrétionnaire. Il a pour but d'identifier l'entreprise étrangère en France, en lui donnant un état civil, un domicile, un représentant, et de distinguer, tant dans la comptabilité que dans les réserves, les opérations faites en France de celles faites dans les autres pays. Le texte fondamental, en cette matière, est l'article 2 de la loi du 15 février 1917.

Enfin, troisième principe directeur, l'entreprise étrangère sera, en plus, soumise au droit commun qui régit toutes les sociétés françaises. Cette assimilation s'est réalisée successivement pour les branches soumises

au contrôle de l'Etat, elle concerne les agréments « techniques » (« formalité » de 1898, « enregistrement » de 1905, « agrément » de 1935, « surveillance » de 1937). Elle concerne également les garanties exigées des sociétés françaises et qui seront même, en général, aggravées lorsqu'il s'agira de sociétés étrangères.

Après cette introduction, sur la nécessité du contrôle de l'Etat sur les sociétés ou assureurs étrangers venant exercer leur activité en France, il faut étudier dans un chapitre premier l'évolution de l'intervention de l'Etat sur l'activité des entreprises étrangères, depuis leur introduction en France sous le régime de liberté de 1857 jusqu'aux graves restrictions apportées par les nécessités de la Défense Nationale en 1917.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DU STATUT DES ENTREPRISES D'ASSURANCE ETRANGERES EN FRANCE DE 1857 A 1917

12. — Les Sociétés étrangères de personnes pouvaient agir librement en France, sans autorisation, à charge de se conformer aux dispositions d'ordre public des lois françaises, mais la reconnaissance des sociétés étrangères a donné lieu pendant longtemps à un conflit entre l'Administration, qui exigeait l'autorisation individuelle du Gouvernement, et les Tribunaux.

La loi du 30 mai 1857 a instauré en France un régime de liberté qui, appliqué aux entreprises belges, a été étendu par décret ou conventions diplomatiques à d'autres pays. Cette loi précise que les entreprises étrangères sont régies par leur législation propre, mais il suffit qu'elles aient l'autorisation de leur gouvernement, dans leur pays d'origine, pour pouvoir exercer leurs droits en France. « Le but de cette autorisation « était de permettre au Gouvernement de s'assurer non « pas si telle société étrangère était sérieuse, mais si, « eu égard aux lois qui les réglementaient, la société de « tel ou tel pays offrait des garanties analogues ou « équivalentes à celles fournies par la loi française » (1).

(1) Voir Houpin et Bosvieux, *Traité Général des Stés Civ. et Commerciales et des Associations*, 6^e édition, 1929. Librairie de la Sté des Recueils Sirey, n^{os} 2.206 et suivants.

Le régime de liberté était très étendu, puisque les lois de l'Empire que ces entreprises devaient respecter étaient seulement des lois de police et de sûreté, autrement dit des lois d'ordre public. Evidemment, le Gouvernement français n'a élargi le bénéfice de cette loi qu'après examen de la législation des pays étrangers, et sous bénéfice de la réciprocité. Ce n'était que lorsque des garanties équivalentes à celles accordées par le Gouvernement français étaient offertes, que celui-ci étendait par décret cette autorisation.

Cette autorisation était générale, collective, et s'appliquait à toutes les entreprises d'un même pays, sans distinction, et ce n'était donc pas l'autorisation spéciale à une entreprise et révocable par décret, comme il s'agira plus tard dans la législation spéciale aux Sociétés d'assurances.

Ainsi, l'organisme étranger qui venait s'établir sur le territoire national était soumis à sa législation propre et la loi sur les Sociétés anonymes, du 24 juillet 1867, n'abrogeant pas la loi du 30 mai 1857, était inapplicable aux Sociétés commerciales étrangères, « car l'autorisation générale exigée par cette dernière loi a un tout autre caractère que l'autorisation spéciale prescrite par l'ancien article 37 du Code de Commerce et, depuis, la loi de 1867 a conservé la même utilité qu'avant » (2).

13. — En résumé, au départ de cette évolution de quatre-vingts ans, de 1860 à 1940, l'entreprise étrangère n'est soumise qu'aux lois de police et de sûreté ; sa

(2) V. Houpin et Bosvieux, Ouvrage cité, n. 2.210.

constitution, son fonctionnement, sa liquidation suivent des règles propres, différentes suivant chaque pays. « Les Sociétés étrangères autorisées demeurent régies « par leur loi nationale, car les lois relatives à l'état « et à la capacité des personnes morales, aussi bien que « des personnes physiques, sont personnelles et univ-
« selles, et les suivent dans tout pays » (3).

Certes, des lois particulières ont dû préciser, par la suite, la nationalité de la Société en indiquant qu'il fallait se reporter au lieu occupé par le Siège social ; d'autres ont prescrit l'immatriculation au Registre du commerce, ou réglementent ultérieurement les émissions de valeurs mobilières des Sociétés anonymes étrangères.

14. — Quant aux Sociétés d'assurance françaises, elles étaient régies par l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867 et par le décret d'application du 22 février 1868, qui, jusqu'au décret du 8 mars 1922, ont formé le droit commun des Sociétés d'assurance françaises, droit du reste à peine différencié du droit commun des Sociétés anonymes. Les Sociétés d'assurance devaient déclarer leur existence au Ministre du Travail et aucune intervention de l'Etat sur le fonctionnement des sociétés n'était prévu en droit positif français.

La première intervention de l'Etat, qui devait commencer l'intégration de l'entreprise d'assurance étrangère à la société française et sa soumission à la législation spéciale française, devait avoir lieu en 1898, lors de l'institution de l'assurance contre les Accidents du travail.

(3) V. Houpin et Bosvieux, Ouvrage cité, n. 2.212.

SECTION I

**Première intervention du contrôle de l'Etat :
la loi du 9 avril 1898**

15. — La mise à la charge de l'employeur des risques professionnels, par la loi du 9 avril 1898, a offert un champ nouveau à l'activité des assureurs. La garantie de ce risque avait également de graves répercussions dans le domaine social, car le paiement de l'indemnité due à la victime devait se faire sans difficulté ; aussi, l'intervention du contrôle de l'Etat était-il nécessaire.

Or, en raison de la nouveauté de ce risque, les sociétés ou assureurs étrangers qui consentaient à le garantir se mettaient d'eux-mêmes, volontairement, sous le contrôle de l'Etat. De même que plus tard, par un décret-loi du 30 octobre 1935, l'Etat exercera le contrôle sur les associations ou sociétés qui font appel à son concours financier, l'Etat pouvait exiger de l'entreprise étrangère désireuse de pratiquer la branche des accidents du travail, certaines conditions préalables qui constituaient une première atteinte à la liberté d'action des entreprises étrangères, telle qu'elle existait jusqu'alors. L'Etat profita donc de la nouveauté de ce genre d'opération pour imposer ses conditions aux Sociétés françaises ou étrangères, mais, alors que le droit commun des sociétés n'impliquait aucune reconnaissance administrative, une première brèche était faite à ce principe lorsqu'il s'est agi des entreprises d'assurance, qu'elles soient françaises ou étrangères, bien que des règles d'exécution, parfois différentes, aient été prises pour les unes et pour les autres.

16. — Les textes en la matière étaient l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, qui instituait la surveillance et le contrôle de l'Etat sur les sociétés garantissant les employés et ouvriers contre les risques professionnels ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, et son décret d'application du 28 février 1899.

En plus, des obligations communes aux Sociétés françaises et aux entreprises étrangères, et qui concernaient la constitution de réserves ou cautionnements, de privilèges au profit de bénéficiaires de pensions, ou d'indemnités, des dispositions spéciales aux sociétés ou assureurs étrangers faisaient apparaître, pour la première fois, les principales obligations exigées des entreprises étrangères.

L'article 2 du décret du 28 février 1899 précisait l'obligation, pour les Sociétés d'assurance, de la constitution préalable d'un cautionnement, fixé d'après les bases déterminées par le Ministre et qui était plus élevé pour les entreprises étrangères. Ce cautionnement était affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités, et ce n'était qu'après constitution, c'est-à-dire lorsque l'entreprise avait effectué la formalité préalable du dépôt, qu'elle était admise à pratiquer les opérations d'assurance.

Une autre garantie plus efficace était réalisée par le dépôt des réserves mathématiques à la Caisse des Dépôts et Consignations ; cette formalité n'était pas exigée pour les Sociétés françaises, qui gardaient la liberté de gestion de leurs réserves. Ainsi, il existait, pour couvrir les obligations contractées par les sociétés étrangères, un véritable gage déposé à la Caisse des

Dépôts et Consignations, et représenté par les valeurs mobilières constituant les réserves mathématiques.

Enfin, les entreprises étrangères devaient accréditer auprès du Ministre et de la Caisse des Dépôts et Consignations un Agent domicilié en France. Celui-ci, spécialement préposé à la direction de toutes les opérations faites en France pour les assurances contre les accidents du travail représentait, seul, la Société auprès de l'Administration. Le Ministre connaissait ainsi une personne qui, juridiquement, représentait l'Entreprise et qui était responsable de toute son activité juridique.

17. — Cependant, les caractères de ce contrôle de l'Etat sur les entreprises pratiquant les assurances contre les accidents du travail n'entraînaient aucune modification au droit général des Sociétés. La nature de ce contrôle était d'un ordre purement technique, à tendance plutôt autoritaire, et il n'était soumis à aucun principe doctrinal, ni juridique. Il s'agissait seulement de protéger le fond de garantie prévu par la loi, ayant pour objet de régler les rentes et indemnités dues à la suite d'incapacité permanente, en cas de carence des employeurs ou de leur compagnie d'assurance (4). C'était donc plus dans l'intérêt de l'Etat que dans celui des assurés ; il y avait pourtant une intervention indirecte de l'Etat et une première atteinte à la liberté d'action des entreprises d'assurance ; pour la première fois, les entreprises étrangères étaient soumises au droit commun français, en dehors des lois de police et de

(4) Voir J. Fourastié : *Le Contrôle de l'Etat sur les Sociétés d'Assurances*. Librairie Dalloz, 1938.

sûreté ; en effet, en matière d'accidents du travail, même les dispositions qui n'étaient pas d'ordre public étaient applicables aux sociétés ou assureurs étrangers.

SECTION II

Deuxième intervention du contrôle de l'Etat : le régime des entreprises pratiquant l'assurance sur la Vie humaine

18. — L'intérêt propre de l'Etat avait poussé celui-ci à l'exercice de son contrôle, lorsqu'il s'agissait de protéger le fonds de garantie prévu par la loi de 1898. En 1905, un intérêt plus général devait entraîner l'extension du contrôle de l'Etat sur les entreprises pratiquant les assurances ayant pour base la durée de la vie humaine.

Il ne s'agissait plus d'un risque nouveau que l'entreprise étrangère pouvait choisir en se soumettant ainsi au contrôle de l'Etat. L'assurance Vie était pratiquée par d'anciennes sociétés étrangères et l'intervention de l'Etat portait sur un domaine où la liberté était de règle.

L'importance des intérêts en jeu justifiait amplement cette intervention de l'Etat. Les capitaux amassés par les Compagnies formaient une masse énorme dont il était nécessaire de contrôler la gestion, pour permettre aux bénéficiaires d'avoir la certitude que le capital constitué par leurs primes couvrirait le risque prévu à la police. Or, les Compagnies d'assurance sont les dépositaires d'une partie importante de l'épargne du pays ; aussi doivent-elles joindre à la prudence un sens aigu de leurs responsabilités.

Ainsi, le contrôle allait être institué dans l'intérêt de l'assuré, incapable par lui-même de contrôler les garanties offertes par les Sociétés, car « la nature spéciale de l'assurance sur la vie empêche de juger la « solidité d'une Compagnie sans une connaissance « approfondie de la branche et spécialement des bases « techniques » (5). L'entreprise étrangère établie en France devra se soumettre au droit commun, dont les obligations frappent toutes les Sociétés. Mais il y a cependant un droit propre dont les mesures s'appliqueront uniquement aux sociétés ou assureurs étrangers et qu'il convient d'examiner.

« La loi du 24 juillet 1867, article 66, avait maintenu « la nécessité de l'autorisation du Gouvernement pour « les Compagnies d'assurance sur la Vie ; mais la juris- « prudence s'étant refusée à considérer les Sociétés « étrangères qui opéraient en France comme soumises « à l'autorisation et à la surveillance du Gouvernement, « ces Sociétés exerçaient librement leur industrie dans « notre pays et pouvaient y créer des succursales, en « vertu d'un décret d'autorisation applicable à toutes « les Sociétés du pays auquel elles appartenaient » (6).

Cette situation s'est trouvée modifiée par la loi du 17 mars 1905.

19. — Au régime de l'autorisation de l'article 66 de la loi du 24 juillet 1867, sur la Société anonyme d'assurance, était substitué un régime de déclaration et de

(5) Rapport du Bureau Fédéral des Assurances sur les Entreprises d'Assurances privées en Suisse, en 1939.

(6) Houpin et Bosvieux, Ouvrage cité, n. 2.221.

reconnaissance par l'Etat. La Société qui remplissait les obligations légales se faisait enregistrer, mais cette obligation n'était pas une mesure discrétionnaire, puisque le refus d'enregistrement permettait d'introduire un recours pour excès de pouvoir auprès du Conseil d'Etat, recours dont pouvait bénéficier l'entreprise étrangère (loi du 17 mars 1905, art. 3).

Pour obtenir cet enregistrement, l'entreprise devait attester, par des certificats de coutume et des documents, qu'elle possédait une situation juridique régulière dans son pays d'origine ; elle indiquait le lieu de son Siège social et déposait, à titre « d'épreuve de solvabilité » une somme de 500.000 francs qui était restituée après enregistrement.

Une fois enregistrée, l'entreprise étrangère devait faire le dépôt des « valeurs représentant la portion « d'actif correspondant à ses opérations d'assurance en « France, car il fallait prévoir le concours, en cas de « faillite de l'entreprise, entre la masse des assurés « français et celle des assurés étrangers ». En effet, « la « gestion générale des Sociétés étrangères d'assurance « sur la vie lui échappant, la loi ne pouvait, comme elle « l'a fait pour les Sociétés françaises, accorder aux « assurés, jusqu'à concurrence de la réserve de garantie « et des réserves mathématiques, un privilège portant « sur tout l'actif social. Aussi a-t-elle organisé pour les « Sociétés étrangères une garantie spéciale résultant du « dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations des « valeurs mobilières représentant la portion d'actif « correspondant aux réserves dont il s'agit. Le seul fait « de ce dépôt confère aux assurés un privilège pour les

« contrats souscrits ou exécutés en France ou en « Algérie » (7).

Du fait de ce dépôt, les assurés français possédaient un privilège spécial sur ces valeurs, qui s'étendait « même aux immeubles de la société en France, lorsque « celle-ci les avait affectés spécialement à la représen- « tation de l'actif des réserves mathématiques » (8).

Pour montrer combien l'action de l'Etat se précisait et devenait plus technique, un décret du 9 juin 1906 indiquait en quelles valeurs et en quelles proportions l'actif déposé à la Caisse des Dépôts et Consignations devait être employé et un délai de cinq ans était donné aux entreprises étrangères pour constituer leur portefeuille conformément à la loi. Ainsi, le contrôle de l'Etat limitait la liberté d'action de l'entreprise étrangère lorsqu'il s'agissait d'accroître les garanties offertes aux assurés français.

20. — De même, les obligations et les mesures propres à déterminer l'état civil de l'entreprise étrangère étaient singulièrement perfectionnées.

L'article 12 de la loi du 17 mars 1905 rappelait la nécessité de l'Agent spécial domicilié en France et préposé à la direction des opérations en France, mais elle ajoutait la nécessité du siège spécial et de la comptabilité spéciale pour tous les contrats souscrits ou exécutés en France ou en Algérie. Ainsi, « cette obligation d'un « établissement autonome en France doit faire consi-

(7) Voir Houpin et Bosvieux, Ouvrage cité.

(8) Sumien, *Traité théorique et pratique des Assurances Terrestres et des opérations de capitalisation et d'épargne*, chez Dalloz, 3^e édit., n. 656 et 657.

« dérer la Société étrangère comme domiciliée en France, au regard de l'application des lois, tant civiles « que fiscales » (8 bis). Car cet agent, domicilié en France, représentait seul l'entreprise auprès du Ministre, vis-à-vis des titulaires des contrats souscrits en France et en Algérie, et devant les Tribunaux.

Il devait avoir les pouvoirs statutaires suffisants pour la gestion directe de l'entreprise et notamment pour la signature des polices, avenants, quittances et autres pièces relatives aux opérations réalisées.

Ainsi, l'entreprise étrangère d'assurance formait une entité distincte de l'organe originaire ; elle possédait un mandataire spécial, un siège spécial, une comptabilité spéciale, des capitaux et des réserves séparés de ceux du pays d'origine. Dès 1905, l'autorité de contrôle formulait des exigences suffisamment précises au point de vue technique pour obtenir l'essentiel des garanties demandées aux entreprises étrangères et ces garanties devaient être ensuite étendues à toutes les branches de l'assurance.

21. — On doit faire ressortir le caractère très juridique de cette réglementation qui dépassait ainsi nettement le cadre purement technique prévu en 1898, pour imposer des règles exorbitantes du droit commun des sociétés. C'était la première tentative pour imposer une législation autonome des assurances, que le mouvement législatif de ces dernières années a révélé comme une véritable nécessité (9).

(8 bis) Voir Sumien, ouvrage cité.

(9) Voir J. Fourastié, Ouvrage cité.

L'autorité de contrôle montrait un esprit plus large ; elle agissait au nom des assurés, dans leur intérêt ; l'entreprise étrangère était placée au point de vue technique et juridique sur le même pied que la société française, mais déjà une réglementation spéciale lui était appliquée en vue de compléter ses garanties.

Une personnalité distincte de celle de l'entreprise étrangère proprement dite était créée, ayant en quelque sorte une vie juridique autonome. La guerre 1914-1918 devait apporter des notions tout à fait nouvelles, celle d'un agrément spécial des sociétés ou assureurs étrangers et dont l'étude fera l'objet d'un chapitre II.

CHAPITRE II

DE L'AGREMENT SPECIAL AUX SOCIÉTÉS OU ASSUREURS ÉTRANGERS, OU AGREMENT POLITIQUE

22. — Les opérations de l'entreprise d'assurance étrangère en France offrent, à un certain point de vue, une étroite analogie avec les opérations de réassurance internationale, de telle sorte qu'il est apparu qu'une réglementation semblable était applicable.

D'une part, l'entreprise étrangère travaille avec des capitaux venus de l'étranger, comme la Société de Réassurance qui emploie également, tout au moins en partie, des capitaux étrangers. Le principe de la division des risques et leur répartition géographique, leur « pulvérisation » entre davantage de garants, étendent, en plus, au monde entier le domaine de la Réassurance, même nationale, malgré les efforts faits en quelques pays pour la réassurance d'Etat. De même, l'activité de l'entreprise étrangère s'étend le plus souvent à divers pays où elle a établi des agences ou succursales.

D'autre part, les bénéfices de la Société étrangère retournent à l'étranger, ce qui ne laisse pas de poser, en notre époque autarchique, de délicats problèmes de circulation des capitaux (1) et ces problèmes sont communs aux entreprises étrangères et aux Compagnies de réassurance.

(1) Voir 2^e partie, chapitre V, p. 158.

23. — Dès le temps de paix, il est apparu que le regard de l'Etat devait se porter sur cette circulation des capitaux étrangers, dans le territoire national, surtout lorsqu'il s'agissait d'entreprises étroitement liées à l'économie nationale, comme le sont les Compagnies d'assurance.

En temps de guerre, l'importance du problème est apparu avec encore plus d'acuité au législateur, car, par le canal de la réassurance, des renseignements importants peuvent être communiqués à l'ennemi. De même, la nécessité de contrôler ou de supprimer l'entreprise étrangère d'assurance s'est révélée lorsque les événements en faisaient une entreprise d'un pays en guerre avec la France.

Ainsi, le statut de l'entreprise étrangère d'assurance et les opérations de réassurance ont été contrôlées en même temps. La loi du 15 février 1917 a obligé de déclarer toutes les opérations de réassurance et d'éviter tout commerce avec certaines entreprises nommément désignées, en même temps qu'elle soumettait les entreprises étrangères à l'agrément du Gouvernement, pour pouvoir opérer en France.

La loi du 15 février 1917 étendait le contrôle de l'Etat à toutes les sociétés étrangères pratiquant une branche quelconque d'assurance. Ce contrôle s'ajoutait au contrôle administratif ou technique qui existait pour les branches Accidents du Travail et Vie, et c'était la première manifestation du pouvoir discrétionnaire de l'Etat envers les organismes étrangers.

SECTION I

Les travaux parlementaires et l'exposé des motifs précédant la loi du 15 février 1917

24. — En 1914, un décret interdisait le commerce avec l'ennemi, mais ce n'était que le 2 février 1916 qu'un projet de loi était présenté à la Chambre des députés par M. METIN, Ministre du Travail, pour contrôler l'activité de l'assurance internationale (2).

Comme le dit l'exposé des motifs, « la loi institue
« uniquement une surveillance d'ordres juridique et
« administratif destinés non pas à intervenir dans les
« libres conventions des parties, mais à empêcher des
« abus nuisibles à notre sécurité et à notre prospérité
« nationales ».

En effet, le danger présenté par le contrat de Réassurance, en cas de guerre, était réel. Les renseignements fournis aux réassureurs faisaient connaître l'emplacement d'usines travaillant pour la défense nationale, ou les itinéraires de bateaux transportant des marchandises que l'ennemi a intérêt à détruire.

Or, ces renseignements étaient communiqués plus ou moins directement aux Sociétés ennemies et les lois interdisant le commerce avec l'ennemi ne paraient pas

(2) Projet de loi présenté à la Ch. des Députés le 2 février 1916, par M. Metin, Ministre du Trav. (annexe 1847, Doc. parl., S. O., 1916, p. 326. — Rapport de M. Honorat, le 28 juillet 1916 (annexe 2.442, Doc. parl., S. O., 1916, p. 1.518). — Rapport supplémentaire de M. Honorat du 14 novembre 1916 (annexe 2.680, Doc. parl., S. O., 1916, p. 1.636). — Adoption sans discussion le 24 novembre 1916. Transmission au Sénat, 30 novembre 1916 (Annexe 442). — Rapport de M. Chastenot, le 19 janv. 1916 (annexe 13, Doc. parl., S. O., 1917, p. 5). Adoption sans discussion le 8 février 1917.

à ce danger. Il fallut donc l'intervention de l'Etat. Il est intéressant de préciser comment une loi sur les opérations de réassurance devait logiquement entraîner le contrôle des entreprises d'assurances directes étrangères. Le projet du Gouvernement comportait l'établissement d'une « liste noire », sur laquelle étaient mentionnées toutes les entreprises d'assurance et de réassurance avec lesquelles il était interdit de faire des opérations. Le Rapporteur à la Chambre des députés, M. HONORAT, voulait y substituer la méthode de l'agrément préalable, c'est-à-dire de la « liste blanche », comprenant toutes les Sociétés avec lesquelles pouvaient se faire des opérations (3). Or, il était plus facile et plus rapide d'établir la liste des entreprises ennemies que d'établir la liste des entreprises amies ou neutres, où auraient pu se glisser des entreprises douteuses recevant ainsi l'estampille du Gouvernement.

Il fut donc décidé, d'une part, d'établir une « liste noire », d'autre part d'exiger l'agrément des entreprises étrangères dont le pays d'origine soumettait nos propres entreprises, sur son territoire, à un pouvoir discrétionnaire. Or, et l'on sent ici l'influence de la législation internationale et du principe de réciprocité sur le droit positif français, la législation allemande donnait un pouvoir discrétionnaire au Chancelier de l'Empire. La loi du 12 mai 1901 lui permettait d'autoriser ou de refuser aux Sociétés étrangères la faculté d'exercer leur industrie sur le territoire allemand. Sur proposition du Chancelier, le Conseil Fédéral pouvait prononcer discrétionnairement l'interdiction d'opérer contre toute entre-

(3) Voir également le rapport de M. Chasteney, au Sénat.

prise étrangère autorisée. Comme le disait le rapport préliminaire, « l'agrément sera exigé de toutes les « Sociétés étrangères dont le pays d'origine livre nos « propres entreprises, sur son territoire, à un pouvoir « discrétionnaire. Le traité de Francfort est aboli, nous « avons le droit de nous libérer de nos servitudes « passées. C'est notre devoir de faire du principe de la « réciprocité des traitements le principe fondamental de « toute notre législation. »

En guerre avec l'Allemagne, la France puisait dans la législation de l'ennemi pour y trouver une arme contre cet ennemi et la loi du 15 février 1917 donnait au Gouvernement français le pouvoir discrétionnaire d'accorder ou de refuser l'agrément aux entreprises étrangères.

Adopté par la Chambre des députés, le projet de loi fut rapporté au Sénat par M. CHASTENET, qui mit en lumière le principe de l'assurance. « L'assurance est la « répartition des risques ; elle repose sur le principe de « la mutualité et se fortifie par la loi des grands nombres » et : « La réassurance élargit encore l'application de cette loi, elle tend à l'universaliser en la transportant dans le domaine international. On conçoit dès « lors que le législateur, étant intervenu pour établir le « contrôle financier des entreprises d'assurance sur la « Vie, se préoccupe d'organiser le contrôle politique de « la réassurance sous toutes ses formes » et le rapporteur, résumant les travaux parlementaires antérieurs, spécifiait que « l'agrément serait exigé de toutes les « Sociétés étrangères dont le pays d'origine soumet nos « propres entreprises sur son territoire à son pouvoir

« discrétionnaire » et les astreint, le cas échéant, à la constitution de cautionnement ou garanties, identiques à ceux qui seraient exigés de nos nationaux, dans le pays d'origine de ces Sociétés.

M. CHASTENET, mû par un louable sentiment de nationalisme, estimait que ce projet devrait écarter « radicalement l'intrusion de l'Allemagne dans nos « Sociétés françaises » et pourrait « favoriser la création d'entreprises nationales... tout en prenant dans « les méthodes allemandes ce qui peut s'adapter au « tempérament français ».

Mais la nécessité de la collaboration internationale est au-dessus des luttes du moment, surtout dans le domaine de l'assurance, et l'étude du statut des entreprises étrangères montre qu'il est vain de vouloir créer une autarchie de l'assurance et de prononcer des exclusives, momentanément d'ailleurs, contre tel ou tel pays. La sagesse paraît être dans le contrôle judiciaire de l'Etat et dans des mesures équitables d'équilibre. Ainsi, la loi du 15 février 1917, qui donnait à l'Etat un pouvoir discrétionnaire dans l'agrément des Sociétés étrangères, est la loi fondamentale en la matière.

25. — Les motifs qui avaient inspiré le législateur n'étaient pas d'ordre financier, puisque les assureurs étrangers ne devaient être astreints à la constitution de cautionnements ou de garanties « que si leur pays d'origine a pris ou prenait des mesures analogues à l'égard « des Sociétés françaises ».

Il ne s'agissait pas non plus de contrôler l'activité technique des entreprises étrangères, comme dans le

contrôle de la loi du 17 mars 1905 sur les Sociétés d'assurance Vie. La loi de 1917 établissait « une surveillance « d'ordre administratif dans un but de sécurité économique et de défense nationale » (4). C'étaient uniquement des motifs de défense nationale contre l'Allemagne et inspirés du principe de la réciprocité des traitements de la législation allemande. « Ce sont des considérations impérieuses de défense nationale, militaire « (espionnage) et financières (exportations des capitaux) « qui imposeront l'abandon du régime trop libéral » (5). Cette loi de circonstance a été maintenue après la guerre en raison de ses avantages et elle est toujours en vigueur. Des lois semblables existent également dans la plupart des pays et elles tendent à se généraliser. L'Etat conserve ainsi sa pleine souveraineté et peut agir sur le terrain diplomatique et exercer une étroite surveillance tant « sur les mouvements de capitaux étrangers que sur « les opérations de démarchage effectuées par les « agents étrangers » (6).

Enfin, la loi du 15 février 1917 avait pour but d'éviter la constitution en France de Sociétés ayant une existence irrégulière dans leur pays d'origine, et les obligations qui en résultaient allaient fixer l'état civil de l'entreprise étrangère.

(4) Sumien, Ouvrage cité, p. 123.

(5) *Le Contrôle de l'Etat sur les Sociétés d'Assurances*, par J. Fourastié, pp. 38-39. Chez Dalloz, 11, rue Soufflot, 1938.

(6) *Id.*, p. 66.

SECTION II

Exposé des commentaires de la loi du 15 février 1917

26. — Il ne s'agit pas ici d'étudier minutieusement la réglementation en vigueur, car cette étude sera faite dans la deuxième partie, mais de commenter les dispositions de la loi pour en tirer les idées générales qui trouvent leur place dans l'historique du statut des entreprises d'assurance étrangères en France.

L'un des buts recherché par la loi était d'obliger ceux qui font de la réassurance de communiquer aux fonctionnaires du Ministère tous les livres, registres, contrats, bordereaux, et, en général, tous les documents se rapportant aux opérations de réassurance. Le Ministre connaissait ainsi toutes les opérations de ceux qui font de la réassurance et pouvait prendre les mesures qui s'imposaient. La Société prenait ensuite l'engagement de ne se réassurer qu'auprès des entreprises déterminées par la liste dressée par le Ministre et de ne pas accepter de réassurances ou rétrocessions concernant des risques déjà assurés par les entreprises supposées ennemies. Les Sociétés travaillant en France devaient, de plus, exiger de la part de leurs réassureurs l'engagement de ne pas rétrocéder ces risques aux Sociétés de la liste noire (Article premier).

Ainsi, récemment une application de cette réglementation était faite lorsque parut au *Journal Officiel* du 5 septembre 1939 une liste noire de 53 entreprises allemandes, ex-autrichiennes ou tchéco-slovaques, avec

lesquelles il était interdit d'entrer en contact. Une liste noire semblable paraissait en Angleterre et contenait 153 entreprises (7).

Plus récemment encore, un arrêté du Conseil Fédéral Suisse du 8 juin 1940 prenait des mesures analogues. Il interdit « dans les communications faites à l'étranger, « en matière d'assurance et de réassurance, de fournir « des indications sur les preneurs des assurances relatives à des objets se trouvant en Suisse, ainsi que sur « la nature et la situation de ces objets. Cette interdiction vaut aussi pour les représentants en Suisse de « Sociétés étrangères d'assurances. »

27. — L'article 2 de la loi du 15 février 1917 édictait l'obligation de l'agrément du Gouvernement et l'obligation pour les entreprises étrangères de présenter à l'acceptation du Ministre une personne résidant en France, à l'effet de recevoir toutes les notifications et de fournir tous les renseignements et documents nécessaires à l'application de la loi ; c'était le mandataire spécial prévu par le Décret du 28 février 1899 (8) qui représentait ici la Société pour toutes ses opérations et non seulement pour une branche contrôlée. Ainsi, l'entreprise étrangère devait, préalablement à toutes ses opérations, être agréée par le Gouvernement.

Si le pays d'origine avait pris ou prenait des mesures analogues à l'égard des Sociétés françaises, l'autorité

(7) Revue *La Réassurance*, octobre 1939. Voir arrêtés en date des 4 septembre 1939 et 4 avril 1940 fixant la liste des entreprises et assureurs étrangers auprès desquels il était interdit de souscrire aucune police d'assurance directe ou de céder des réassurances. Abrogation par arrêté du 28 juillet 1940.

(8) Voir chapitre 1^{er}, p. 224.

de contrôle exigeait, en plus, la constitution d'un cautionnement ou de garanties qui étaient déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Enfin, l'entreprise étrangère devait adresser chaque année au Ministre le bilan spécial de ses opérations en France (article 2).

La loi créait également un Comité consultatif des Assurances de seize membres, dont un Directeur d'entreprise d'assurance étrangère, marquant ainsi la connexité des opérations de réassurance et des opérations effectuées par les sociétés ou assureurs étrangers (article 3).

Pour montrer que les nouvelles obligations étaient d'ordre politique, l'article 1^{er} du décret d'application du 7 juillet 1917 précisait que les prescriptions établies par le contrôle à l'égard des Sociétés étrangères, en ce qui concerne les accidents du travail et les assurances sur la Vie, étaient maintenues. Les Sociétés pratiquant ces branches étaient donc soumises, tant à l'agrément politique de la loi du 15 février 1917 qu'à la « formalité » de la loi de 1898 et à « l'enregistrement » de la loi de 1905.

Enfin, les polices devaient être communiquées au Ministre et les conditions générales devaient comporter élection de domicile en France et attribution de juridiction des tribunaux français. Ainsi, alors qu'en 1917, seules les Sociétés d'assurance françaises et les entreprises étrangères pratiquant les branches Accidents du travail et Vie étaient soumises au contrôle de l'Etat, la loi du 15 février 1917 étendait à toutes les entreprises étrangères l'obligation de demander l'agrément du Gouvernement et de se soumettre au contrôle de l'Etat.

28. — La nature, le caractère de ce contrôle offraient un certain nombre de particularités.

Le contrôle politique instauré par cette loi était, en quelque sorte, une mesure d'identification ; c'était un arrêté ministériel, non motivé, qui donnait, refusait ou retirait l'autorisation à une entreprise d'assurance étrangère de pratiquer en France ou en Algérie des opérations d'assurances directes. Ce contrôle était établi, non dans l'intérêt propre de l'Etat ou dans celui des assurés, mais dans l'intérêt général de la Nation. C'était donc une mesure de sécurité politique faite en vue du bien commun.

Ce contrôle politique n'était pas comparable au contrôle administratif et technique établi dans la branche « Accidents du travail », en vue de protéger le fonds de garantie, c'est-à-dire les intérêts de la Caisse des Dépôts et Consignations et de l'Etat. Il n'était pas comparable non plus au contrôle financier, plus large, établi dans l'assurance sur la Vie, dans l'intérêt des bénéficiaires en raison des contrats à long terme, qui exigent une surveillance particulière de la gestion financière.

29. — Pour arriver à ce but, l'Etat faisait de l'entreprise étrangère en France une entité distincte de la Société mère ; il lui donnait une personnalité morale, créait des organes et un état civil.

La personnalité de la Société étrangère était délimitée géographiquement par le domicile de son Siège spécial, par celui du mandataire soumis à l'acceptation du Gouvernement, et par ceux des actionnaires et administrateurs.

La personnalité de la Société était délimitée encore par la personne physique du mandataire responsable, devant l'Etat et la Caisse des Dépôts et Consignations, de la gestion de la Société en France.

L'activité de l'entreprise était fixée par la comptabilité spéciale qui devait être soumise au contrôle annuellement, comptabilité distincte qui individualisait territorialement les opérations faites en France.

Si le contrôle de l'Etat sur l'entreprise étrangère était une mesure d'identification, c'était également une mesure discrétionnaire du Gouvernement qui n'offrait donc pas de possibilité de recours. L'administration du Contrôle ne donnait, en effet, son agrément que si l'enquête à laquelle elle avait procédé sur la personne désignée sur la Société donnait des résultats favorables. La forme du retrait ou du refus d'agrément, acte de Gouvernement, n'était même pas fixée. La décision n'avait pas à être motivée, ni soumise à une publication au *Journal Officiel* (9).

30. — Puisque l'agrément de l'entreprise étrangère était un acte de Gouvernement, il n'y avait pas de recours juridictionnel contre le refus d'agrément basé sur la loi du 15 février 1917.

En effet, le Conseil d'Etat n'a jamais été saisi d'aucun recours « tendant à ce qu'il lui plaise annuler » un refus d'agrément d'entreprise étrangère. Au contraire, en matière de contrôle technique ou de droit commun, lorsque l'administration refusait l'agrément à une

(9) Voir *Le Contrôle de l'Etat sur les Sociétés d'Assurances*, par J. Fourasté, 2^e éd., Dalloz, 1938, p. 87.

Société d'assurance, celle-ci pouvait recourir au Conseil d'Etat. Il en était de même lorsqu'il s'agissait du retrait de reconnaissance. L'article 3 de la loi du 17 mars 1905 reconnaissait expressément « que les intéressés peuvent « former un recours pour excès de pouvoir devant le « Conseil d'Etat qui devra statuer dans les trois mois ». Mais, en raison du caractère discrétionnaire de l'acte de l'Administration, qui refusait l'agrément de l'entreprise étrangère, le Conseil d'Etat déciderait vraisemblablement « qu'il ne lui appartient pas d'en connaître » (10).

31. — Enfin, la loi du 15 février 1917 était, dans l'industrie de l'assurance, la première manifestation des pouvoirs autoritaires de l'Etat. C'était l'abandon du régime trop libéral, auquel étaient soumises les entreprises étrangères ; les nécessités de la guerre, l'exemple de la législation étrangère avaient entraîné le Gouvernement français dans des mesures contraires à ses principes de l'économie libérale.

Ce contrôle était purement politique ; il était effectué dans le cadre de conventions internationales et il subissait l'influence des législations étrangères, à tel point qu'aucun cautionnement n'était exigé des Compagnies étrangères, sauf réciprocité. Ainsi, aucune garantie, aucun patrimoine ne couvrait en France les opérations des entreprises étrangères, et cela afin d'éviter des représailles.

Du reste, au début, la plupart des grands Etats

(10) V. *Le Contrôle de l'Etat sur les Stés d'Assurances*, par J. Fourastié, Dalloz, 1938, p. 100.

n'avaient pas cru devoir soumettre la Société d'assurance étrangère à un régime financier différent (11).

La garantie des intérêts des assurés ou bénéficiaires français était assurée par la voie du contrôle technique, qui devait être peu à peu étendu à toutes les branches, et, par la législation ainsi créée, l'entreprise étrangère tendait à être soumise au droit commun français.

Mais, et c'est là le point essentiel, au-dessus de ce contrôle technique et en même temps que ce contrôle technique, il y a le contrôle politique, entièrement différent tant par sa nature que par le but recherché par le législateur.

32. — L'application de la loi du 15 février 1917 a été faite par le Décret du 7 juillet 1917. Cette loi a été complétée par le décret du 30 octobre 1935 qui reprenait entièrement ses obligations, en y ajoutant des mesures concernant la surveillance fiscale, telle la tenue d'un répertoire ; cette mesure est d'ailleurs toujours en vigueur. Les décrets du 12 janvier 1937, l'arrêté ministériel du 30 janvier 1937 et le décret du 30 avril 1937 avaient complété minutieusement les obligations des entreprises étrangères. Ces décrets ont été abrogés par les décrets du 19 août et du 20 août 1941, parus dans le *Journal Officiel* du 18 février 1942 et qui constituent, à l'heure actuelle, la réglementation en vigueur. Il en sera fait étude dans la deuxième partie (12).

Actuellement, la loi du 15 février 1917 garde toute sa valeur ; elle permet de défendre notre indépendance

(11) *Id.*, p. 69.

(12) Voir p. 82.

dans le cadre des conventions internationales. Le caractère d'acte discrétionnaire du refus d'agrément, équivaut à une véritable mesure de protection du marché national de l'Assurance. Ainsi, par la simple action administrative, sans avoir à motiver sa décision, sans qu'il y ait possibilité de recours, le Gouvernement peut disposer à son gré de l'existence, en France, de l'entreprise d'assurance étrangère. Mais, comme toute chose, ce pouvoir théoriquement tout-puissant, est lié par les nécessités internationales. Le besoin de collaboration internationale, dans le domaine de l'assurance en particulier, restreint l'initiative de l'Etat ; celui-ci agit, soit sous la pression des nécessités du moment : défense nationale, rupture de relations diplomatiques entre deux pays, soit sur le terrain financier et technique. Car, même dans ce cas, il est plus facile à un Gouvernement de se placer sur le terrain politique que sur le terrain technique, pour refuser ou retirer à une entreprise étrangère le droit de pratiquer ou de continuer ses opérations d'assurance en France ou en Algérie.

CHAPITRE III

HISTORIQUE DU STATUT DES ENTREPRISES D'ASSURANCE ETRANGERES EN FRANCE DE 1922 A 1937

33. — Le rapport du Président de la République, relatif au projet du décret qui devait être daté du 8 mars 1922 « portant règlement d'administration publique pour la constitution de Sociétés d'assurance », faisait remarquer que, depuis cinquante ans, la législation sur la constitution des Sociétés d'assurance n'avait subi aucune modification et « n'était plus en harmonie avec les conditions actuelles de l'assurance ».

Ce décret devait être « la charte commune des Sociétés d'assurance », mais il était spécifié qu'il ne s'appliquait qu'à toutes les Sociétés françaises d'assurance à primes fixes ou mutuelles, à la seule exception des Sociétés d'assurance sur la Vie.

Ainsi, ce décret réglait en principe la constitution des Sociétés, tandis que le fonctionnement et la dissolution des Sociétés restaient soumis au droit commun. Il n'était donc pas applicable aux entreprises d'assurance étrangères, dont les formes et les modalités de constitution restaient soumises à la loi du pays d'origine.

Cependant, certaines dispositions du régime établi par ce décret avaient été appliquées aux Sociétés d'assurance étrangères. C'étaient les dispositions qui offraient un caractère d'ordre public, c'est-à-dire celles qui étaient

établies strictement dans l'intérêt des assurés ou bénéficiaires des contrats. C'étaient particulièrement des dispositions de droit privé, relatives à la durée de la police, à la limitation de la faculté de résiliation après sinistre, aux déchéances et à la tacite reconduction. Ces dispositions devaient se retrouver dans les conditions générales des polices offertes par les Sociétés étrangères.

Quant aux dispositions relatives au droit public, elles n'étaient pas applicables aux organismes étrangers qui étaient régis par leur législation propre, sauf dans les branches soumises au contrôle de l'Etat qui étaient, en 1917, les branches Accidents du Travail et Vie.

Ainsi, la Société étrangère avait la plus grande liberté de placement des fonds et ne devait suivre que ses propres intérêts. La constitution de couverture des réserves afférentes aux engagements souscrits en France ou en Algérie n'était pas encore exigée.

Cependant, il faut remarquer que la Doctrine (1) tenait pour applicable aux Sociétés étrangères les dispositions du décret du 8 mars 1922, autres que celles concernant les statuts et les règles de constitution.

SECTION I

Le contrôle de l'Etat sur les Sociétés qui pratiquent l'assurance des risques résultant de l'emploi des véhicules automobiles

34. — Jusqu'en 1935, les sociétés ou assureurs étrangers établis en France ont donc vécu sous un régime de

(1) V. Samien, *Traité Th. et Prat. des Assur. Terrestres et des Opérations de Capitalisation et d'Epargne*. Dalloz, 4^e éd., 1937, n. 371 ; et J. Fourastié, *Ouvrage cité*, p. 39.

liberté, sauf, comme il a été dit, dans les branches où elles étaient soumises à la réglementation spéciale imposée également aux Sociétés françaises. La nécessité de garantir les victimes d'accidents d'automobiles contre les défaillances de plusieurs Compagnies d'assurance, devait entraîner l'Etat à étendre son contrôle à la branche importante que constituait l'assurance contre les accidents de circulation résultant de l'emploi des voitures automobiles, branche qui encaissait en 1937 plus de 1 milliard 600 millions de francs de primes.

Cette extension du contrôle fut réalisée par le décret-loi du 8 août 1935 (2), qui instituait le contrôle de l'Etat sur « toutes les entreprises privées d'assurance « françaises ou étrangères, sociétés d'assurance ou « assureurs qui pratiquaient en France ou en Algérie « l'assurance des risques d'accidents ou de responsabilité civile résultant de l'emploi de véhicules automobiles de toute nature ».

35. — L'économie générale du décret comprenait un agrément préalable qui permettait d'éliminer les entreprises douteuses, un contrôle financier qui donnait une solide base technique et financière, la production et la communication de documents permettant d'obtenir par la statistique une amélioration progressive du Contrôle.

D'après l'article 2 du décret du 8 août 1935, les entreprises d'assurance françaises et étrangères ne pou-

(2) Les textes en la matière sont : le décret du 8 août 1935, modifié par le décret-loi du 25 août 1935, le décret d'application du 3 juin 1936, les arrêtés ministériels du 2 juillet 1936, 13 janvier 1937, 18 mars 1937. Tous ces textes sont abrogés par l'article 41 du décret-loi du 14 juin 1938.

vaient fonctionner « qu'après avoir obtenu l'agrément « préalable du Ministre du Travail, avis de cet agrément « était mentionné au *Journal Officiel* ».

Il est intéressant de noter combien cet agrément était différent de l'agrément politique étudié dans le chapitre précédent. Cet agrément technique était constaté par un arrêté pris par le Ministre, après avis d'un Comité consultatif des assurances, et publié au *Journal Officiel*. Le Ministre ne pouvait refuser l'agrément que lorsque l'assureur avait été mis en demeure de fournir ses observations par écrit et après avis conforme du Comité consultatif. Ainsi, l'agrément technique du décret de 1935 n'était pas soumis à l'autorité discrétionnaire du gouvernement.

Il offrait, de plus, la possibilité d'un recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat, tant pour les Sociétés françaises que pour les assureurs étrangers. Les dispositions transitoires de l'article 10 rendaient immédiatement exécutoire l'obligation de la demande d'agrément, tout en laissant les Sociétés continuer provisoirement leurs opérations jusqu'à ce qu'une solution fût donnée à leur demande.

L'article 2 du décret du 3 juin 1936 édictait l'obligation de déposer un cautionnement de même nature que celui du décret du 28 février 1898, mais alors qu'en matière d'accident du travail il y avait dépôt du cautionnement et que c'était la mention au *Journal Officiel* de cette « formalité » qui constituait l'agrément de l'Etat, en 1935 l'agrément était distinct de la constitution du cautionnement. Le contrôle de l'Etat se perfectionnait, devenait technique et financier et était compris

dans un esprit réaliste et juridique beaucoup plus large qu'en 1898.

Les dispositions spéciales aux entreprises d'assurances étrangères étaient contenues dans le décret du 3 juin 1936 et dans l'arrêté ministériel du 2 juillet 1936 : la Société devait, tout d'abord, prouver qu'elle fonctionnait en conformité des lois de son pays d'origine en produisant des certificats de coutume, attestations et tous documents utiles.

Après avoir justifié de sa constitution régulière, l'entreprise d'assurance étrangère était soumise à l'obligation du Siège spécial et de l'Agent spécial, comme dans les branches contrôlées en 1898 et 1905. L'agent spécial était le seul représentant de la Société auprès de l'administration ; il devait être domicilié en France depuis douze mois, doté de pouvoirs suffisants pour la gestion directe de l'entreprise et le règlement des sinistres, et devait pouvoir représenter la Société en cas d'instance devant les Tribunaux français. Bref, cet agent spécial était le préposé à la direction des opérations faites en France et en Algérie.

S'il était nécessaire à toutes les Sociétés d'assurance pratiquant le risque automobile de constituer des réserves techniques suffisantes à la couverture de leurs engagements, les entreprises étrangères devaient, en outre, déposer à la Caisse des Dépôts et Consignations ou à la Banque de France, les valeurs mobilières constituant ces réserves (3).

La couverture de ces réserves était assurée, soit par des valeurs réglementaires, soit par des primes « Auto-

(3) Art. 4 du décret du 3 juin 1936 et art. 7 de l'A. M. du 2 juillet 1936.

mobiles » nettes de taxes et de commissions. Pour justifier du dépôt des réserves, l'entreprise étrangère devait, tous les ans avant le 15 avril, produire au Ministre du Travail un certificat de dépôt délivré par la Banque de France ou la Caisse des Dépôts et Consignations, et indiquant la nature et le numéro des titres déposés (4).

L'article 3 précisait les cas où le retrait des valeurs déposées était possible, c'est-à-dire en cas de réduction des réserves techniques, à la suite d'un inventaire, ou en cas d'un emploi des fonds. Mais ce remploi de fonds était soumis à une condition rigoureuse ; il devait être réalisé préalablement au retrait des valeurs déposées, au moyen d'un certificat délivré par le gagiste et justifiant qu'il était équivalent à la valeur des titres aliénés ou désaffectés d'après les premiers cours cotés en Bourse à la veille du jour du remploi. Cependant, le remploi pouvait n'être pas préalable s'il était effectué par les soins des Etablissements qui détenaient les valeurs déposées. Enfin, le retrait des valeurs ne pouvait être effectué qu'avec le visa préalable du Ministre du Travail.

36. — L'extension du contrôle de l'Etat aux Sociétés françaises et étrangères pratiquant l'assurance automobile avait singulièrement restreint le champ où l'activité des Compagnies d'assurances était libre. Les seules branches qui restaient en dehors du contrôle de l'Etat étaient les branches Incendie, l'Assurance-Crédit, le Vol, la Grêle et quelques petits risques de responsabilité civile.

(4) A. M. du 18 mars 1937.

Il est rappelé que la branche Maritime et la Réassurance étaient toujours en dehors du contrôle de l'Etat.

Le but du contrôle était de supprimer les entreprises dangereuses, c'est-à-dire n'offrant pas les garanties nécessaires à la bonne exécution de leurs contrats. Pour cela, le contrôle devait peu à peu intégrer l'entreprise étrangère au régime auquel il soumettait la Société française. Ainsi, l'intérêt des assurés était mieux préservé par les sûretés financières que par l'octroi d'un privilège, et le propre intérêt des bons assureurs était protégé contre le discrédit qu'entraînait la faillite des mauvais. Enfin, la Nation elle-même pouvait ainsi se défendre contre l'influence que tendaient à exercer de puissantes Compagnies d'assurance dont les capitaux n'étaient pas contrôlés par l'Etat.

Mais ce contrôle était encore partiel, sans homogénéité, variant d'une branche à l'autre ; il était nécessaire qu'il fût étendu à toutes les branches, en raison de l'inconvénient présenté par la présence simultanée de branches contrôlées et de branches simplement surveillées. Enfin, l'intérêt et la valeur technique du contrôle automobile devaient entraîner, par ses résultats, la généralisation du système.

SECTION II

La généralisation du contrôle de l'Etat en 1937

37. — Un décret du 12 janvier 1937 et un arrêté ministériel du 13 janvier donnaient les modalités d'applications de la loi du 15 février 1917, complétée par le décret-loi du 30 octobre 1935 relatif à l'agrément des

entreprises ou assureurs étrangers, ou agrément politique.

Les mesures envisagées ont été en vigueur jusqu'au 18 février 1942, date de parution au *Journal Officiel* du décret du 19 août 1941, qui constitue à l'heure actuelle le texte en vigueur. Ces mesures devraient donc être étudiées dans l'historique du statut des entreprises étrangères en France, mais la place du décret du 19 août 1941 se trouvant dans la réglementation en vigueur, il ne paraît pas utile de faire cette étude ici, mais plutôt d'en réserver l'analyse à la deuxième partie, d'autant que ces dispositions sont, pour la plupart, presque entièrement reproduites dans le nouveau décret.

L'article 1^{er} du décret du 12 janvier 1937 donnait la liste des documents à joindre à la demande d'agrément que devaient faire les entreprises d'assurance étrangères, en vertu de la loi du 15 février 1917 (5).

L'article 2 énumérait les situations et compte rendus qui devaient parvenir au Ministre du Travail avant le 1^{er} avril et le 30 juin (6).

L'article 3 spécifiait que les conditions générales des polices devaient respecter les dispositions du décret du 8 mars 1922 et de la loi du 13 juillet 1930 concernant des mesures d'ordre public faites dans l'intérêt des assurés et applicables aux entreprises étrangères (7).

L'arrêté ministériel du 13 janvier 1937 donnait les textes des modèles des engagements à souscrire par les assureurs étrangers sollicitant l'agrément politique à

(5) V. 2^e partie, p. 87, décret du 19 août 1941, art. 2.

(6) V. 2^e partie, chap. 2, p. 91 et décret du 19 août 1941 à l'art. 8.

(7) V. 1^{re} partie, chap. 3, p. 46.

l'effet de pratiquer des opérations d'assurance, ainsi que le modèle des pouvoirs reconnus aux agents spéciaux quant à la gestion directe en France, le règlement des sinistres et la représentation de la Société devant les Tribunaux (8).

Toutes ces dispositions ont été reproduites dans le décret du 19 août 1941, auquel il faut se reporter.

38. — La tendance autoritaire de l'Etat était facilitée par l'usage des décrets-lois qui, sous la pression de la nécessité, tendaient à devenir le moyen normal de légiférer, basé sur une sorte de coutume. Les Services de l'Administration préparaient d'importantes réformes, dont les dispositions étaient discutées en Conseil des Ministres et les décrets d'application immédiatement promulgués par le Gouvernement.

L'extension du contrôle de l'Etat à toutes les branches de l'industrie de l'assurance était nécessaire, car, en laissant subsister des branches non contrôlées parallèlement à des branches soumises au Contrôle, on laissait aux Compagnies peu scrupuleuses la possibilité de frauder les dispositions légales. Il suffisait de virer aux comptes contrôlés les valeurs techniques des branches non contrôlées pour constituer ainsi une couverture conforme aux prescriptions réglementaires.

De plus, la Direction des Assurances avait besoin de connaître l'existence de toutes les Compagnies d'assurance pour pouvoir les surveiller, mais comme les Sociétés ou assureurs étrangers étaient identifiés par l'obligation de se soumettre à l'agrément politique de

(8) V. 2^e partie, chap. 2, p. 86 et l'annexe, pp. 229 et suivantes.

la loi du 15 février 1917, cette prescription de la loi ne leur était pas applicable.

39. — Le texte en la matière était le décret des 25-26 août 1937 « tendant à coordonner le contrôle et à renforcer la surveillance de l'Etat sur les Sociétés d'assurance, de capitalisation et d'épargne », dont l'article 2 ne s'appliquait qu'aux Sociétés françaises et les obligeait à déclarer leur existence, dès lors qu'elles ne pratiquaient aucune des opérations faisant l'objet d'une législation spéciale les soumettant au contrôle de l'Etat.

Les obligations particulières aux sociétés ou assureurs étrangers ne pratiquant aucune des opérations faisant l'objet d'une législation spéciale les soumettant au contrôle de l'Etat étaient énumérées dans l'article 3, qui rappelait la nécessité d'obtenir l'agrément politique pour pouvoir faire des opérations d'assurance. Les entreprises étrangères « doivent avoir, en France et en Algérie, un Siège spécial et y tenir une comptabilité spéciale pour toutes les opérations afférentes aux contrats souscrits ou exécutés en France ou en Algérie ». Des décrets qui n'ont jamais paru devaient être pris pour régler les modalités d'application, ainsi que les règles de constitution et de représentation des réserves. L'article 3 fixait « le principe que les Sociétés étrangères doivent constituer en France la couverture des réserves afférentes aux engagements souscrits en France et en Algérie » (9).

40. — Les règles communes aux Sociétés françaises

(9) J. Fourastié, *Le Contrôle de l'Etat sur les Stés d'Assurances*, p. 39.

et aux Sociétés étrangères avaient trait au contrôle sur place par des commissaires, à la dissolution des Sociétés, non plus d'après le droit commun, mais d'après un droit spécial à l'assurance (10), à la couverture des frais présentés par le contrôle et au pourvoi non suspensif pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat que peuvent intenter les Sociétés contre l'arrêté du Ministre mettant fin à leurs opérations.

Il faut noter, en effet, que le Ministre pouvait mettre fin aux opérations d'une Société étrangère qui ne fonctionnait pas en conformité avec ses statuts (11).

Ainsi, il y avait intervention de l'Etat, à titre de gardien de l'ordre public, dans la constitution des Sociétés ; ceci était à rapprocher des règles de droit privé du Décret du 8 mars 1922 et de la loi du 13 juillet 1930, dont les mesures prises en faveur des assurés étaient applicables aux entreprises étrangères (12).

Le contrôle de l'Etat intervenait donc dans le fonctionnement d'une Société étrangère, pour le bien de l'assuré ou du bénéficiaire français et, dans ce but, l'Etat restreignait de plus en plus la liberté d'action de l'organisme étranger.

41. — Il faut noter le caractère de coordination élémentaire qu'offrait le décret du 25 août 1937, lorsqu'il étendait le régime de prévoyance de l'Etat à toutes les branches non contrôlées et en créant un Conseil supérieur des Assurances privées.

(10) V. 2^e partie, chap. 3, p. 119.

(11) V. chap. 1^{er} de la 2^e partie, p. 70.

(12) 1^{re} partie, v. chap. 3, p. 46.

Ce régime laissait aux Sociétés simplement surveillées la liberté de constitution. Il n'y avait pas d'agrément, ni d'enregistrement, mais une simple déclaration d'existence. C'était donc, comme l'a dit M. PICARD, « la possibilité d'un contrôle » qui s'exercerait au cours du fonctionnement, plutôt qu'un contrôle technique permanent.

Le principe important suivant lequel les entreprises étrangères devaient constituer, en France, les réserves qui correspondent à leurs engagements dans chaque branche, avait été posé, mais il ne fut réellement appliqué qu'en 1938.

Cette réglementation, toute incomplète qu'elle ait été, devait en peu de temps entraîner la disparition d'une cinquantaine de Compagnies d'assurance qui, faute de garanties techniques, se virent retirer le droit de poursuivre des opérations d'assurance. Elle préparait ainsi la grande charte du 14 juin 1938, qui fut une véritable codification des textes relatifs au contrôle de l'Etat.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

42. — Ainsi, l'étude historique de la réglementation applicable aux sociétés ou assureurs étrangers en France montre l'action exercée par l'Etat, tant au point de vue technique que politique.

En vue de protéger les intérêts des assurés et des bénéficiaires des contrats, l'Etat a dû abandonner le régime libéral pour prendre une position autoritaire qui ira en s'accroissant. Cette évolution tend à créer des garanties équivalentes entre la société française et la société étrangère, en soumettant au point de vue technique l'entreprise étrangère aux mêmes obligations que la société française. Mais, le point le plus important du statut de l'entreprise étrangère reste le principe de l'agrément spécial, discrétionnaire, basé sur des raisons de défense nationale et sur le principe de la réciprocité.

Ainsi, d'une part, l'Etat peut agir par l'agrément politique sur l'existence en France de la société étrangère, tandis que, d'autre part, il agit par des procédés techniques sur les garanties offertes par la société étrangère ; mais, de toute façon, l'Etat individualise l'entreprise étrangère, lui crée un état civil déterminé par un siège spécial et un mandataire responsable. Ces exigences sont si importantes qu'elles sont rappelées dans chaque réglementation spéciale et elles forment, avec l'agrément politique, les principales différences qui

séparent le statut de l'entreprise étrangère du régime de la société française d'assurance.

Il faut se rappeler que l'Etat n'a pas la possibilité d'agir sur la constitution de l'organisme étranger, que son existence lui échappe et qu'il peut seulement contrôler ses opérations dans le pays, d'où ses exigences légitimes qui doivent tendre à créer en France une véritable succursale de la Société étrangère, dotée de la personnalité civile et possédant en propre, en France, des réserves techniques nécessaires à la couverture des engagements souscrits sur le territoire métropolitain et en Algérie.

En 1937, le régime établi était encore trop complexe et il manquait d'unité doctrinale et technique. C'était la « superposition d'une législation de contrôle à une « législation de droit commun antérieurement existante » (1).

L'autorité de contrôle n'avait qu'une autorité *a posteriori* ; elle était dotée de pouvoirs insuffisants, mais, dès ce moment, au point de vue du sujet traité, toutes les obligations essentielles avaient été édictées par l'Etat. Lorsqu'a surgi, de 1938 à 1942, la codification générale qui devait unifier le contrôle et accentuer la tendance autoritaire de l'Etat, presque rien de nouveau n'aura à s'appliquer au statut de l'entreprise d'assurance étrangère en France ; ceci justifie la nécessité de cette étude historique.

Après avoir vu les principes et suivi leur évolution,

(1) J. Fourastié, *Le Nouveau Régime juridique et technique de l'Assurance en France*, p. 9, édité par l'Argus.

il faut maintenant étudier la réglementation en vigueur et entrer dans le détail pratique des prescriptions réglementaires. Cette étude est d'autant plus nécessaire que l'application du décret du 14 juin 1938 s'est étendue sur plusieurs années, tant en raison des circonstances que de la nécessité de ménager les méthodes existantes.

DEUXIEME PARTIE

REGLEMENTATION EN VIGUEUR

INTRODUCTION

43. — L'étude historique du statut des sociétés ou assureurs étrangers en France a permis d'en dégager les principes directeurs. Mais il faut maintenant en voir l'application pratique.

La transformation du régime libéral des Sociétés d'assurance en un contrôle autoritaire de l'Etat a abouti à une réglementation juridique et technique qui a trouvé son expression dans le décret-loi du 14 juin 1938; celui-ci forme, avec son règlement d'administration publique du 30 décembre 1938, la « véritable charte de l'Assurance » et constitue le droit positif en vigueur.

Le contrôle de l'Etat a été étendu à toutes les entreprises et à toutes les branches, sauf l'Assurance Maritime et la Réassurance, lorsque celles-ci sont pratiquées par des Sociétés spécialisées (1). Mais les considérations d'ordre international qui militent en faveur de ce régime dérogatoire au droit commun semblent s'atténuer et il

(1) Voir loi du 16 août 1941, art. 4, qui soumet au contrôle de l'Etat les Sociétés ayant exclusivement pour objet l'assurance maritime. Les décrets d'application fixant la date et les modalités ont été traduits en une loi n. 784 du 18 août 1942, parue au *J. O.* du 12 septembre 1942, qui soumet la Branche Maritime en entier au droit commun.

est probable que toutes les formes d'assurance seront soumises un jour prochain à une codification générale qui sera l'expression définitive du contrôle de l'Etat.

La mise en application de cette réglementation a été très longue. Le décret du 14 juin 1938, par son ampleur, nécessitait d'importantes mesures transitoires, qui ont été entravées par la guerre et la mobilisation de nombreux collaborateurs des Compagnies d'assurance. La date limite d'application de tous les articles, sauf ceux pour lesquels il était prévu un décret qui n'a pas été pris, a été fixée au 1^{er} janvier 1942 (2), bien que les décrets applicables aux entreprises étrangères, datés des 19 et 20 août 1941, n'aient paru au *Journal Officiel* que le 18 février 1942.

44. — Le décret du 14 juin 1938 a organisé l'industrie de l'assurance en réglementant la profession, qui tend à se diriger par elle-même. Il a tracé ainsi le chemin aux Comités d'organisation nés de la loi du 16 août 1940 sur l'organisation provisoire de la production.

L'ancien article 33 du Titre IV, modifié par la loi du 16 août 1941, permettait aux Sociétés françaises, dans certaines conditions, d'imposer aux entreprises d'assurance étrangères les accords réalisés surtout en matière de tarifs. Ainsi, ces accords étaient rendus obligatoires, non seulement aux minoritaires, mais même à ceux qui n'avaient pas pris part aux débats (3).

Le décret du 14 juin 1938 a substitué à la complexité et à la diversité de l'ancien régime une codification qui

(2) V. circulaire ministérielle du 24 déc. 1941.

(3) V. p. 175.

réglemeute la constitution, le fonctionnement et la liquidation des Sociétés d'assurances. Il a créé une véritable législation autonome des Sociétés d'assurance.

Des mesures spéciales ont dérogé au droit commun des Sociétés. lorsqu'il s'est agi de la constitution des entreprises d'assurance, particulièrement en matière de Sociétés mutuelles ou à forme mutuelle. L'agrément de l'Etat a été généralisé et rendu obligatoire ; il doit être demandé préalablement à toutes opérations d'assurance en France et en Algérie. L'Administration a toute liberté pour refuser l'agrément ou le retirer, car les pouvoirs d'appréciation du Ministre ont été étendus ou renforcés.

Un privilège général prenant rang après le paragraphe 6 de l'article 2101 du Code civil a été institué au profit des assurés, indépendamment du privilège spécial qui existe en matière d'accidents du travail. Une comptabilité nouvelle a unifié la présentation des comptes et permis un certain contrôle préventif. Des règles strictes sur le placement des fonds, l'évaluation de l'actif, la représentation des réserves techniques, l'obligation de nouvelles réserves dites de garantie, ont également accru les garanties financières offertes aux assurés.

Le régime de la dissolution des Sociétés a été remanié et unifié. Un régime spécial, à la fois judiciaire et administratif, a été établi et, seul, le Ministre peut faire prononcer la faillite, après clôture de la liquidation, dont toutes les opérations sont contrôlées par l'Etat qui fait nommer un liquidateur compétent par le pouvoir judiciaire.

Enfin, le transfert des portefeuilles, opposable aux

assurés, a été la meilleure solution apportée à la liquidation des Sociétés, tant dans l'intérêt de celles-ci que dans celui des créanciers, assurés ou bénéficiaires de contrats.

Bref, un régime nouveau, indépendant, a été établi et constitue « la clef de voûte de l'organisation des « Sociétés d'assurance » (4). Ce régime est « défini par « une législation unique et autonome, organiquement « instituée en tenant compte à la fois de l'existence du « contrôle et de la nature des opérations d'assurance » (5).

La compétence de l'autorité de contrôle dépasse maintenant le cadre purement technique, pour s'étendre au domaine juridique et économique et un Ministre a pu dire récemment que l'Assurance tendait à devenir « un véritable service public, bien qu'il soit dirigé par la « profession sous le contrôle de l'Etat » (6).

45. — La réglementation en vigueur, inspirée du système suisse, donne d'excellents résultats et a assaini considérablement le marché de l'assurance. Il nous faut, dans le cadre général du droit commun, qui n'a pas à être étudié, en voir l'application aux entreprises d'assurance étrangères.

Quel sera le statut des Sociétés ou assureurs étrangers dans la réglementation actuelle ? L'Administration

(4) Voir *L'unification du Contrôle de l'Etat sur les Stés d'assurances*, par Besson, dans le recueil hebdomadaire *Dalloz*, 1938, p. 17.

(5) J. Fourastié, *Le nouveau régime juridique et technique de l'assurance en France*, p. 15.

(6) Discours de M. Yves Bouthillier, à la séance annuelle d'ouverture du Conseil Supérieur des Assurances Privées, 1942. Voir conclusion de la 2^e partie, p. 173.

n'aura-t-elle pas tendance à exiger une assimilation progressive de ce statut à celui des sociétés françaises ? D'autre part, quelles sont les dispositions réglementaires qui différencient l'entreprise étrangère de l'entreprise française ?

Dans un *Chapitre Premier*, nous examinerons la constitution et le fonctionnement de la Société d'assurance étrangère dans ses rapports avec la réglementation française. La plupart des mesures qui sont applicables aux Sociétés françaises ne le seront pas aux entreprises étrangères, car l'administration du Contrôle ne peut intervenir dans ce domaine, qui ressort de la compétence particulière à chaque Etat. Seules seront applicables les dispositions d'ordre public faites dans l'intérêt des assurés.

Le *Chapitre II* sera consacré à l'examen des modalités d'application de l'agrément politique de la loi du 15 février 1917, telles qu'elles sont établies par les récents décrets d'août 1941. Actuellement, en effet, à l'agrément politique spécial aux entreprises étrangères s'ajoute l'agrément technique de l'article 7 du décret du 14 juin 1938. Cet agrément s'impose à toutes les Sociétés d'assurance, mais les obligations spéciales aux entreprises étrangères sont indiquées dans l'article 142 du règlement d'administration publique du 30 décembre 1938.

Dans la première partie, nous avons étudié le principe, la nature et le caractère de l'agrément politique. Le Chapitre II en examinera les modalités d'application, c'est-à-dire les pièces à fournir et les formalités à rem-

plir par l'entreprise étrangère désirant pratiquer des opérations d'assurance, en France ou en Algérie.

L'agrément technique obligatoire à toutes les Sociétés d'assurance sera envisagé au *Chapitre III*, dans son application aux entreprises étrangères, c'est-à-dire, d'une part, dans sa définition, son caractère, et, d'autre part, dans les conditions préalables, les prescriptions réglementaires exigées par la demande d'agrément, ainsi que les conséquences pour l'entreprise et les assurés du refus ou du retrait de l'agrément technique.

Nous ferons l'étude approfondie de la réglementation actuelle concernant les mesures propres à donner un état civil à l'entreprise étrangère, c'est-à-dire les obligations du « siège spécial » et de « l'agent spécial », mesures qui ont été vues dans le contrôle sur les opérations d'assurance contre les Accidents du travail, en Assurance Vie et en Assurance Automobiles.

Le *Chapitre IV* aura pour objet l'étude des garanties particulières offertes aux assurés par les entreprises étrangères, en ce qui concerne le privilège spécial en leur faveur, sur tous les biens et réserves possédés en France par la Société. En effet, pour éviter, en cas de faillite d'une entreprise étrangère dans son pays d'origine, le concours des créanciers de ce pays et des assurés français, l'article 14 du décret du 14 juin 1938 établit un privilège spécial sur l'actif de l'entreprise étrangère, actif constitué par les réserves et les cautionnements. Nous y examinerons les cautionnements exigés des entreprises et les dépôts des réserves techniques, garanties supplémentaires qui constituent l'actif de la Société.

Un *dernier chapitre* indiquera les particularités présentées par l'application aux Sociétés d'assurance étrangères du régime du contrôle des changes, c'est-à-dire comment la Société étrangère peut disposer de la part bénéficiaire de son activité. Enfin, nous tenterons, dans la conclusion, de faire la critique du système actuel, tant pour en faire ressortir les nombreux mérites que pour montrer les quelques points qui, à notre avis, devraient être modifiés.

CHAPITRE PREMIER

DE LA CONSTITUTION ET DU FONCTIONNEMENT DES ENTREPRISES D'ASSURANCE ETRANGERES DANS LEURS RAPPORTS AVEC LA LEGISLATION FRANÇAISE

46. — Au début de cette étude, qui doit montrer la réglementation actuelle des entreprises d'assurance étrangères en France, il faut rappeler les conclusions de la première partie. Celles-ci tentent de démontrer que, partant du régime libéral du xix^e siècle, les Sociétés d'assurance ont été soumises progressivement à un régime de contrôle strict de la part de l'Etat. Cette réglementation s'étend à toute l'activité de l'entreprise d'assurance, depuis sa constitution, son fonctionnement, jusqu'à sa dissolution.

Les décrets de 1938 devaient reprendre entièrement cette réglementation et créer de plus en plus ce que l'on a appelé le droit autonome de l'assurance, beaucoup mieux adapté que le droit commun des sociétés au but technique et économique de cette industrie.

Cependant, lorsqu'il s'agit de la constitution de l'entreprise étrangère, on remarque que celle-ci échappe à la réglementation du droit positif français. En effet, l'entreprise étrangère est soumise, lors de sa formation, au Droit en vigueur dans son pays d'origine. Elle est fondée à l'étranger et ce n'est qu'après avoir été constituée qu'elle étend à d'autres pays le champ de son activité. Il en est d'ailleurs de même des Sociétés fran-

çaises soumises à la loi du 24 juillet 1867, lorsqu'elles créent des succursales à l'étranger.

Or, le principe de réciprocité joue et les Gouvernements respectifs n'entendent soumettre les entreprises étrangères qu'aux lois d'ordre public et aux mesures de police qui permettent leur identification, et non à leur propre législation. Tout ce qui se rapporte à la création, à la fondation de l'entreprise ne sera pas soumis au contrôle de l'Etat et non plus ce qui concerne le fonctionnement intérieur de la Société, car on voit difficilement comment celui-ci pourrait réglementer, dans des pays étrangers, la fondation des Sociétés qui viennent travailler sur son territoire, sans se heurter au principe fondamental de droit international, celui de la souveraineté de l'Etat. S'il en était autrement, l'Etat étranger deviendrait un Etat protégé qui n'aurait pas le droit de décider en dernier ressort sur sa propre compétence ; or, ceci constitue actuellement l'unique critérium à peu près sûr de la notion d'Etat.

Donc, « c'est d'après la législation de leur pays
« d'origine, formant leur statut personnel, que se résou-
« dront les questions de toute nature que sont suscep-
« tibles de soulever la régularité de la constitution des
« Sociétés étrangères, leur mode de désignation, les
« pouvoirs et la responsabilité de leurs gérants et admi-
« nistrateurs, lorsqu'elles veulent contracter ou citer
« en justice, en France ; c'est aussi cette législation qui
« permettra de déterminer les causes de leur dissolution
« et d'apprécier la validité des modifications apportées
« à leurs statuts » (1).

(1) V. Houpin et Bosvieux, Ouvrage cité, n° 2.215.

47. — Dans le domaine de l'assurance, l'application du principe de la souveraineté de l'Etat étranger a été reconnue par le décret du 8 mars 1922, qui ne s'applique pas aux entreprises étrangères, car ce décret règle la constitution des Sociétés françaises (2).

L'article 5 du décret-loi du 25 août 1937, actuellement abrogé, permettait au Ministre de mettre fin aux opérations d'assurance d'une Société étrangère qui ne fonctionnait pas en conformité avec ses statuts ; ainsi l'Etat français était, en quelque sorte, le « bras séculier » de l'Etat étranger.

Enfin, l'article 2 du décret du 14 juin 1938 permet de déduire que la constitution de l'entreprise étrangère échappe à la réglementation du contrôle français. En effet, « le décret du 30 décembre 1938 ne s'applique « qu'aux Sociétés françaises, en ce qui concerne leurs « conditions de constitution et de fonctionnement, sauf « pour les dispositions imposées dans un intérêt d'ordre « public, c'est-à-dire les articles 110 et suivants, 181, 182, ... » (3).

La constitution de l'entreprise étrangère est le seul domaine qui échappe entièrement à l'autorité de l'Etat, puisque le fonctionnement et la liquidation de la Société sont soumis, au moins en partie, aux prescriptions du Contrôle ; cependant, même dans ce secteur encore libre, les mesures d'ordre public faites dans l'intérêt des assurés seront applicables aux entreprises étrangères. Il s'agit, dans ce domaine, de la protection des nationaux

(2) V. 1^{re} partie, pp. 46 et 56.

(3) V. *Le régime et le contrôle des Stés d'Assurances et de Capitalisation* (Les réformes de 1938) par P. Sumien, Dalloz, 1939, n. 15.

et nulle considération ne peut y porter atteinte, de sorte que si les statuts de la Société étrangère ne cadrent pas avec ces mesures, ils devront être modifiés, pour être applicables en France.

48. — L'article 2 du décret du 14 juin 1938 dit que les opérations d'assurance ne peuvent être pratiquées que par des Sociétés anonymes, en commandite par actions ou à forme mutuelle, ou par des syndicats de garantie lorsqu'il s'agit des opérations d'assurance contre les accidents du travail, mais cet article spécifie que les assureurs étrangers peuvent opérer en France, à condition de se conformer aux prescriptions du décret.

L'emploi du terme d' « assureur » prouve bien que l'assurance peut être pratiquée à titre particulier par les entreprises étrangères, alors que cela est interdit aux entreprises françaises, les organismes tels les Lloyds de Londres étant évidemment visés par cet article. Ainsi, « ces règles ne s'appliquent pas aux assureurs étrangers » qui bénéficient de la faculté qui leur est laissée, suivant leur régime national, d'adopter d'autres formes « de l'assurance » (4).

Les règles de constitution restent soumises à la législation nationale, parce que « la constitution est un acte » purement juridique dont les éléments sont le contrat « de société, l'établissement des statuts » (5). Le contrat de société, la rédaction de statuts sont, en effet, des

(4) *Les Sociétés d'Assurances : législation, réglementation*, par Ancy et Sicot, chez L. G. D. J., 20, rue Soufflot, Paris, 1941, Commentaire de l'art. 2 du décret du 14 juin 1938.

(5) J. Fourastié, *Le nouveau régime jurid. et techn. de l'assurance en France* p. 16.

rapports de droit privé qui s'établissent entre les individus qui n'ont pas à être soumis à la réglementation d'un Etat étranger ; ainsi, les règles de fonctionnement des entreprises, en tant qu'elles sont l'expression de leur règlement intérieur, ne sont pas soumises au contrôle de l'Etat.

Toutes les dispositions découlant de la forme de la Société, de sa constitution, ne seront donc pas applicables aux entreprises étrangères, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux intérêts de l'assuré ou du bénéficiaire du contrat. La loi n'exige des entreprises d'assurance étrangères que d'être agréées par le Contrôle et de se soumettre à ses prescriptions en vue de donner les mêmes garanties techniques que les Sociétés françaises.

49. — Il faut étudier la première partie du règlement d'administration publique du 30 décembre 1938, qui traite de la constitution des Sociétés d'assurance, pour voir tout ce qui concerne strictement la fondation des Sociétés anonymes, ou à forme mutuelle et Mutuelles, ainsi que les rapports entre ces Sociétés et les actionnaires ou sociétaires. L'étude porte principalement sur les Sociétés anonymes, c'est-à-dire sur les articles 2 à 15.

Voyons d'abord les dispositions réglementaires qui ne sont pas applicables aux Sociétés anonymes d'assurance étrangères.

L'article 2 du décret du 14 juin 1938 ne permet les opérations d'assurance qu'aux Sociétés anonymes ou en commandite par actions. Celles-ci sont soumises aux dispositions du Code de commerce et de la législation

générale relative à ces Sociétés (art. 2 du règlement d'administration publique). Dans ces conditions, les entreprises étrangères, non astreintes à l'obligation d'exister sous une forme anonyme, sont réglementées par la législation en vigueur dans leur pays d'origine.

L'article 3 fixe le montant du capital social, selon des décrets qui ont été pris ultérieurement. Aucun de ceux-ci n'est applicable aux entreprises étrangères, dont le montant du capital social est fixé par les statuts et par les lois de leurs pays d'origine. L'Administration examinera la demande d'agrément formulée par l'entreprise ; l'importance du capital social sera un des éléments qui justifiera l'acceptation ou le rejet de la demande. Mais s'il est possible au Contrôle de demander un cautionnement technique, plus ou moins important, et fixé directement par l'Administration, il faut rappeler que le cautionnement politique est lié par le principe de réciprocité, tant dans son obligation que dans son montant.

Certaines mesures sont prises dans l'article 4, en vue d'interdire « aux administrateurs et aux Directeurs « de prendre ou de conserver un intérêt direct ou indirect dans une entreprise, un marché, un traité, ou une « opération commerciale ou financière faite avec la « Société ou pour son compte, à moins qu'ils n'y soient « autorisés par l'Assemblée générale ». Il est évident que ces sages mesures peuvent être édictées par la législation étrangère, mais, au cas où elles ne le seraient pas, une action en justice ne pourrait, à notre avis, être intentée contre les administrateurs d'une société étrangère qui n'observeraient pas la loi française à ce sujet.

Lorsqu'une société française a été agréée, seul le

Ministre peut intenter l'action en nullité prévue aux articles 7 et 8 de la loi du 24 juillet 1867 (article 6 du R. A. P.).

Cette loi ne s'applique qu'aux Sociétés françaises ; on pourrait donc déduire « a contrario » qu'un tiers peut intenter l'action en nullité contre une entreprise étrangère, sous réserve que la législation de son pays d'origine ne s'y oppose pas.

Cependant, il semble que l'on se heurte ici à la notion d'ordre public. Cette action en nullité à la seule initiative du Ministre a pour but d'éviter que la Société ne soit mise en faillite, avant que ne soient prises les dispositions nécessaires à la sauvegarde de l'actif dans l'intérêt des assurés. Cette mesure d'ordre public doit donc être appliquée à la Société étrangère, mais la constitution de cette Société ne peut être déclarée nulle, sur l'initiative d'un étranger, que dans la mesure où l'action de celui-ci est fondée sur les manquements aux lois de constitution de la Société étrangère dans son pays d'origine. On peut donc conclure en disant que, seul, le Ministre peut en France intenter l'action en nullité contre la Société étrangère, pour un motif d'ordre public, mais en fondant son action sur la législation étrangère.

L'amortissement des dépenses d'investissement prévu à l'article 7 du Règlement d'administration publique et qui doit se faire en dix ans n'est pas obligatoire pour la Société étrangère soumise à sa propre législation.

Les articles 8, 9, 10, 11 du Règlement d'administration publique prescrivent la constitution obligatoire d'une RÉSERVE DE GARANTIE. Celle-ci remplace la réserve

légale de la loi de 1867. Elle est destinée à pallier à l'imprévision et aux aléas du fonctionnement de la Société, ainsi qu'aux risques de moins-value; son montant est lié, d'une part, à l'importance du capital social et, d'autre part, au chiffre d'affaires fait par la Société.

Mais « les Sociétés étrangères n'ont pas à déposer la « réserve de garantie qui est considérée par le décret « de 1938, étant donné la disposition de ses textes, « comme une modalité de constitution des organismes « ou entreprises » (6).

Jusqu'au 20 août 1941, les Sociétés étrangères ne devaient pas constituer de réserve spéciale analogue à cette réserve de garantie qui était propre aux Sociétés françaises, mais, depuis le décret portant cette date, paru au *Journal Officiel* du 18 février 1942, une semblable réserve est exigée des entreprises étrangères. Son étude sera faite ultérieurement (7).

Elle est également une réserve complémentaire, destinée à suppléer aux défaillances éventuelles du capital social; en effet, avec les variations du pouvoir d'achat, la valeur de celui-ci tend à changer. Il est indispensable, pour pallier aux moins-values, d'exiger la constitution d'une réserve dont le montant soit lié avec l'importance des opérations de la Société et variant donc avec les encaissements. Cette réserve de garantie des articles 8 et 9 du Règlement d'administration publique et cette majoration prévue par les articles 1 et 2 du décret du 20 août 1941, suivent cette progression puis-

(6) Sumien, *Les réserves dans les Sociétés d'Assurance*. Edition de l'Argus, janvier 1941.

(7) V. pp. 143, 148, chapitre IV.

qu'elles doivent être constituées par un prélèvement sur les primes.

Cependant, la majoration spéciale des réserves techniques exigées des Sociétés étrangères diffère de la réserve de garantie des Sociétés françaises, car cette dernière est liée au montant du capital social ; en effet, le total de la réserve de garantie et du capital social versé doit être au moins égal à 20 % de la moyenne des primes des cinq dernières années, ou à 5 % des réserves mathématiques ; le minimum de la réserve de garantie est fixé à 20 % du capital social (8).

Or, la réserve exigée en France des entreprises étrangères ne peut tenir compte de l'existence du capital social ; elle sera donc de 10 % des primes, pour toutes les branches autres que la Vie et la Capitalisation où elle sera de 0,50 % des primes, avec un maximum de 5 % des réserves techniques (9).

Ces dispositions prouvent bien que les règles de constitution de Sociétés obéissent aux lois du pays d'origine ; le droit positif français ignore le montant du capital social de la Société anonyme étrangère, ce montant étant fixé par les statuts, c'est-à-dire étant une mesure de constitution.

L'article 37 de la loi du 24 juillet 1867 obligeait les actionnaires à se réunir pour étudier la dissolution de la Société, en cas de la perte des 3/4 du capital social.

L'article 12 du Règlement d'administration publique aggrave cette obligation pour les Sociétés d'assurance, puisqu'elle leur est faite lorsque la perte atteint

(8) V. décret du 23 juin 1939, art. 1 et 2.

(9) V. art. 1^{er} du décret du 20 août 1941 ; v. ch. IV, p. 141.

seulement la moitié du capital social ; cet article n'est pas applicable aux Sociétés étrangères, le capital social peut disparaître, les intérêts des assurés en France seront sauvegardés par le dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations des cautionnements et des réserves techniques, plus la majoration prévue par le décret du 20 août 1941 (10).

50. — S'il s'agissait de Sociétés à forme mutuelle, la même étude aboutirait aux mêmes conclusions. Les Sociétés étrangères n'ont donc pas à se conformer aux prescriptions du Règlement d'administration publique, en ce qui concerne l'article 17, qui traite de la formation de la Société, soit par acte authentique, soit par acte sous seing privé. De même, les projets de statuts doivent se conformer aux lois spéciales à chaque pays et ne sont pas tenus à énumérer les obligations de l'article 18 : objet, durée, siège, dénomination de la Société, circonscription territoriale, nombre d'adhérents, mode de rémunération de la Direction, constitution d'un fonds d'établissement, montant de la réserve de garantie, fixation du maximum des frais de gestion ; de même pour les articles 20, 21 et 22 au sujet de l'Assemblée générale constitutive, du plan financier, et pour les articles 24, 25, 26, 27, qui traitent des administrateurs.

Les articles 68 et suivants du Règlement d'administration publique concernant les Sociétés mutuelles sont l'objet des mêmes remarques.

51. — Il importe de préciser que toutes les disposi-

(10) V. Huopin et Bosvieux, Ouvrage cité, n. 2.221.

tions prises en vue de fixer les rapports des actionnaires ou des sociétaires entre eux ou avec la Société, c'est-à-dire les règles de fonctionnement intérieur des Sociétés, sont assimilées aux règles de constitution. Ainsi, les statuts de la « Société Mutuelle Suisse d'Assurances Générales sur la Vie humaine » portent, à l'article 13, que les sociétaires votent par correspondance et ne constituent pas d'assemblée générale, alors que l'article 32 du Règlement d'administration publique dit qu'il est tenu chaque année au moins une assemblée générale à laquelle les sociétaires doivent être présents ou représentés.

Ces règles d'organisation, qui peuvent être très différentes dans les diverses Sociétés étrangères, échappent au contrôle de l'Etat dans la mesure où elles n'ont pas de répercussion sur les intérêts des assurés français.

En somme, le Contrôle exige de l'entreprise étrangère la preuve de sa constitution régulière dans son pays d'origine, par des « certificats de coutume » et il importe que cette Société fonctionne sans porter atteinte à ses statuts. Ceux-ci doivent être déposés lors de la demande d'agrément, mais seulement pour vérifier l'absence d'incompatibilité de leurs prescriptions avec l'ordre public français.

52. — Il faut passer maintenant à l'examen des articles sur la constitution et le fonctionnement des Sociétés intéressant les entreprises étrangères venant exercer leur activité en France.

Le critérium choisi est la notion d'ordre public. Partout où il s'agit de protéger les intérêts français, les

dispositions réglementaires du droit positif français sont applicables aux organismes étrangers.

Ainsi, en matière de Sociétés anonymes, l'article 5 du Règlement d'administration publique oblige la Société qui émet un emprunt en France à rappeler sur tous les documents relatifs à cet emprunt qu'il existe un privilège institué au profit des assurés par l'article 14 du décret du 14 juin 1938. L'article 5 est applicable aux entreprises étrangères, car il constitue une disposition d'ordre public faite dans l'intérêt du souscripteur français.

L'article 13 prend des mesures pour aviser le public de la réalité du versement d'une partie du capital lors de la constitution ; aussi, les Sociétés étrangères doivent-elles indiquer la portion du capital déjà versé sur tous les prospectus, documents et polices émis par elle. C'est une mesure d'intérêt général qui n'intervient pas sur le fond, c'est-à-dire sur la constitution de la Société, mais qui assure l'exactitude des garanties offertes.

L'article 14 établit des règles spéciales en vue du contrôle de l'Etat ; cet article s'applique intégralement aux entreprises étrangères. Celles-ci doivent se conformer à l'établissement de l'inventaire, du bilan du compte de profits et pertes et, en ce qui concerne les réserves soumises à la réglementation du Contrôle, aux formes et méthodes d'évaluation prévues par les décrets. Cet article précise bien que les autres postes du bilan non soumis au contrôle sont régis par le droit commun, c'est-à-dire par les statuts et la législation d'origine de la Société étrangère.

Quant aux Sociétés à forme mutuelle ou Mutuelles

étrangères, elles doivent se conformer aux prescriptions de l'article 16 et faire figurer sur les documents destinés au public, à la suite de leur dénomination, la mention : « Société d'assurance à forme mutuelle » ou « Société d'Assurance Mutuelle ».

53. — On constate surtout, en matière de Sociétés mutuelles, qu'un certain nombre de règles échappe au contrôle de l'Etat, en raison de leur caractère de règles de constitution et de fonctionnement ; cela ne semble pas offrir d'inconvénient. La technique de la législation des Sociétés est maintenant suffisamment au point dans la plupart des pays pour offrir une certaine uniformité et des garanties équivalentes ; aussi, l'Etat se borne-t-il à assurer la surveillance des Sociétés étrangères et l'observation de leurs statuts, d'autant que le dépôt des réserves techniques, dépôt obligatoire pour les Sociétés étrangères, offre une excellente garantie puisqu'elle permet à l'Etat de détenir en gage les avoirs représentant la contre-partie des engagements des entreprises d'assurance étrangères et de laisser une certaine souplesse aux règles de constitution et même de fonctionnement des Sociétés. Mais, il est évident que si des allègements devaient être obtenus au point de vue des réserves et des garanties financières, des mesures d'ordre juridique devraient être prises pour obtenir dans la constitution des sociétés les mêmes garanties que lorsqu'il s'agit des sociétés françaises.

En définitive, l'on peut dire que toutes les mesures prises par l'Etat pour restreindre la liberté d'action de l'entreprise d'assurance étrangère en France ne l'ont été

que dans l'intérêt des assurés ou bénéficiaires des contrats.

54. — Si le législateur est tenu, par application du principe de réciprocité et en raison de la souveraineté des autres Etats, de modérer son action sur les règles de constitution et de fonctionnement, au contraire, il a pu établir des règles très strictes, tant sur l'agrément des Sociétés, c'est-à-dire sur l'autorisation d'opérer en France, que sur la constitution de réserves techniques, nécessaires à certaines opérations d'assurance et sur d'autres garanties. Ces mesures feront l'objet des chapitres suivants, qui forment l'essentiel de la réglementation en vigueur.

Il est fait simple mention du caractère très particulier offert par les Lloyds de Londres. L'article 192 du Règlement d'administration publique prévoit qu'un décret doit déterminer les modalités d'application du nouveau régime aux établissements constitués sur les mêmes bases que les Lloyds. Ce décret n'a pas encore paru, en raison des circonstances, mais cela démontre que la constitution des entreprises étrangères doit être acceptée en bloc par la législation nationale, qui ne peut prévoir que des modalités d'application, pour faire cadrer les prescriptions nécessaires du Contrôle avec la réglementation des Sociétés étrangères.

CHAPITRE II

DES MODALITES D'APPLICATION DE L'AGREMENT POLITIQUE

55. — Actuellement, à l'agrément de la loi du 15 février 1917, spécial aux entreprises étrangères, s'ajoute l'agrément technique de l'article 7 du décret-loi du 14 juin 1938, qui s'impose à toutes les Sociétés d'assurance; mais les obligations propres aux sociétés et assureurs étrangers sont indiquées dans l'article 142 du Règlement d'administration publique du 30 décembre 1938.

Le principe, la nature, les motifs, les caractères de l'agrément spécial que l'on peut qualifier de politique, ont été étudiés dans la première partie (1).

Il faut maintenant en voir les modalités d'application dans le cadre de la réglementation en vigueur. Il est donc nécessaire d'énumérer les démarches à faire, les pièces à fournir, les formalités à remplir par l'entreprise étrangère qui désire pratiquer des opérations d'assurance en France ou en Algérie.

La loi fondamentale du 15 février 1917, toujours en vigueur, a été reprise et complétée par le décret du 30 octobre 1935, qui prévoit la tenue d'un répertoire contenant le relevé de tous les contrats émis par la Société, afin d'éviter la fraude fiscale (2). Ce dernier décret est compris dans les visas que fait le décret d'application

(1) Voir chap. II, p. 31.

(2) Voir R. Delmas, *Les Taxes sur les Polices d'Assurances*. Edit. administratives, Elbeuf, 1939, et les *Bulletins d'annotation*, 1^{re} année 1940, 2^e année 1941; chap. V, p. 153.

portant le n° 2.579, en date du 19 août 1941, paru au *Journal Officiel* le 18 février 1942. Ce décret, qui a abrogé ceux du 30 janvier 1937 et 30 avril 1937 ainsi que l'arrêté ministériel du 13 janvier 1937, est relatif aux conditions d'application de la loi du 15 février 1917 et aux garanties auxquelles peuvent être astreintes les Sociétés et assureurs étrangers.

56. — Rappelons d'abord les prescriptions de la loi du 15 février 1917, complétée par le décret du 30 octobre 1935.

La loi oblige les sociétés et assureurs étrangers à présenter à l'acceptation du Ministre du Travail une personne résidant en France, à l'effet de recevoir toutes les notifications et de fournir tous les renseignements et documents nécessaires à son application. Cette personne doit adresser, chaque année, au Ministre, le bilan spécial des opérations de l'entreprise en France. La Société est soumise à l'agrément du Gouvernement et peut être astreinte à déposer des cautionnements, ou fournir des garanties, si le pays d'origine a pris ou prenait des mesures analogues à l'égard des Sociétés françaises.

De son côté, le décret du 30 octobre 1935 oblige les entreprises étrangères à mentionner sur un répertoire, tenu par le Représentant de l'entreprise devant l'Enregistrement, tout contrat d'assurance souscrit ou exécuté par elle, en France ou en Algérie, ou tout contrat d'assurance de personne, de chose ou de responsabilité, accepté par elle en France ou en Algérie.

Dans un premier paragraphe, on étudiera la *demande d'agrément*, pour réserver à un deuxième

paragraphe l'examen des *garanties*, ce qui correspond respectivement au Titre I^{er} du décret du 19 août 1941, relatif à l'agrément spécial des Sociétés ou assureurs étrangers, dans les termes de la loi du 15 février 1917, et au Titre II, relatif aux garanties qui peuvent être exigées des Sociétés ou assureurs étrangers.

SECTION I

De la demande d'agrément

57. — On sait qu'en matière d'assurances terrestres directes, la demande d'agrément politique doit être préalable à la demande d'agrément technique, prévu par l'article 7 du décret-loi du 14 juin 1938, tandis qu'en matière de Réassurance ou d'Assurance Maritime, où l'agrément technique n'est pas imposé, cette condition n'est pas exigée (2 *bis*).

La demande d'agrément est, d'une part, accompagnée d'une série de formalités et, d'autre part, liée à la présentation du mandataire (article 2 de la loi du 15 février 1917), ainsi qu'à la justification du siège spécial prévu actuellement par l'article 142 du Règlement d'Administration Publique du 30 décembre 1938, auquel se réfère expressément l'article 3 *in fine* du décret du 19 août 1941. De sorte qu'il faut joindre la loi du 15 février 1917 au Règlement d'Administration Publique du 30 décembre 1938 et au décret du 19 août 1941 pour avoir les textes qui règlent actuellement la matière de la demande d'agrément des Sociétés étrangères.

(2 *bis*) Tout au moins jusqu'à la mise en application des décrets prévus par la loi du 18 août 1942 soumettant au contrôle de l'Etat les sociétés ayant exclusivement pour objet l'Assurance Maritime.

Pratiquement, la Société étrangère qui désire pratiquer en France et en Algérie des opérations d'assurances directes ou de capitalisation, aura choisi au préalable un siège spécial et pressenti un Représentant. Il faut donc voir, dès maintenant, les qualités exigées de ce Représentant, en réservant toutefois au chapitre suivant, qui traite de l'agrément technique, l'étude du siège spécial ; celui-ci a, en effet, les mêmes caractéristiques en matière d'agrément technique qu'en matière d'agrément politique, puisque le décret du 19 août 1941, article 3 *in fine*, renvoie expressément à l'article 142 du Règlement d'Administration Publique, qui traite de l'agrément technique.

58. — Le texte en vigueur concernant le Représentant est l'article 3 du décret du 19 août 1941.

L'entreprise étrangère, qui sollicite l'autorisation de pratiquer des opérations d'assurances directes, doit proposer un Représentant à l'acceptation du Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, conformément à l'article 2 de la loi du 15 février 1917. Ce représentant doit être l'émanation de l'Entreprise auprès du Ministre ; il doit recevoir toutes les notifications qui peuvent être faites à la Société, comme fournir tous les renseignements nécessaires à la bonne marche du contrôle de l'Etat.

S'il n'est pas exigé qu'il soit de nationalité française, il faut qu'il soit domicilié en France depuis douze mois au moins, pour qu'il soit au courant des lois et coutumes et qu'une enquête puisse être faite sur ses antécédents. Il doit produire un extrait de son casier judiciaire et,

s'il y a lieu, satisfaire aux dispositions des lois et règlements relatifs à la situation et à la police des étrangers, par exemple du décret du 2 février 1939 relatif à la carte d'identité spéciale portant la mention « commerçant » exigée des étrangers (3).

Il s'engage par écrit, vis-à-vis du Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, à accepter les fonctions de représentant de la Société étrangère, pour ses opérations d'assurances directes énumérées limitativement, à rester en fonctions et à être responsable aussi longtemps que son remplaçant éventuel n'aura pas été accepté par le Ministre (4).

Ses pouvoirs, également rédigés par écrit par l'Entreprise et adressés au Ministre, ont pour but de lui donner la pleine direction de l'Entreprise en France et d'établir sa pleine responsabilité devant le Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, la Caisse des Dépôts et Consignations et la Banque de France.

A cet effet, la direction de l'Entreprise lui donne les pleins pouvoirs d'agir en son nom et de la représenter de la façon la plus générale et la plus étendue, dans toutes ses opérations de production, de règlements de sinistres, de représentation devant les tribunaux et de tenue de comptabilité.

Le modèle 5 (5), qui constitue la formule que doit remplir la Société étrangère à l'effet de donner des pouvoirs à son Représentant, doit lui permettre, et permet-

(3) V. *Le régime et le contrôle des Stés d'Assur. et de Capitalisation*, Les Réformes de 1938, par P. Sumien, chez Dalloz, 1939, p. 83.

(4) V. modèle 2 à l'Annexe, p. 236.

(5) V. modèle 5 à l'Annexe, p. 238.

tre à lui seul de souscrire les assurances, d'en arrêter les stipulations, de convenir de toute augmentation, de signer à cet effet les contrats, polices ou avenants et d'en encaisser les primes.

Le Représentant doit avoir les pouvoirs suffisants pour effectuer tous les règlements de sinistres, transiger, opérer des règlements en donnant reçu, quittance et décharge.

Il doit pouvoir suivre, tant en demande qu'en défense, et devant toutes les juridictions, tous les procès ou litiges qui peuvent survenir à l'occasion de ses fonctions de mandataire, et de pouvoir les poursuivre jusqu'à leur conclusion.

L'Entreprise considère que la signature de son Représentant, donnée dans les conditions ci-dessus, engage valablement et sans réserve sa responsabilité vis-à-vis des tiers. De telle sorte que ceux qui ont traité avec le Représentant sont censés avoir traité avec l'Entreprise elle-même, qui ratifie et confirme tout ce que le Représentant a pu faire.

Enfin, l'Entreprise déclare accepter expressément la juridiction pleine et entière des Tribunaux français et fait élection de domicile à son Siège social à cet effet.

59. — Après avoir défini le rôle du représentant et ses fonctions, tant vis-à-vis des tiers que vis-à-vis de son entreprise, il faut étudier la *demande d'agrément* politique proprement dite.

L'Entreprise étrangère qui désire obtenir l'agrément de l'Etat doit établir sa demande en deux exemplaires, dont un sur papier timbré, et accompagner sa demande

de pièces justifiant : qu'elle est constituée régulièrement dans son pays d'origine, qu'elle désire pratiquer telle ou telle opération d'assurance en France, selon des bases techniques et des conditions données. Puis, elle s'engage à fournir annuellement un certain nombre de documents destinés à montrer la marche des opérations.

Sa constitution régulière sera prouvée au moyen d'un certificat délivré par les autorités administratives compétentes, attestant que l'entreprise a été constituée et fonctionne dans le pays d'origine, conformément aux lois de ce pays (article 2, § 2) et par le dépôt en deux exemplaires des statuts, dont un traduit en langue française (art. 2, § 3).

En plus, la liste des Administrateurs, Directeurs et Actionnaires sera donnée pour faire connaître les noms, adresses, nationalité, date et lieu de naissance de ceux qui dirigent la Société ou en font partie, ainsi que le nombre d'actions de chaque actionnaire ; ainsi, l'Etat pourra exercer un réel contrôle sur l'origine de la Société, la provenance des fonds et leur nationalité. Il s'agit, en effet, de l'agrément politique qui a été établi en 1917, pour des considérations de défense nationale.

D'après l'article 137 du Règlement d'Administration Publique du 30 décembre 1938, l'entreprise étrangère devra donner la liste des différentes catégories d'opérations qu'elle se propose de pratiquer en France ou en Algérie (art. 2 § 1).

Les bases techniques des opérations que la Société entend pratiquer sont déclarées par le dépôt de cinq exemplaires, en langue française, des polices, prospectus et imprimés, destinés au public, relatifs à chacune

des opérations d'assurances directes. Les polices doivent, notamment, stipuler élection de domicile et attribution de juridiction aux tribunaux français (art. 2 § 4). Il y a là une application de la notion d'ordre public ; cette mesure était nécessitée par l'intérêt des assurés français et pouvait ainsi modifier certaines règles de constitution ou de fonctionnement de la Société étrangère (6).

La Société étrangère doit, également, donner une idée de sa situation financière, pour permettre au Contrôle d'avoir une appréciation sur sa solvabilité. A cet effet, elle doit remettre un exemplaire avec traduction en langue française du bilan et du compte de profits et pertes des trois derniers exercices sociaux (art. 2, § 8).

Ayant ainsi démontré par ces derniers documents qu'elle offre des garanties techniques suffisantes, pour justifier une demande d'agrément, la Société étrangère doit, ensuite, signer un engagement répondant pleinement aux mesures de défense nationale, prescrites par la loi du 15 février 1917 (7).

La Société s'engage à ne céder en Réassurance aucun risque concernant une personne, un bien ou une responsabilité, en France ou en Algérie, aux Sociétés ou Assureurs qui ne se seraient pas conformés aux prescriptions de la loi du 15 février 1917 et à ne consentir en rétrocession aucune acceptation portant sur un risque situé en France ou en Algérie, à une Société ou à un Assureur auquel l'agrément spécial prévu par ladite loi aurait été refusé ou retiré.

(6) V. chapitre 1^{er} de la 2^e partie, p. 78.

(7) V. modèle 1 à l'Annexe, p. 235.

De même, l'entreprise s'engage à mettre son Représentant en mesure d'inscrire sur le registre prévu par la loi du 15 février 1917, dans le mois à compter de sa date, tout contrat d'assurance souscrit ou exécuté en France ou en Algérie par la Société, ou tout contrat accepté par elle et qui, aux termes de l'article 713 du Code de l'Enregistrement, doit acquitter en France les mêmes droits et taxes que s'il avait été placé auprès de Sociétés françaises.

La Société prend également la contre-partie des engagements pris de son côté par son Représentant, en s'engageant à ne pas révoquer les pouvoirs de celui-ci tant qu'un remplaçant n'aura pas été accepté par le Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, afin d'assurer la continuité de la représentation de l'entreprise devant l'Administration.

Enfin, le modèle d'engagement de la Société prévoit que celle-ci s'engage à soumettre immédiatement au Ministre la désignation d'un mandataire auquel elle donnerait tous les pouvoirs nécessaires aux fins de régularisation et de liquidation des affaires en cours, si, en dehors d'un des cas prévus par le décret-loi du 14 juin 1938, elle cessait de souscrire en France ou en Algérie des opérations d'assurance.

Au cas où elle n'aurait pas procédé à cette désignation dans la quinzaine, un liquidateur pourrait être désigné d'office à cet effet par M. le Président du Tribunal Civil ou M. le Président du Tribunal de Commerce, à la diligence du Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances.

D'après l'article 2, paragraphe 7, du décret du 19

août 1941, l'Entreprise doit ajouter, à l'appui de sa demande, la liste des réassureurs, ou rétrocessionnaires, de ses opérations en France ou en Algérie.

60. — Enfin, l'entreprise étrangère qui pratique des opérations de Réassurance s'engage à adresser chaque année, avant le 30 juin, au Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, par l'intermédiaire de son représentant, une situation faisant apparaître pour l'exercice précédent le montant des primes acceptées en Réassurance et celui des primes rétrocédées.

Elle doit également fournir, à la même époque et pour ses opérations en France et en Algérie, la liste des rétrocessionnaires pour l'année en cours ; le Contrôle peut ainsi examiner les opérations de réassurance de la Société d'assurance directe et connaître les liens qui l'unissent à ses réassureurs. Ceci correspond pleinement aux motifs qui ont inspiré la loi du 15 février 1917, motif d'ordre politique.

La Société ou l'Assureur étranger qui a présenté sa demande d'agrément pour des opérations dont l'énumération a été faite, peut être astreint à constituer des garanties dont l'étude fera l'objet du paragraphe suivant.

SECTION II

Des garanties qui peuvent être exigées des Sociétés ou Assureurs étrangers

61. — Le titre II du décret du 19 août 1941 donne en quatre articles les règles essentielles concernant les

garanties qui peuvent être exigées des Sociétés ou Assureurs étrangers, lors de leur demande d'agrément basée sur la loi du 15 février 1917. Mais ce décret se réfère constamment aux règles de droit commun prévues par le Règlement d'administration publique du 30 décembre 1938 ; cela nous oblige à faire l'étude du cautionnement politique en même temps que celle des divers cautionnements techniques.

Ainsi, les Sociétés étrangères doivent se soumettre au droit commun sur les points suivants : dépôt préalable d'un cautionnement pour obtenir l'agrément (art. 144 du R. A. P.), obligation de maintenir le cautionnement à un taux déterminé (art. 146), évaluation des valeurs constituant le cautionnement (art. 147) et conditions de restitution du cautionnement (art. 148).

L'article 4 rappelle que les Sociétés ou Assureurs étrangers opérant en France ou en Algérie peuvent être astreints à la constitution de cautionnements ou garanties quelconques par application du principe de réciprocité, posé par l'article 2 de la loi du 15 février 1917.

Cet article précise que ce cautionnement est indépendant des obligations d'ordre général fixées par le décret-loi du 14 juin 1938, la loi du 16 août 1941, et des prescriptions spéciales de l'article 143 du Règlement d'administration publique qui traite également des obligations auxquelles peuvent être soumises les entreprises étrangères du fait de l'application du principe de réciprocité. La caractéristique de ce cautionnement politique est sa liaison étroite avec l'application de ce principe ; il n'est donc pas obligatoire, comme le cautionnement

technique, mais dépend uniquement des mesures similaires prises par les législations des autres pays.

62. — Il faut faire remarquer que l'obligation du cautionnement en matière politique est de plus en plus difficile à justifier. En effet, si cette obligation tend à se répandre, toutes les sociétés d'assurance travaillant à l'étranger devront constituer des cautionnements. L'application du principe de réciprocité entraînera des mesures analogues applicables à toutes les Sociétés étrangères venant travailler sur le territoire indigène, de sorte que l'obligation générale de constituer des cautionnements politiques serait une gêne dans le domaine financier pour tous les pays, plutôt qu'une garantie technique faite dans l'intérêt des assurés.

A notre avis, il faut au moins considérer cette institution comme une épreuve de solvabilité qui permet d'éliminer les entreprises douteuses, épreuve semblable à celle prévue dans l'article 4 du décret du 22 juin 1906 (maintenant abrogé) relatif au cautionnement des Sociétés ayant pour base la durée de la vie humaine (8).

En effet, l'importance numérique du cautionnement n'est pas suffisante pour constituer une véritable garantie pour les assurés nationaux ; le dépôt des réserves techniques, la constitution de cautionnements techniques et le privilège spécial de l'assuré ou du bénéficiaire du contrat sur tout cet actif constituent des garanties bien supérieures.

De plus, la diminution de la puissance d'achat des monnaies tend à amenuiser la valeur réelle du cautionne-

(8) V. 1^{re} partie, chap. 1^{er}, section II, p. 27, n. 19.

ment ; les difficultés de la révision annuelle, ainsi que les complications qu'entraîne cette révision dans les relations internationales en raison du principe de réciprocité sont également des raisons qui devraient entraîner la suppression du cautionnement politique.

Celui-ci constitue donc une mesure de représailles ou de rétorsion plutôt qu'une véritable garantie ; c'est une entrave aux échanges internationaux, mais sa disparition entraînerait le développement des mesures techniques que les autorités du Contrôle tendent, du reste, à développer dans toutes les branches d'assurance.

63. — Le montant du cautionnement est fixé, dit l'article 6 du décret du 19 août 1941, par arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, de manière à représenter, en monnaie française, l'exacte contre-partie des cautionnements et garanties exigés des Sociétés françaises dans les pays desquels ressortissent les sociétés ou assureurs étrangers.

Ainsi, l'arrêté ministériel du 10 décembre 1937 relatif aux garanties exigées des Sociétés suisses désirant pratiquer en France des opérations d'assurance directe, fixe le dépôt de cautionnements qui correspondent exactement dans leur montant aux dispositions applicables aux Sociétés étrangères, par ordonnance suisse du 11 septembre 1931, articles 41 et 42 (9).

Mais les difficultés actuelles dues aux variations des changes et la lenteur des révisions annuelles démontrent que l'équivalence de la valeur des cautionnements ne peut être respectée.

(9) Voir 3^e partie, « La Législation suisse », p. 194.

64. — L'article 7 étudie les conditions de restitution éventuelle des cautionnements ou garanties. Elle est subordonnée à la cessation de toute opération d'assurance ou de réassurance en France ou en Algérie, et au paiement des sommes mises à la charge des entreprises étrangères, du fait des contrats souscrits ou exécutés par elles en France ou en Algérie.

Lorsque l'entreprise étrangère présente une demande de retrait du cautionnement, elle doit produire, à l'appui de sa demande, une situation active et passive, certifiée conforme, de ses opérations.

Quand les renseignements recueillis par le Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances permettent de conclure que la liquidation des opérations est suffisamment avancée, un avis publié au *Journal Officiel* fait connaître que, sauf réclamation ou opposition régulière entre les mains du Directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations, le cautionnement sera restitué en tout ou en partie à la Société ou à l'assureur étranger, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de cette publication.

La Société doit également prendre des mesures de publicité pour faire connaître l'avis paru au *Journal Officiel*, partout où elle a établi son siège ou une agence, et justifier de cette publication par l'envoi au Ministre d'un exemplaire légalisé et enregistré du Journal d'annonces légales où la publication a paru.

Ainsi, le cautionnement politique est, dans ce cas, employé comme le cautionnement technique à servir de gage aux créanciers ; cette garantie, comme il a été dit,

est assez faible, vu le peu d'importance du montant du cautionnement.

65. — L'article 9 du décret du 19 août 1941 abroge, à dater de sa mise en vigueur, c'est-à-dire du 1^{er} janvier 1942, le décret du 12 janvier 1937, son arrêté du 30 janvier 1937, et le décret du 30 avril 1937. Mais tous les décrets relatifs au montant des cautionnements exigés des Sociétés étrangères restent en vigueur et sont actuellement l'objet de mesures de révision.

66. — Nous pouvons conclure de l'étude qui précède que si l'agrément politique est complètement différent dans son essence de l'agrément technique, les formalités administratives de ces deux agréments sont sensiblement les mêmes ; certes, l'agrément technique s'applique aussi bien aux sociétés françaises qu'aux entreprises étrangères, mais celles-ci seront, en outre, soumises à certaines obligations particulières qui seront examinées dans les chapitres suivants.

Ainsi, l'obligation de l'agrément préalable à toute opération d'assurance en France ou en Algérie, exigée des entreprises étrangères par la loi du 15 février 1917, permet à l'Administration d'exercer un contrôle souverain et préalable sur l'activité de l'entreprise étrangère sur le territoire national ; ce point est essentiel. Or, comme nous tenterons de le démontrer dans la troisième partie, qui traite de la législation en vigueur dans les différents Etats en matière de Contrôle des Sociétés étrangères d'assurance, ce caractère gouvernemental de l'agrément politique se retrouve dans la plupart des législations.

Chaque Etat entend être maître souverain de l'activité des Sociétés d'assurance étrangères sur son territoire ; ceci correspond parfaitement aux considérations développées dans l'introduction générale. La disparition progressive des libertés publiques, à l'intérieur de chaque Etat, s'est traduite sur le plan international par des mesures autarchiques, soit dans l'ordre économique, soit dans l'ordre financier. Les motifs invoqués ont certes été différents : nécessité de maintenir les prix nationaux à un certain taux, d'éviter des troubles dans les changes, de contrôler la nationalité des capitaux et les liens entre les entreprises d'assurance et les entreprises des autres pays. Toutes ces mesures ont été prises dans l'intérêt de la nation ou celui des assurés, mais le but atteint a été la restriction, voire la disparition des échanges internationaux ; or, l'économie dirigée, contrôlée ou totalitaire, n'est pas une fin en soi.

Il reste à voir si l'extension de ce régime n'aboutit pas à une impasse et si l'industrie de l'assurance ne peut pas apporter une aide à la solution nécessaire ; il semble que l'on entrevoit l'influence que peuvent avoir les entreprises étrangères dans ce domaine. Mais avant de tenter de conclure en ce sens, nous devons étudier dans le chapitre suivant l'agrément technique, sa nature, les conditions préalables à la demande d'agrément, les formalités à suivre pour obtenir l'agrément, enfin le refus ou le retrait d'agrément.

CHAPITRE III

L'AGREMENT TECHNIQUE

67. — L'agrément technique s'applique à toutes les entreprises françaises ou étrangères pratiquant les opérations d'assurance directe. Il n'est donc pas particulier aux assureurs étrangers, comme l'agrément basé sur la loi du 15 février 1917, que nous avons étudié au chapitre précédent.

Son but est d'assurer le Contrôle de l'Etat sur les Sociétés d'assurance, en exigeant certaines garanties avant qu'elles ne commencent des opérations avec le public. Des renseignements doivent être fournis sur les prix de revient, les dispositions prises sur la Constitution, le fonctionnement des entreprises au point de vue juridique, technique et financier ; enfin, il sera nécessaire de fournir des sûretés et des cautionnements. Ainsi, l'agrément technique est, en quelque sorte, un moyen de contrôle préventif de la valeur de l'entreprise, alors que l'action des commissaires contrôleurs sur les opérations de la Société d'assurance est plutôt un contrôle *a posteriori* dont l'effet peut être d'ailleurs souvent tardif.

68. — Le texte qui réglemente l'agrément technique est l'article 7 du décret-loi du 14 juin 1938. Cet article précise que : « Les sociétés, organismes d'assurances et assureurs soumis au Contrôle de l'Etat par l'article 1^{er} du présent décret, ne peuvent commencer leurs opérations qu'après avoir obtenu l'agrément du

« Ministre du Travail. L'agrément est limité à une ou
« plusieurs catégories d'opérations. Les sociétés, orga-
« nismes d'assurance et assureurs ne peuvent pratiquer
« que les opérations pour lesquelles ils sont agréés. Sont
« nuls les contrats souscrits en infraction des disposi-
« tions du présent article ; toutefois, cette nullité n'est
« pas opposable aux assurés, souscripteurs et bénéfi-
« ciaires de bonne foi. »

Cet article exige donc de toutes les entreprises d'assurance l'agrément préalable de l'Etat. C'est une condition nécessaire à la présentation de contrats au public. Cet agrément est, de plus, spécial et limité à chaque catégorie d'opérations. Enfin, sont nuls les contrats souscrits par la Société non agréée, mais cette nullité n'est pas opposable aux assurés, souscripteurs et bénéficiaires de bonne foi, qui ne peuvent être rendus responsables de la faute d'un tiers.

Cet article est entré en application le 1^{er} janvier 1942.

L'agrément technique est obtenu par un arrêté pris par le Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, sur avis de la Direction des Assurances Privées et de la Commission Permanente du Conseil Supérieur des Assurances Privées, sous le contrôle juridictionnel du Conseil d'Etat. Cet arrêté accorde à une entreprise d'assurance le droit d'exercer son activité en France ou en Algérie, ou à l'étranger, dans une catégorie limitée d'assurance spécifiée d'après l'article 1^{er} du décret-loi du 14 juin 1938 et d'après l'énumération de l'article 137 du Règlement d'administration publique du 30 décembre 1938.

69. — Il est intéressant de comparer l'agrément technique de l'article 7 du décret du 14 juin 1938 aux formalités précédentes qui traitent de l'agrément des entreprises d'assurance, en matière de contrôle, sous diverses formes et sous des appellations différentes.

Cet agrément technique diffère de « l'autorisation » de la loi du 30 mai 1857 concernant les sociétés commerciales étrangères et des décrets qui ont suivi (1). En effet, l'autorisation donnée aux sociétés étrangères d'exercer leur activité en France était collective, générale, et s'étendait à toutes les entreprises d'un pays, tandis que l'agrément de l'article 7 est spécial à un organisme expressément désigné.

Il diffère également de la « formalité » exigée en 1898 des entreprises d'assurance contre les accidents du travail, car celle-ci n'était que la conclusion du dépôt d'un cautionnement (2).

Il diffère encore de « l'enregistrement » de la loi de 1905, sur le contrôle des Sociétés d'assurance sur la Vie (3) car s'il offrait sensiblement le même caractère juridique et technique, cet « enregistrement » ne s'étendait qu'à une seule branche, tandis que l'agrément de l'article 7 s'étend à toutes les branches soumises au contrôle.

Il diffère essentiellement, comme nous venons de le voir, de l'agrément basé sur la loi du 15 février 1917 (4), acte politique s'étendant à toutes les entreprises d'assu-

(1) V. Historique, chap. 1^{er}, p. 19.

(2) V. Historique, chap. II, pp. 23.

(3) V. Historique, chap. II, p. 26.

(4) Voir 2^e partie, chap. II, p. 82.

rance étrangères, mais uniquement à elles, car cet agrément n'entraîne pas *ipso facto* le droit de présenter des opérations au public et se superpose à l'agrément technique.

Enfin, l'agrément de l'article 7 diffère aussi bien de l'agrément de 1935, spécial à la branche Automobile, que de la « simple déclaration » de 1937 exigée des entreprises d'assurance françaises et étrangères, non soumises au contrôle de l'Etat (5). Les décrets de 1938 ont donc unifié, généralisé le terme d' « agrément » et le rendent obligatoire à toutes les branches d'assurance soumises au contrôle de l'Etat.

Les entreprises étrangères doivent demander l'agrément politique et l'agrément technique, dont les demandes sont liées et doivent être présentées, en principe, en même temps. Sans l'un, l'entreprise étrangère n'a pas d'existence légale en France, elle n'a pas d'état civil ; sans l'autre, elle ne peut exercer d'opérations d'assurance dans les branches contrôlées. (Il fallait, jusqu'à la loi du 18 août 1942 parue au *Journal Officiel* du 12 septembre 1942, en excepter provisoirement la branche Maritime, lorsqu'elle était l'objet exclusif d'une Société.)

Comme nous l'avons fait en matière d'agrément politique, après les conditions préalables à une demande d'agrément émanant d'une entreprise d'assurance étrangère, nous étudierons la demande d'agrément proprement dite et, dans une troisième Section, le retrait ou le refus d'agrément qu'entraîne la liquidation des opérations de l'entreprise d'assurance étrangère en France.

(5) Voir Historique, chap. II, pp. 48, 55.

Examinons donc les conditions préalables à la demande d'agrément exigées des entreprises étrangères et dont le but est de leur créer un état civil en France.

SECTION I

Des conditions préalables à la demande d'agrément

70. — L'article 142 du Règlement d'administration publique du 30 décembre 1938 précise que : « Les sociétés ou assureurs étrangers doivent, préalablement à toute demande d'agrément : 1° justifier qu'ils possèdent en France ou en Algérie, pour leurs opérations sur ces territoires, un siège social où ils font élection de domicile ; 2° ... »

Le domicile, « c'est la demeure que la personne est censée avoir aux yeux de la loi pour l'exercice de certains droits et l'accomplissement de certains actes » (6). Le siège social, c'est le lieu où l'entreprise étrangère déclare faire élection de domicile et placer le centre de son activité juridique et économique. Il faut rappeler ici la législation précédente fixant l'obligation du siège spécial quant aux entreprises étrangères désirant exercer en France ou en Algérie une branche d'assurance soumise au Contrôle de l'Etat : ce sont les articles 12 de la loi du 17 mars 1905 en matière d'Assurance Vie, article 1^{er}, paragraphe 1^{er} du décret du 3 juin 1936 en matière d'Assurance Automobile et article 3 du

(6) V. *Cours Élémentaire de Droit civil français*, de Ambroise Colin et Henri Capitant, 2^e édition, chez Dalloz.

décret du 25 août 1937, étendant la surveillance de l'Etat sur les Sociétés d'assurances.

L'obligation de créer un siège social spécial en France permet de fixer matériellement l'endroit où l'entreprise étrangère entend prouver son existence ; cela sera le plus souvent le lieu de son principal établissement, comme en matière commerciale, mais sans obligation, puisque l'entreprise étrangère fixe unilatéralement, d'elle-même, l'endroit où elle place son siège social en France.

En faisant élection de domicile, la société étrangère subit les obligations qui en découlent. Ainsi, les assurés et les bénéficiaires de contrats savent où s'adresser, en cas de difficultés. Si la société doit une indemnité, le paiement se fera à son domicile ; si elle refuse d'exécuter son obligation, le créancier lui adressera une sommation de payer, il la citera en justice par un exploit d'ajournement et lui fera signifier un commandement à son domicile, c'est-à-dire à ce siège spécial de l'article 142, lieu connu, déterminé, où la Société est représentée d'une façon permanente.

De plus, en cas d'instance intentée contre la Société, le Tribunal compétent sera le Tribunal du siège spécial de la Société étrangère, en vertu de l'adage : « *Actor sequitur forum rei* ». En cas de faillite de la Société, celle-ci sera prononcée par le Tribunal du siège social et toutes les formalités constitutives de la faillite s'accompliront en ce lieu.

Ce siège spécial doit être unique, conformément à la conception française du domicile, qui veut qu'il n'y ait

qu'un seul domicile pour une personne physique ou morale.

71. — Mais cette obligation spéciale à la Société étrangère n'est pas suffisante, aussi l'article 142 du Règlement d'administration publique prescrit, dans un deuxième paragraphe, que les sociétés et assureurs étrangers doivent, préalablement à toute demande d'agrément :

« 1°

« 2° Avoir soumis au Ministre du Travail, dans les
« conditions prévues au premier alinéa de l'article 2 de
« la loi du 15 février 1917, le nom d'une personne ayant
« la qualité d'agent spécialement préposé à la direction
« de toutes les opérations que la Société ou l'assureur se
« propose de pratiquer en France ou en Algérie et avoir
« obtenu l'acceptation par le Ministre de cet agent.

« Cet agent doit être domicilié depuis douze mois
« au moins en France ou en Algérie et, s'il n'est pas de
« nationalité française, satisfaire aux dispositions des
« lois et règlements relatifs à la situation et à la police
« des étrangers. Il devra seul être accrédité auprès du
« Ministre du Travail, de la Caisse des Dépôts et Consi-
« gnations ou de la Banque de France, auprès desquels
« il représente, seul, la Société ou l'assureur. Cet agent
« doit justifier de pouvoirs suffisants pour la gestion
« directe de l'entreprise en France ou en Algérie, notam-
« ment pour la signature des polices, avenants, quittan-
« ces et autres pièces relatives aux contrats souscrits ou
« exécutés en France ou en Algérie, ainsi que pour toute

« instance devant les tribunaux ou pour tout règlement
« de sinistre. »

Les conditions et les pouvoirs de cet agent spécial avaient été déjà définies dans des textes que nous avons vus dans la première partie. Ce sont :

L'article 19 du décret du 28 février 1899 en matière de contrôle des Sociétés d'assurances contre les Accidents du Travail (7) ;

L'article 12 de la loi du 17 mars 1905, en matière de contrôle sur les Sociétés d'assurance Vie (8) ;

L'article 1^{er} du décret du 3 juin 1936, en matière du contrôle automobile (9) ;

Et l'article 2, paragraphe 1^{er}, de la loi du 15 février 1917 sur l'agrément politique (10).

Il faut, de plus, rappeler les obligations de l'article 3 du décret du 19 août 1941, qui fixe les pouvoirs et les obligations du mandataire spécial prévu en matière d'agrément politique (11).

Ainsi, la Société étrangère qui demande l'agrément technique pour une branche spéciale d'assurance, doit rappeler son agrément politique. Celui-ci est donc bien préalable à l'agrément technique et il ne peut y avoir plusieurs mandataires de l'entreprise étrangère en France, car « une Compagnie ne peut diviser ses affaires « pratiquées en France, réserver une partie traitée di-

(7) V. Historique, chap. 1^{er}, p. 24.

(8) V. Historique, chap. 1^{er}, p. 28.

(9) V. Historique, chap. 1^{er}, p. 50.

(10) V. Historique, chap. 1^{er}, p. 39.

(11) V. 2^e partie, chap. II, pp. 84 et 85.

« rectement, d'une part par son siège social à l'étranger
« et, d'autre part, par son agent en France » (12).

Toutefois, l'article 3 du décret du 19 août 1941 *in fine* prévoit « qu'un représentant distinct peut être
« désigné pour chacune des catégories d'opérations
« visées aux paragraphes 1^{er} à 7^e et 16^e de l'article 137 du
« décret du 30 décembre 1938 », c'est-à-dire qu'un représentant distinct peut être placé à la tête d'entreprises d'assurance pratiquant séparément soit l'Assurance Vie, soit les Assurances Natalité et Nuptialité, Capitalisation, acquisition d'immeubles au moyen de la constitution de rentes viagères, Epargne, Tontines, Assurances Crédit, et Assurance Maritime pratiquée par une société dont l'activité s'étend à d'autres catégories d'opérations (13).

Il est évident que l'entreprise d'assurance étrangère devra renouveler les formalités de l'article 3 chaque fois qu'elle présente un mandataire spécial différent ; mais comme l'administration cherche à avoir devant elle une personne qualifiée pour répondre aux opérations de l'entreprise, il n'y a guère d'avantages à multiplier le nombre de ces mandataires et il suffit que ceux-ci aient les pouvoirs suffisants pour éviter la nécessité de passer par le siège social à l'étranger.

Pour conclure, il importe que ce mandataire soit ou bien l'unique représentant de l'entreprise accrédité auprès de l'Administration pour une branche donnée, ou bien le mandataire général pour la gestion directe de

(12) V. *Les Sociétés d'Assurances*, Législation, Réglementation, par Ancey et Sicot, 1941, chez L. C. D. J., 20, rue Soufflot.

(13) Voir loi du 18 août 1942, p. 61, note.

l'entreprise en France, l'un ou l'autre ayant les pouvoirs suffisants prévus par le modèle n° 5 (14).

72. — Enfin, l'article 142 *in fine* du Règlement d'Administration Publique rappelle que l'agent spécial « doit » tenir la comptabilité de toutes les opérations afférentes aux contrats souscrits ou exécutés en France ou en « Algérie ».

Ainsi, les opérations faites en France doivent faire l'objet d'une comptabilité distincte des opérations effectuées par les Sociétés étrangères dans les autres pays ; cela implique la soumission aux règles comptables du Contrôle français et dont les Etats-Modèles obligatoires du décret sur la comptabilité des Entreprises d'assurance du 29 juillet 1939 sont la dernière expression (15). Nous verrons, dans le chapitre IV, les conséquences de cette tenue d'une comptabilité spéciale sur le statut des sociétés étrangères en France.

Enfin, l'article 142 permet que les traités de réassurance soient conclus directement par le siège social à l'étranger et cela en raison du caractère international de la Réassurance.

73. — Ainsi, nous constatons une extension et une précision de plus en plus grande dans les conditions de l'agrément technique concernant tant les sociétés françaises que les entreprises étrangères. L'article 142 reprend toutes les dispositions précédentes, les unifie, les généralise, de manière à soumettre sur ce point tech-

(14) Voir p. 86.

(15) V. chapitre IV, section IV, p. 149.

nique les entreprises étrangères et les sociétés françaises aux mêmes règles.

De plus, les assurés des entreprises étrangères ont la possibilité de trouver, sur le territoire national, un lieu où adresser leurs réclamations, les pièces de procédure, et où rencontrer une personne entièrement responsable, dotée des pouvoirs suffisants pour prendre directement toutes les dispositions utiles à la gestion des contrats souscrits ou exécutés en France et en Algérie.

Nous constatons ainsi que les obligations préalables à la demande d'agrément exigée des entreprises étrangères sont les mêmes en matière d'agrément technique qu'en matière d'agrément politique. Le décret du 19 août 1941, article 3, a repris toutes les obligations de l'article 2 de la loi du 15 février 1917 et de l'article 142 du Règlement d'Administration Publique du 30 décembre 1938.

Il faut maintenant étudier la demande d'agrément et mettre un peu de clarté dans cette réglementation complexe pour montrer l'étroite liaison qui existe entre l'agrément politique et l'agrément technique. Cela sera l'objet de la deuxième Section de ce chapitre.

SECTION II

De la demande d'agrément technique

74. — L'entreprise étrangère est donc identifiée, tant par la détermination d'un siège social dans le pays où elle exerce son activité que par un agent spécial ayant les pouvoirs suffisants pour la gestion directe des contrats souscrits ou exécutés en France ou en Algérie,

et dont les résultats des opérations sont portés dans une comptabilité spéciale.

La Société étrangère va devoir se soumettre au contrôle de l'Etat qui va exiger d'elle des garanties techniques. Mais elle doit, au préalable, présenter une demande d'agrément liée étroitement au Contrôle, puisque celui-ci refuse l'agrément si les garanties techniques ne lui sont pas données pour chaque branche d'assurance.

La Société française est soumise aux mêmes formalités que l'entreprise étrangère, mais il importe de remarquer que les formalités exigées de celle-ci, en matière d'agrément technique, sont beaucoup moins nombreuses que celles exigées de celle-là, car les entreprises étrangères ont dû, préalablement, fournir au Contrôle les documents nécessaires à l'agrément politique (16).

C'est l'arrêté du 6 août 1941 qui fixe, dans son article premier, les conditions actuelles de l'agrément des Sociétés ou assureurs régis par le décret-loi du 14 juin 1938, c'est-à-dire de l'agrément technique.

La demande est introduite par l'organisme qui se constitue ou qui désire exercer son activité en France, s'il s'agit d'entreprises étrangères. Elle est établie en deux exemplaires, dont un sur papier timbré, et adressé au Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances.

Pour saisir l'énumération des pièces demandées, il faut d'abord comprendre le but recherché par l'Admi-

(16) V. chap. II, n. 29, p. 87.

nistration : celle-ci doit avoir l'identité de la Société demanderesse, connaître le genre d'opérations qu'elle veut pratiquer, les conditions de ses polices, de ses tarifs, c'est-à-dire la valeur de la marchandise offerte.

Ainsi, tant pour la Société française que pour la Société étrangère :

L'IDENTITÉ de la société demanderesse est indiquée, pour la société française, par la remise d'un des doubles de l'acte constitutif de l'entreprise, s'il est sous seing privé, ou une expédition s'il est authentique (voir n° 3 de l'article 1^{er}) par la remise du procès-verbal *in extenso* de l'Assemblée Générale Constitutive (n° 4 de l'article 1^{er}), par la remise des 5 exemplaires du statut (n° 5) par la liste des Administrateurs et Directeurs (n° 8).

Pour l'entreprise étrangère, la constitution régulière est prouvée par un certificat délivré par les autorités administratives compétentes, attestant qu'elle a été constituée et fonctionne dans le pays d'origine, conformément aux lois de ce pays, par le dépôt de deux exemplaires des statuts et par la liste des Administrateurs et Directeurs (17).

L'ÉTENDUE de la demande formulée par la Société française doit être indiquée dans la liste établie en conformité de l'article 137 du Règlement d'Administration Publique et énumérer les différentes catégories d'opérations pour lesquelles l'entreprise demande l'agrément (v. art. 1^{er}, n° 1) et la liste des pays étrangers où la Société se propose de pratiquer ses opérations, le cas échéant (n° 2), tandis que pour la Société étrangère, celle-ci doit donner la liste des différentes catégories

(17) Décret du 19 août 1941, art. 2, §§ 2 et 3. V. 2^e partie, chap. II, p. 88.

d'opérations qu'elle se propose de pratiquer en France ou en Algérie, d'après la même énumération de l'article 137 (18).

La VALEUR de la marchandise offerte ou la technicité des services proposés est indiquée : pour la Société française, par la remise de cinq exemplaires des polices, prospectus et imprimés destinés au public et relatifs à chacune des catégories d'opérations faisant l'objet de la demande (n° 6 de l'art. 1^{er}) et la remise de cinq exemplaires des tarifs de base, par chaque catégorie d'opérations, sauf lorsqu'il s'agit d'assurance Vie, d'épargne ou tontines (n° 7).

Quant à l'entreprise étrangère, elle doit déposer cinq exemplaires en langue française des polices, prospectus et imprimés destinés au public et indiquer (19), ensuite, les tarifs de base (n° 7 de l'art. 1^{er}), ces tarifs n'étant pas indiqués dans la demande générale de l'agrément politique (20).

De plus, les Sociétés étrangères et Sociétés françaises doivent, en outre, prendre l'engagement conforme à l'article 1^{er}, deuxième alinéa, de la loi du 15 février 1917, de ne céder les risques en Réassurance qu'à des entreprises déterminées sur la liste officielle de l'Etat Français (21).

Ainsi, le parallélisme est frappant entre la demande d'agrément technique de la Société française et celui de la Société étrangère, celle-ci ayant dû déposer un certain

(18) V. décret du 19 août 1941, art. 2, § 1 ; 2^e partie, chap. 2, p. 88.

(19) V. décret du 19 août 1941, art. 2, § 4.

(20) V. Arrêté ministériel du 6 août 1941, art. 1, *in fine*.

(21) V. chapitre 2, p. 89. Modèle d'engagement n° I à l'Annexe, p. 235.

nombre de pièces, lors de sa demande d'agrément politique.

75. — En cas de demande d'agrément, en vue de pratiquer des nouvelles catégories d'opérations, il faut se reporter à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 6 août 1941.

Les mêmes conditions sont exigées, mais le Contrôle possédant les éléments nécessaires à l'introduction de la demande, pour les opérations déjà pratiquées, il suffit, en produisant une nouvelle demande, de faire connaître les opérations constituant le champ d'activité que la Société se propose d'exploiter (art. 1^{er}, § 1) en France ou à l'étranger (§ 2) et d'indiquer la valeur de la marchandise offerte, par la remise des polices (§ 6) et des tarifs (§ 7). En outre, il faut fournir, le cas échéant, le procès-verbal *in extenso* de l'Assemblée générale qui a approuvé les modifications apportées aux statuts en vue de permettre à la Société française de pratiquer les nouvelles catégories d'opérations.

Pour l'entreprise étrangère, les formalités sont encore plus simples, puisqu'elles ne comprennent que la remise de la liste des opérations demandées (§ 1), des polices offertes au public (§ 6) et des tarifs proposés (§ 7).

76. — Les dispositions transitoires du décret du 14 juin 1938 étaient fixées par l'article 47 qui obligeait les entreprises étrangères, ayant fait agréer un représentant dans les termes de la loi du 15 février 1917, à demander l'agrément de l'article 7 dans le mois qui suivait la mise

en vigueur. Comme les Sociétés françaises, les entreprises étrangères non soumises au Contrôle de l'Etat avant 1938 pouvaient continuer leurs opérations jusqu'à ce qu'il soit statué sur leur demande, le refus d'agrément produisant les effets du retrait d'agrément. Par contre, les Sociétés déjà soumises au Contrôle avant 1938 bénéficiaient de plein droit du nouvel agrément (22).

L'arrêté ministériel du 6 août 1941 donnant les modalités d'application de l'article 47 fixe l'entrée en vigueur de cet article au 1^{er} janvier 1942.

Les Sociétés, considérées comme ayant obtenu l'agrément technique, doivent seulement adresser au Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, dans le délai d'un an, la liste des opérations pratiquées au 16 juin 1938.

Les entreprises étrangères qui sont tenues de présenter une demande d'agrément sont soumises à des formalités comptables, indiquées dans l'article 4 b), et qui ont pour objet de donner au Contrôle des indications sur l'activité technique de l'entreprise.

En plus de la liste des opérations, des polices et des tarifs, les formalités comptables se composent des pièces suivantes :

1° Trois exemplaires des bilans et comptes de profits et pertes généraux des trois derniers exercices ;

2° Pour chacune des catégories d'opérations faisant l'objet de la demande d'agrément et en ce qui concerne le dernier exercice inventorié,

(22) Toutefois, le nouvel agrément porte, pour les Sociétés françaises, sur la totalité des opérations pratiquées en 1938, tandis que pour les entreprises étrangères, cet agrément n'est de droit que pour les seules catégories contrôlées en 1938.

(23) A. M. du 6 août 1941, art. 5.

- a) le montant des primes ou cotisations émises ;
- b) le montant des primes ou cotisations cédées en réassurance ;
- c) le montant des sinistres payés ;
- d) le montant des sinistres restant à payer au 31 décembre ;
- e) le montant de chacune des réserves techniques au 31 décembre, avec la liste détaillée des valeurs affectées à leur représentation et l'indication, pour chaque groupe de valeurs, du prix d'achat et de l'estimation à cette dernière date (24).

Enfin, la loi du 16 août 1941 parue au *Journal Officiel* du 20 novembre 1941, modifie l'article 47 du décret-loi du 14 juin 1938 relatif aux dispositions transitoires de l'agrément technique de l'article 7.

L'article 3 porte de un mois à un an le délai fixé par l'article 47 aux Sociétés étrangères pour demander l'agrément technique.

L'arrêté du 6 août 1941 étant entré en vigueur le 1^{er} janvier 1942, les Sociétés étrangères ont donc un an pour se mettre en règle avec les dispositions de l'article 47 du décret du 14 juin 1938 et ont, par conséquent, jusqu'au 31 décembre 1942 pour demander l'agrément technique de l'article 7.

A sa demande d'agrément, la Société étrangère peut se voir opposer un refus par l'autorité de Contrôle ; l'agrément qui lui est accordé de pratiquer certaines opérations peut lui être retiré. D'ailleurs, refus ou retrait d'agrément ont les mêmes conséquences, l'entreprise

(24) A. M. du 6 août 1941, art. 1^{er}, §§ 1, 6 et 7 ; art. 4 b).

étrangère doit cesser ses opérations en France et procéder à leur liquidation.

Cela sera l'objet de la troisième Section de ce Chapitre, consacré à l'agrément technique.

SECTION III

Du refus ou du retrait d'agrément et de la liquidation des opérations en France de la Société d'assurance étrangère

77. — La dissolution de l'entreprise étrangère a lieu d'après les lois de son pays d'origine. Les causes peuvent provenir soit de la volonté des associés, soit de raisons indépendantes de leur volonté. Ainsi, la Société peut-elle être dissoute par l'arrivée du terme prévu par une clause des statuts, le cas de perte de la moitié du capital social ou par une décision d'une assemblée générale extraordinaire.

Cette dissolution se règle conformément aux statuts et selon les dispositions du Code de commerce du pays dont la Société dépend ; elle peut aussi provenir d'une action judiciaire engagée par un assuré ou un bénéficiaire d'un contrat, qui entraîne la faillite de la Société, en suivant ses propres lois (25).

78. — Son activité en France peut enfin cesser par le refus ou par le retrait de l'agrément, soit politique, soit technique. Ce sont ces deux dernières causes de l'arrêt des opérations qu'il convient d'étudier dans le régime des Sociétés d'assurance étrangères en France.

(25) V. 2^e partie, chap. 1^{er}, p. 74.

Nous devons examiner d'abord le refus d'agrément, c'est-à-dire l'impossibilité pour une Société étrangère de faire des opérations en France, puis le retrait d'agrément qui entraîne l'interdiction de poursuivre ses opérations d'assurance. Enfin, nous devons voir la liquidation des opérations de la Société et principalement le transfert ou la cession de son portefeuille à d'autres entreprises.

79. — Lorsqu'il s'agit du refus d'agrément, il importe de ne pas oublier que l'entreprise étrangère en France est soumise préalablement à l'agrément politique de la loi du 15 février 1917, mesure discrétionnaire du Gouvernement, et que l'agrément technique ne s'applique pas aux entreprises pratiquant exclusivement la Réassurance.

Ainsi, ces dernières entreprises étant pour le moment uniquement soumises à l'agrément politique, le refus d'agrément est un acte de gouvernement contre lequel il n'y a aucun recours possible. Les entreprises d'assurance soumises à l'agrément de l'article 7, c'est-à-dire pratiquant toutes les autres catégories d'assurance, sont également soumises à l'agrément politique. Il faut donc distinguer deux hypothèses :

La première suppose que l'entreprise étrangère demande, en même temps, et l'agrément politique, c'est-à-dire le droit de pratiquer des opérations d'assurance en France, et l'agrément technique, c'est-à-dire l'autorisation d'employer son activité dans les branches soumises au Contrôle, en se soumettant aux garanties techniques exigées en cette matière.

Dans ces conditions, les deux agréments sont liés ; l'agrément politique, ainsi que nous l'avons dit, étant un acte de Gouvernement, l'autorité de contrôle se place strictement sur le terrain politique où sa décision n'a pas même à être motivée (26).

Dans la deuxième hypothèse, l'entreprise étrangère a déjà été agréée dans les termes de la loi du 15 février 1917 ; elle est, de plus, admise à pratiquer certaines opérations d'assurance dans les branches contrôlées. C'est le cas de l'article 2 de l'arrêté du 6 août 1941, c'est-à-dire de l'entreprise demandant l'agrément technique pour de nouvelles opérations (27).

On peut soutenir, dans ce cas, qu'il y a possibilité d'exercer le recours de l'article 8 du décret du 14 juin 1938, en cas de refus d'agrément ; en effet, d'une part, ce refus est possible « si la situation financière de l'entreprise ne donne pas les garanties suffisantes pour lui « permettre de remplir ses engagements » (art. 8, § 1). D'autre part, si l'autorité de contrôle se place ainsi sur le terrain technique, l'entreprise étrangère doit avoir les mêmes garanties juridictionnelles que la Société française et pouvoir exercer le recours devant le Conseil d'Etat.

Pratiquement, il est probable que le Contrôle se placera sur le terrain politique en retirant purement et simplement l'agrément de la loi de 1917. En effet, l'entreprise étrangère qui n'offre pas les garanties suffisantes dans une branche se trouve également en difficulté pour les autres branches. Le Gouvernement, pour

(26) Voir pp. 42 et 109.

(27) Voir p. 112.

éviter de subir le contrôle du Conseil d'Etat en refusant l'agrément technique, suspendra purement et simplement l'activité de l'entreprise étrangère en lui refusant le droit de continuer ses opérations (28).

80. — Si le refus d'agrément est une mesure fâcheuse pour la Société étrangère, qui espère développer son activité dans un pays ou entreprendre de nouvelles catégories d'opérations, le *retrait* d'agrément est une mesure encore plus grave. Elle heurte les intérêts des assurés français ou des bénéficiaires des contrats et entraîne la liquidation des opérations en France. C'est, en effet, la rupture des liens contractuels existant entre l'entreprise et ses assurés qui espéraient trouver dans des contrats à plus ou moins long terme certains avantages ou certaines garanties, qui sont mis en péril par une liquidation brusquée.

Le retrait d'agrément politique en Réassurance sera, comme nous l'avons vu, un acte de Gouvernement contre lequel il n'y a pas possibilité de recours.

81. — Le retrait total d'agrément des Sociétés contrôlées sera également placé sur le terrain politique pour éviter la possibilité d'un recours.

Il faut donc étudier le cas où la Société étrangère est déjà agréée et a obtenu l'agrément technique pour certaines opérations.

L'autorité de contrôle veut lui retirer la pratique d'une certaine catégorie d'assurance, C'EST LE CAS DU

(28) A moins que, pour éviter l'intervention des Chancelleries, l'Administration ne préfère, dans certains cas particuliers, agir par le décret-loi du 14 juin plutôt que par la loi du 15 février 1917.

RETRAIT D'AGREMENT PARTIEL (29). L'article 8, à notre avis, doit recevoir également sa pleine application. L'entreprise étrangère doit être préalablement mise en demeure, par lettre recommandée, de présenter ses observations par écrit, dans un délai de quinzaine. La décision de retrait d'agrément ne peut être prise qu'après avis conforme de la Commission permanente du Conseil Supérieur des Assurances privées. Le pourvoi non suspensif devant le Conseil d'Etat peut être présenté dans les huit jours francs de la notification de retrait, car ce retrait entraînant la liquidation des opérations, l'entreprise étrangère doit être à même de pouvoir présenter ses observations de manière à fournir, s'il y a lieu, les garanties supplémentaires qui seraient exigées.

82. — Le retrait d'agrément entraîne la liquidation des opérations de la Société en France, mais il n'entraîne pas, nous l'avons dit, la dissolution de la Société, qui reste réglementée par les lois de son pays. La liquidation de la Société étrangère en France comprend l'ensemble des opérations qui ont pour objet de terminer les affaires dans lesquelles l'entreprise est engagée et de liquider le sort du patrimoine servant de gage aux créanciers.

Le décret du 14 juin 1938, titre III, art. 17 à 28, a créé une nouvelle réglementation de la liquidation des Sociétés d'assurance qui est une remarquable illustration de ce que l'on a justement appelé « le droit autonome de l'assurance » et dont il convient de rappeler les principales prescriptions (30).

(29) Voir décret-loi du 16 juin 1938, art. 8.

(30) V. J. Fourastié, *Le nouveau Régime juridique et technique de l'Assurance en France*, p. 9.

Pour éviter la réalisation rapide des contrats à long terme, réalisation désastreuse pour les Sociétés qui possèdent encore une réelle valeur par leur organisation commerciale et technique, il est nécessaire de confier leur liquidation à des autorités compétentes employant des méthodes plus pratiques que celles fixées par le Code de Commerce. Cette réglementation est applicable aux entreprises étrangères, car elle est faite dans l'intérêt des assurés.

Cependant, si les opérations de la Société étrangère en France sont liquidées d'après la nouvelle procédure spéciale à l'assurance française, la faillite maintenant prononcée à la requête du Ministre, après clôture de la liquidation, échappe à la législation française et reste régie par les lois du pays d'origine.

L'entreprise étrangère ne peut plus exercer son activité en France, ses opérations sont liquidées à la requête du Ministre, qui fait nommer, par le pouvoir judiciaire, un liquidateur, un juge contrôleur, assistés de commissaires contrôleurs, dont les nominations suspendent les poursuites individuelles.

Le liquidateur procède d'office à la liquidation des créances certaines, c'est-à-dire de celles qui correspondent aux réserves techniques ; il possède des pouvoirs très étendus et réalise la valeur des immeubles et des valeurs mobilières constituant l'actif de l'entreprise, frappé d'un privilège spécial (31) ; enfin, il utilise les fonds recueillis à l'exécution des contrats.

83. — La principale mesure faite dans l'intérêt des

(31) V. décret du 14 juin 1938, art. 24 *in fine*. V. chap. 4, p. 126.

assurés ou des bénéficiaires des contrats de la Société défailante est le TRANSFERT DU PORTEFEUILLE, prévu à l'article 11 du décret du 14 juin 1938.

Cette mesure est beaucoup plus efficace que la brusque cessation des contrats consécutive à la déclaration de la faillite, car c'est une opération « qui permet « d'utiliser, dans l'intérêt commun des assurés et de la « société, la « réserve occulte » que constitue la valeur « d'un portefeuille de contrats » (32).

Par ce moyen, le contrat peut être maintenu, soit intégralement, soit avec réduction des engagements pour l'assureur, soit enfin par réduction des sommes ou prorogation de l'échéance.

Ainsi, l'entreprise étrangère, frappée d'un retrait d'agrément et dont le recours a été rejeté, peut céder son portefeuille à l'amiable à une Société agréée, quelle que soit la nationalité de celle-ci. L'article 11 du décret du 14 juin 1938 précise, dans son paragraphe 3, que, contrairement au droit commun, cette cession est opposable aux assurés.

Le transfert de portefeuille peut également être forcé et ce procédé a été appliqué aux Lloyds de Londres par la loi du 16 août 1941, modifiant l'article 47 du décret du 14 juin 1938. Le Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances peut, sur avis conforme du Comité d'organisation et à défaut d'accord amiable, prononcer le transfert d'office de tout ou partie du portefeuille à une ou plusieurs entreprises désignées par lui et à des conditions fixées par lui.

(32) V. J. Fourastié, *Le nouveau Régime juridique et technique de l'Assurance en France*, p. 26.

Le transfert permet même d'éviter le retrait d'agrément, celui-ci n'intervenant que lorsque la liquidation sera terminée et n'étant ainsi qu'une simple mesure administrative, une sorte d'acte de décès d'une entreprise, sans conséquence grave pour les assurés.

Enfin, le transfert de portefeuille peut être également pratiqué en dehors de tout retrait d'agrément, c'est-à-dire lorsque la Société étrangère est *in bonis*. C'est un procédé de liquidation collectif qui constitue une application « de la solidarité corporative des assureurs » (33), elle marque que le législateur a considéré l'industrie de l'assurance comme un véritable « service public » dont il convient d'améliorer le rendement en supprimant les entreprises peu viables (34).

Pour conclure ce chapitre sur l'agrément technique, il faut faire remarquer l'étroite similitude qui domine les dispositions du Contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurance françaises, d'une part, et étrangères, d'autre part.

S'il fut nécessaire de créer une réglementation spéciale de l'admission en France des entreprises d'assurance étrangères pour des raisons politiques, les obligations sont les mêmes pour tous les organismes dans le domaine technique. Le but commun est la protection de l'assuré, en exigeant un certain nombre de conditions de l'entreprise d'assurance ; aussi ne faut-il pas s'étonner si la Société étrangère qui a obtenu l'agrément politique doit seulement compléter la liste des documents fournis pour avoir l'agrément technique, alors que la

(33) V. J. Fourastié, Ouvrage cité, pp. 207 et 209.

(34) V. 2^e partie, Conclusions, p. 173.

Société française doit remplir les nombreuses formalités de l'arrêté du 6 août 1941.

Dans ce domaine, le refus ou le retrait d'agrément donnent lieu au même recours juridictionnel du Conseil d'Etat, mais l'autorité de contrôle aura toujours tendance à se placer sur le terrain politique lorsque cela lui sera possible, pour éviter de motiver sa décision et de donner la possibilité de l'exercice d'un recours.

Enfin, la liquidation des opérations de la Société étrangère en France se fait suivant la même procédure que la liquidation de la Société française, l'Etat ayant toujours intérêt, pour le bien commun, à prolonger son contrôle, même lorsque la Société n'a plus son agrément et termine ses opérations.

Cependant, l'assimilation du régime de la Société française et du statut de l'entreprise étrangère n'est pas complète. La Société étrangère qui vient opérer en France doit y créer une succursale ; elle doit être pourvue d'un état civil spécial et constituer également les réserves nécessaires à la couverture des engagements pris dans le pays (35) ; ainsi, la succursale établie en France, qui représente la Société étrangère, est dotée de la personnalité civile et a dû se soumettre au Contrôle arbitraire de l'Etat.

Or, si la Société étrangère a dû ainsi déléguer une partie de sa compétence pour satisfaire aux obligations du Contrôle français, elle la garde entière quant à son existence propre, c'est-à-dire sa constitution, son fonctionnement intérieur et sa dissolution qui échappent aux dispositions du droit positif français.

(35) Voir chapitre IV, p. 139.

Mais l'Etat peut liquider les opérations en France. Il peut opérer un transfert de portefeuille et ceci en raison de sa fonction essentielle de protection des intérêts de ses nationaux. En somme, la notion d'ordre public domine la liberté d'action de l'entreprise étrangère. Partout où celle-ci se heurte aux intérêts de l'assuré français, elle doit s'incliner devant la puissance de l'Etat gardien de la richesse nationale.

Or, l'évolution générale montre combien l'Etat prend chaque jour davantage conscience de ses responsabilités à l'égard de ses nationaux et nous constatons, dans le développement du Contrôle, que le statut des entreprises étrangères, en dépit du principe de réciprocité, est de plus en plus dominé par la toute-puissance de l'Etat, celui-ci se plaçant uniquement sur le terrain économique et technique.

Nous allons étudier maintenant les garanties exigées des entreprises étrangères, en vue de constituer la solide armature nécessaire à la couverture de ses engagements en France. Nous allons chercher à montrer que plus le contrôle de l'Etat devient strict et étroit, plus la Société étrangère sera assimilée à la Société française, pour finir par offrir des garanties peut-être techniquement supérieures.

CHAPITRE IV

DES GARANTIES QUI PEUVENT ETRE EXIGÉES DES SOCIÉTÉS OU ASSUREURS ÉTRANGERS

84. — Après avoir consacré un chapitre aux règles d'ordre public, applicables aux entreprises d'assurance étrangères, quant à leur constitution, leur fonctionnement et leur dissolution, nous avons vu les modalités pratiques de l'agrément politique et la nature et les conditions d'agrément technique.

Il faut maintenant examiner les prescriptions exigées des entreprises étrangères pour donner aux assurés ou bénéficiaires français des garanties au moins égales à celles des Sociétés nationales.

Il s'agit, en effet, après avoir autorisé l'organisme étranger à pratiquer en France des opérations d'assurance, de donner en contre-partie à l'assuré français la certitude que son co-contractant sera toujours à même de tenir ses engagements. L'entreprise étrangère possède en France un siège social connu ; elle est représentée par un mandataire responsable, elle est autorisée par l'Etat à pratiquer des opérations d'assurance, mais il faut qu'elle possède également un patrimoine et que celui-ci soit affecté à la couverture des engagements souscrits ou exécutés en France ou en Algérie,

Nous allons, tout d'abord, voir le privilège spécial aux entreprises étrangères, institué par l'article 14 du

décret-loi du 14 juin 1938, sur son actif, puis étudier les divers cautionnements exigés tant pour les raisons techniques que par application du principe de réciprocité. Enfin, nous examinerons les mesures spéciales relatives à la constitution et au dépôt des réserves qui forment un patrimoine distinct, gage des créanciers.

SECTION I

Du privilège spécial

85. — Pour éviter, en cas de faillite d'une Société étrangère dans son pays d'origine, le concours des créanciers de ce pays et des assurés français, l'article 14 du décret-loi du 14 juin 1938 a établi, au bénéfice des assurés français, un privilège spécial sur une partie de l'actif des entreprises étrangères constitué par leurs réserves et leurs cautionnements.

Un bref rappel historique est nécessaire pour rattacher cette nouvelle réglementation à l'ensemble du droit des Sociétés d'assurances.

Déjà, l'article 27 de la loi du 9 avril 1898 avait institué un privilège spécial sur les réserves mathématiques, tant des Sociétés françaises que des Sociétés étrangères, en matière de « Gestion spéciale », c'est-à-dire relative aux risques ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente.

C'était un gage sans déplacement par affectation de valeurs mobilières à la couverture des réserves mathématiques et avec identification sur un registre. Pratiquement, ce privilège était fait au bénéfice de la Caisse des

Dépôts et Consignations, gérante du fond de garantie, donc, en définitive, au profit de l'Etat (1).

Plus tard, l'article 7 de la loi du 17 mars 1905 créait un privilège général au profit des assurés ou bénéficiaires de contrats sur la réserve de garantie, les réserves mathématiques et les comptes de bénéfice.

Puis, l'article 6 du décret du 8 août 1935 instituait un privilège général sur tout l'actif réservé au règlement des indemnités dues à la suite d'un sinistre automobile, c'est-à-dire sur le cautionnement et les réserves; de sorte que toutes les réserves réglementaires étaient des engagements frappés de ce privilège. Mais en raison de la division des Sociétés d'assurances en Sociétés contrôlées et en Sociétés surveillées en 1937, seules les premières avaient un actif frappé d'un privilège spécial ou général. Il fallut donc remédier à cette anarchie de régime et c'est ce que fit le décret du 14 juin 1938.

L'article 13 maintient le privilège spécial au profit des rentiers des accidents du travail ; l'article 14 institue un privilège général au profit de tous les assurés et bénéficiaires de contrats de toutes les branches et, en plus, un privilège spécial au bénéfice des assurés ou bénéficiaires de contrats souscrits auprès d'un assureur étranger.

86. — Le privilège, nous dit l'article 2095 du Code civil, est « un droit que la qualité de la créance donne « à un créancier d'être préféré aux autres créanciers, « même hypothécaires ». Le privilège général de l'arti-

(1) J. Fourastié, *Le nouveau Régime juridique et technique de l'Assurance en France*, ouvrage cité, p. 111.

cle 14 est donc bien cette sûreté classique du Code civil qui, seule, peut être créée par une loi, possède le droit de préférence et le droit de suite si elle porte sur des immeubles.

Ainsi, le privilège général de l'article 14 ne s'applique qu'aux assurés ou bénéficiaires de contrats souscrits auprès de Sociétés françaises, ceux-ci étant néanmoins primés en vertu de l'article 2101 du Code civil, par le privilège spécial de l'article 13 relatif aux accidents du travail, par le privilège des employés du 17 juin 1919, par les privilèges spéciaux de vendeurs d'immeubles et de créanciers gagistes et indépendamment des privilèges prenant rang avant celui de l'article 14, qui occupe le n° 7 de l'article 2101 (frais judiciaires, funéraires, dernière maladie et subsistance, etc...).

En outre, en cette matière, les créanciers pour sinistres passent avant les créanciers pour primes payées d'avance, ce qui est tout à fait logique, les créances des uns étant généralement beaucoup moins importantes que celles des autres (2).

Enfin, l'article 5 et l'article 41 du Règlement d'administration publique disent qu'il est nécessaire que le privilège soit rappelé de manière explicite sur tous les documents remis au public, car les prêteurs doivent connaître son existence, ce privilège primant leur créance, de sorte qu'ils ont peu de chance d'être désintéressés en cas de retrait d'agrément.

87. — Le privilège spécial aux entreprises étrangères est indiqué dans l'article 14, qui précise que :

(2) J. Fourastié, ouvrage cité, p. 112.

« Pour les Sociétés ou assureurs étrangers l'actif constituant les réserves et cautionnements autres que ceux visés à l'article précédent, est affecté par un privilège spécial au règlement de leurs opérations d'assurances directes, par les contrats souscrits ou exécutés en France ou en Algérie ».

Le décret du 20 janvier 1940 a supprimé le mot « directes » dans le premier paragraphe de l'article 14 et a ainsi étendu le privilège à la Réassurance, dans le souci d'éviter l'exportation des capitaux, mais le deuxième paragraphe de l'article 14, dans sa nouvelle rédaction, ne supprime pas ce mot quand il s'agit de Sociétés ou assureurs étrangers. Le privilège spécial à ceux-ci ne s'étend donc pas aux opérations de réassurance qui, nous le rappelons, peuvent être traitées par le siège spécial (3).

Nous avons encore là un exemple d'une non-application de la loi française aux entreprises étrangères, lorsqu'elle se heurte à des institutions d'ordre international comme la Réassurance, dont la réglementation dépasse la compétence d'un seul Etat.

Donc, en droit français, applicable uniquement aux réassureurs français, la créance du réassuré sur le réassureur est privilégiée, même si le réassuré des sociétés françaises est étranger (4).

88. — L'institution de ce privilège est une mesure d'équité. En effet, les primes versées par les assurés sont ainsi affectées au règlement des sinistres qui sont dûs.

(3) V. art. 142 du Règlement d'administr. publ. du 30-12-38, *in fine*.

(4) Les *Sociétés d'Assurances* par Ancey et Sicot, art. 14, v. Commentaires, et V. Sumien, *Le régime et le contrôle des Sociétés d'assurances et de capitalisation*, p. 163.

A plus forte raison, lorsqu'il s'agit d'une Société étrangère, il est normal que les sommes versées par les assurés français servent au règlement des sinistres en France, d'autant qu'en cas de faillite de cette entreprise dans son pays, il faut éviter que les réserves constituées en France ne tombent dans la masse et ne servent qu'à éteindre les dettes contractées par cet organisme à l'étranger.

Ainsi, non seulement le Contrôle a-t-il exigé des Sociétés étrangères un siège et un mandataire spéciaux, mais il réclame des réserves propres à la couverture de leurs engagements en France.

Ce privilège spécial est différent du privilège général de l'article 14. Il porte seulement sur les valeurs affectées à la couverture des réserves, tandis que le privilège général s'étend au montant total de l'actif, c'est-à-dire à tout le patrimoine de l'entreprise. Si son assiette est donc moins étendue, sa garantie est plus efficace, puisqu'elle est gagée par les valeurs matériellement affectées à la couverture des réserves (5). Mais si une créance ne peut être entièrement réglée par le privilège spécial, elle va, pour son surplus, retomber dans la masse, comme créance chirographaire, tandis qu'en matière de privilège général cette créance sera toujours privilégiée sur la totalité de l'actif.

La nature de ce privilège spécial est expliquée par la notion de nantissement, c'est-à-dire du « contrat par lequel un débiteur remet une chose à son créancier pour sûreté de la dette » (article 2071 du Code civil). Ici, la remise de la chose sera faite par le dépôt des

(5) J. Fourastié, *Le Contrôle de l'État sur les Sociétés d'Assurance*, p. 151.

réserves à la Caisse des Dépôts et Consignations, suivant l'article 179 du Règlement d'administration publique. C'est donc un contrat réel puisqu'il y a remise de la chose et, de plus, un gage lorsqu'il porte sur les valeurs mobilières ; or, le créancier gagiste a le droit de se faire payer sur la chose par privilège et préférence aux autres créanciers (article 2073 du Code civil). Le créancier de la Société d'assurance sera payé par privilège sur les réserves déposées.

Ainsi, du fait que l'entreprise étrangère a déposé ses réserves dans les conditions que nous verrons ultérieurement, celles-ci sont frappées d'un privilège spécial qui s'étend de plus à tout le patrimoine de la Société spécialement affecté à ce privilège en France, patrimoine qui forme une masse distincte des biens possédés par la Société, tant à l'étranger qu'en France.

89. — Les modalités d'application du privilège sont fixées par l'article 179 du Règlement d'administration publique, qui dit : « Le privilège spécial institué par le « deuxième alinéa de l'article 14 du décret-loi du 14 « juin 1938 est inscrit à la requête du Ministre du Tra-
« vail sur tous les immeubles affectés par les Sociétés
« ou assureurs étrangers à la représentation de leurs
« réserves ». Or, d'après l'article 2107 *a contrario* du Code civil, le privilège spécial doit être inscrit. Cette formalité est faite par les soins du Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances et s'étend aux immeubles frappés du privilège appartenant aux Compagnies étrangères et dont le Ministre fixe la valeur (article 179, 4^e alinéa).

La circulaire ministérielle du 24 décembre 1941 porte application à la date du 1^{er} janvier 1942 de tous les articles du décret du 14 juin 1938 et de son règlement d'administration publique, sauf de ceux dont les décrets devaient être pris.

Or, le décret d'application de l'article 179 est celui du 20 août 1941, qui n'a paru au *Journal Officiel* que le 18 février 1942 (6). Il est relatif au dépôt par les Sociétés ou assureurs étrangers à la Caisse des Dépôts et Consignations, ou à la Banque de France, des valeurs affectées à la représentation des réserves techniques.

Le privilège de l'article 14 est donc maintenant en application et tous les textes antérieurs relatifs au dépôt des réserves sont abrogés.

Ainsi, les assurés ou les bénéficiaires français des entreprises étrangères possèdent une sûreté réelle qui offre une sérieuse garantie, d'autant qu'ils ont en plus, pour garantir leurs créances, tous les biens de la Société étrangère dans son pays d'origine, c'est-à-dire le capital social et les diverses réserves, dans les conditions du droit commun.

SECTION II

Des cautionnements

90. — Si le privilège spécial de l'article 14 du décret du 14 juin 1938 constitue une sûreté sérieuse au profit des assurés ou bénéficiaires des contrats souscrits auprès des Compagnies d'assurance étrangères, cette garantie

(6) Voir chap. IV, p. 140.

n'est efficace que si elle porte sur un actif défini, représentant les engagements de la Société et déposé entre les mains d'un tiers qui le détient à titre de gage.

Aussi la réglementation française va-t-elle exiger, préalablement aux opérations d'assurance, le versement de valeurs mobilières, qui constitueront des cautionnements. Puis le Contrôle fixera des règles précises quant à la formation, la représentation et l'évaluation des réserves techniques, et il obligera les Sociétés étrangères à déposer ces valeurs à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Nous allons étudier les cautionnements. On distingue le cautionnement politique, qui peut être exigé des entreprises étrangères à titre de réciprocité, en vertu de la loi du 15 février 1917, et le cautionnement technique, obligatoire dans certaines branches, applicable à toutes les Sociétés et basé sur la nécessité de fournir des garanties d'ordre financier.

91. — La loi du 15 février 1917 est toujours en vigueur, ainsi que nous l'avons précédemment dit ; son article 2 prescrit que les entreprises ou assureurs étrangers sont, en France, « astreints à y constituer un cautionnement ou des garanties si leur pays d'origine a pris ou prenait des mesures analogues à l'égard des Sociétés françaises », tandis que l'article 42 du décret du 14 juin 1938 confirme que les Sociétés étrangères « pourront être astreintes, si leur pays d'origine a pris ou prenait des mesures analogues à l'égard des Sociétés françaises, à la constitution d'un cautionnement ou de garanties dans les conditions prévues à

« l'article 2 de la loi du 15 février 1917 modifié par le « décret du 30 octobre 1935 ».

C'est donc le principe de la réciprocité de traitement. Nous le retrouvons encore dans l'article 143 du Règlement d'administration publique du 30 décembre 1938, disant que « si un pays étranger impose aux Sociétés françaises des obligations quelconques excédant « celles qui résultent du présent décret et autres que « celles qu'a prévues l'article 2, alinéa 2 *in fine* de la loi « du 15 février 1917, des obligations équivalentes seront, « par réciprocité, imposées en France ou en Algérie aux « Sociétés et assureurs de ce pays ». Enfin, le décret du 20 août 1941, paru au *Journal Officiel* le 18 février 1942, dans son Titre II relatif aux garanties qui peuvent être exigées des Sociétés ou assureurs étrangers, reprend, dans son article 4, toutes les dispositions que nous avons vues (8) dans les modalités d'application de l'agrément politique.

Ainsi, le cautionnement politique, mesure d'opportunité prise en vue de sauvegarder les intérêts des assurés ou bénéficiaires français, est une épreuve de solvabilité imposée à l'entreprise étrangère, ou simplement une mesure de réciprocité.

En outre, il permet parfois, malgré sa faible importance par rapport au total des engagements techniques, le règlement des difficultés monétaires momentanées existant entre deux pays (9). En effet, en période de contrôle des changes, un cautionnement peut être exigé dans ce but d'une Compagnie étrangère qui demande

(8) V. 2^e partie, chap. II, p. 82.

(9) V. Législ. Suisse, p. 192.

l'agrément. Dans ce cas, ce cautionnement, d'un caractère un peu spécial, peut être restitué dès que les difficultés de change disparaissent par la signature de traités ou d'accords de compensation fixant le taux des changes et organisant un clearing (10).

Actuellement, la révision du montant des cautionnements exigés des entreprises étrangères est à l'étude, mais l'article 9 du décret du 19 août 1941 précise que les décrets rendus antérieurement et fixant le taux de ces cautionnement restent en vigueur tant que les nouveaux décrets visés par l'article 6 ne sont pas pris.

Ainsi, le cautionnement politique, qu'il soit une épreuve de solvabilité obligeant l'entreprise étrangère à constituer un capital indépendant de son capital social avant de commencer ses opérations en France, qu'il soit la conséquence d'une mesure de réciprocité ou un moyen de règlement en période de contrôle des changes, est totalement différent du cautionnement technique que nous allons étudier.

92. — La réglementation des cautionnements techniques est actuellement fixée dans le Titre X du Règlement d'administration publique du 30 décembre 1938, qui s'applique tant aux Sociétés françaises qu'aux Sociétés étrangères.

Auparavant, les articles 2 et suivants du décret du 28 février 1899 avaient exigé la constitution préalable d'un cautionnement en matière d'accidents du travail. C'était une garantie obligatoire, supplémentaire, faite

(10) V. chap. V, p. 155.

au profit du fonds de garantie et dont le montant n'était restitué qu'en cas de cessation des opérations (11).

Les articles 4, 5 et 6 du décret du 22 juin 1906 obligeaient les Sociétés d'assurance sur la Vie, qui demandaient l'enregistrement visé aux articles 2 et 19 de la loi du 17 mars 1905, à déposer préalablement une somme de 500.000 francs. Ce cautionnement était alors une garantie restituée dès que la Société était enregistrée, c'était donc une simple épreuve de solvabilité.

En matière de contrôle automobile, l'arrêté du 2 juillet 1936 concernait les conditions de constitution et de représentation d'un cautionnement. C'était alors un gage obligatoire garantissant les opérations d'assurance automobile et restitué à la cessation des opérations. Toutes ces dispositions étaient communes aux entreprises françaises et étrangères.

93. — Actuellement, le cautionnement technique n'est obligatoire que dans certaines branches déterminées par décret ; il s'ajoute au cautionnement politique des entreprises étrangères qui varie suivant les pays, et à la majoration des réserves prévue aux articles 1^{er} et 2 du décret du 20 août 1941.

Ainsi, une entreprise étrangère doit, en plus de son capital social à la constitution duquel elle est astreinte par ses statuts, fournir un cautionnement politique pour toutes branches d'assurances, enfin un cautionnement technique et la majoration des réserves pour certaines branches.

(11) V. Historique, chap. I, p. 22.

La composition du cautionnement technique est fixée par le paragraphe 6 de l'article 144 du règlement d'administration publique qui s'applique aux Sociétés françaises et étrangères, alors que l'article 145 ne concerne que les Sociétés françaises, puisqu'il se rapporte à la constitution des Sociétés, en précisant que le cautionnement doit être pris en dehors du capital social.

Evidemment, pour rester dans l'esprit de la loi, les entreprises étrangères ne devront pas prendre le cautionnement parmi les valeurs affectées à la couverture des réserves techniques, car elles constituent la contrepartie des engagements souscrits envers les assurés.

Les articles 146 et 147 fixent le maintien et l'évaluation du cautionnement et constituent la réglementation commune aux entreprises françaises et étrangères. Enfin, l'article 148 prévoit les conditions de restitution et n'offre aucune règle spéciale aux Sociétés étrangères (12).

94. — Les modalités d'application du cautionnement technique sont données par le décret 3577 du 17 août 1941, applicable aux Sociétés françaises et étrangères et qui fixe, en matière d'accidents du travail (article 2) et d'assurance des véhicules automobiles (article 3), le montant des cautionnements obligatoires.

Toutefois, le deuxième alinéa de l'article 3 n'est pas applicable aux Sociétés étrangères ; celles-ci ne sont pas soumises à l'obligation de constituer une réserve de garantie. Or, le minimum réglementaire de cette réserve de garantie est réduit du montant du cautionnement

(12) A comparer avec la restitution du cautionnement politique, p. 95.

exigé en matière automobile ; mais on peut se demander si l'on doit assimiler la majoration des réserves techniques déposées par les entreprises étrangères, prévue aux articles 1^{er} et 2 du décret du 20 août 1941 à la réserve de garantie des Sociétés françaises et si, dans ce cas, la Société étrangère ne pourrait réduire cette majoration des réserves du montant de son cautionnement (13).

Le caractère juridique de ce cautionnement est facile à déterminer. Ce n'est pas la caution personnelle de l'article 2011 du Code civil, mais la remise d'un bien déterminé fourni par une personne qui se trouve être, en l'occurrence, le débiteur lui-même. Le cautionnement technique est donc un gage pour des dettes incertaines et futures, comme le cautionnement exigé de certains fonctionnaires.

Le privilège de l'article 14 qui frappe ce cautionnement constitue donc une sûreté certaine, mais en raison de l'importance des engagements contractés par l'assureur et qui ne sont pas en rapport avec le montant du cautionnement, les garanties constituées par l'agrément obligatoire, le privilège et les cautionnements, sont insuffisantes. Il faut que des règles précises fixent la constitution, la représentation, l'évaluation des réserves techniques correspondant aux engagements pris envers les assurés. Il faut enfin, par un surcroît de précautions à l'égard des entreprises étrangères, que ces réserves soient mises en gage et déposées pour former un patrimoine distinct, frappé d'un privilège, et qui constituent la solide armature technique de l'entreprise d'assurance étrangère.

(13) Questions étudiées, pp. 143 et 148.

SECTION III

Des règles particulières concernant les réserves techniques et la comptabilité de l'entreprise étrangère

95. — L'importance des réserves techniques accumulées par l'assureur étranger, pour faire face à ses engagements, est le facteur essentiel de la solidité financière de la Société d'assurance. Aussi est-il nécessaire que le Contrôle de l'Etat s'exerce tout particulièrement dans ce domaine. Or, si la réglementation est, en principe, la même pour les Sociétés françaises et étrangères, il est exigé en plus, pour ces dernières, le dépôt des réserves techniques et une majoration spéciale de ces réserves, qui constitue une sorte de réserve complémentaire.

96. — Les réserves techniques, c'est-à-dire celles fixées par les articles 150, 151 et 152 du Règlement d'administration publique du 30 décembre 1938 relatifs aux opérations d'assurance sur la Vie, Accidents du Travail et autres opérations d'assurance, doivent être « suffisantes pour le règlement intégral des engagements (de la « Société) vis-à-vis des assurés ou bénéficiaires de « contrats ». Elles comprennent, en outre, les postes correspondant aux autres créances privilégiées et aux dettes exigibles, les dépôts de garantie des agents, des assurés et des tiers, les réserves d'amortissement des emprunts et les réserves de prévoyance en faveur des employés et agents (Article 149).

Les règles de représentation des réserves techniques sont fixées par les articles 153 et 154 et leur évaluation par les articles 169 et 170.

Les obligations communes aux Sociétés françaises et aux entreprises étrangères ont été récemment précisées par le décret du 17 août 1941, relatif aux cautionnements et aux réserves exigibles des Sociétés d'assurance et de capitalisation. Ce décret fixe le montant des cautionnements techniques (14), prévoit d'une part la détermination ultérieure par décret (15) des réserves techniques afférentes aux opérations d'assurance sur la Vie, à l'assurance Natalité et Nuptialité, à l'acquisition des immeubles au moyen de rentes viagères et à la gestion spéciale des rentes des accidentés du travail. Il prévoit d'autre part la détermination, également par décret, des réserves techniques prévues aux articles 150 et 151 du Règlement d'administration publique, c'est-à-dire celles relatives aux réserves mathématiques, aux réserves pour bénéfices non distribués annuellement aux assurés et à la réserve de capitalisation.

97. — Les mesures spéciales aux entreprises étrangères sont fixées par l'article 179 du Règlement d'administration publique du 30 décembre 1938. Les modalités d'application sont indiquées dans le décret n° 3580 du 20 août 1941, paru au *Journal Officiel* du 18 février 1942, qui modifie les dispositions transitoires de l'article 157 du Règlement d'administration publique. Ce décret est relatif au dépôt par les Sociétés ou assureurs étrangers,

(14) Voir p. 137.

(15) Décret du 1^{er} avril 1942.

à la Caisse des Dépôts et Consignations ou à la Banque de France, des valeurs affectées à la représentation des réserves techniques.

Ainsi, la nécessité de leur constitution, leurs caractéristiques, leur but, la représentation des valeurs qui les composent sont des dispositions de droit commun, alors que le Contrôle a estimé nécessaire d'augmenter les garanties offertes par les entreprises étrangères, en les obligeant à déposer ces réserves et à les majorer.

Le décret du 20 août 1941 comprend quatre articles essentiels, relatifs successivement aux réserves des Sociétés d'assurance ayant pour base la durée de la vie humaine et celles de la gestion spéciale des rentes mises à la charge des Sociétés à la suite d'accidents du travail, aux réserves des autres branches, enfin aux conditions de dépôt et de retrait des valeurs constituant les réserves.

98. — L'article 1^{er} s'applique aux branches d'assurance sur la Vie, à l'assurance Nuptialité et Natalité, à la capitalisation et à la gestion spéciale des accidents du travail. Il oblige les Sociétés pratiquant ces opérations à justifier du dépôt de leurs réserves techniques, tous les ans, avant le 31 mai et le 30 novembre.

Ce dépôt s'étend aux valeurs mobilières fixées par l'article 153 du R. A. P. et représentant le montant des réserves techniques, déduction faite de la valeur d'affectation des immeubles sur lesquels ont été prises les inscriptions découlant du privilège spécial de l'article 14, deuxième alinéa, du décret du 14 juin 1938 (16).

(16) Voir p. 128.

Le montant de ces réserves est calculé dans les conditions du droit commun, fixées par le décret du 17 août 1941 (17). Mais, lorsqu'il s'agit des entreprises étrangères, il est majoré depuis l'année 1941, de manière à constituer une réserve complémentaire dont le montant varie avec le chiffre d'affaires de la Société et dont le calcul est effectué comme suit, d'après l'article 1^{er}, troisième alinéa, du décret du 20 août 1941 :

a) Pour les entreprises pratiquant les opérations d'assurance comportant des engagements dont l'exécution dépend de la durée de la vie humaine ou ayant pour objet le versement d'un capital, en cas de mariage ou de naissance d'enfant, ou pour but la capitalisation, le montant des réserves majoré d'une somme égale à « 0,50 % des primes ou cotisations uniques ou périodiques, y compris les accessoires, encaissées par l'entreprise en France ou en Algérie, sans déduction des cessions en réassurance ». La constitution de cette réserve cesse d'être obligatoire quand le total des prélèvements atteint 5 % des réserves techniques.

b) Pour les entreprises pratiquant les opérations d'assurance contre les risques d'accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail, mais uniquement quant à la gestion spéciale des rentes, le montant des réserves techniques est majoré d'une somme égale à « 10 % de la moyenne des primes ou cotisations brutes, y compris les accessoires, encaissées par l'entreprise, en France ou en Algérie, au cours des cinq derniers exercices ».

(17) Et des arrêtés d'application prévus aux articles 8, 9 et 18 du 1^{er}-2 avril 1942 (J. O. du 23 avril 1942).

Le décret précise que cette majoration des réserves doit être tenue à jour, de manière que lors de l'envoi de la justification du dépôt aux dates fixées, il soit « ajouté, « le cas échéant, au montant des réserves, tel qu'il résulte des comptes arrêtés au 31 décembre de l'exercice « précédent, le 31 mai les cinq douzièmes, le 30 novembre les onze douzièmes, de l'augmentation de ces « mêmes réserves constatée au cours du dit exercice ».

L'article 6 précise que la réserve de garantie des branches Vie, Nuptialité, Natalité, Capitalisation, constituées d'après les dispositions antérieures (18), « demeure déposée et que son montant s'impute à due « concurrence sur le total de la majoration des réserves « mathématiques ». Ceci est bien la conséquence du fait que la majoration remplace pour les Sociétés étrangères la réserve de garantie exigée des seules sociétés françaises (19).

99. — L'article 2 du décret du 20 août 1941 s'applique aux opérations d'assurance contre les risques du crédit, d'accidents de toutes natures, d'incendie, de responsabilité civile, contre les dégâts causés par la grêle, la mortalité du bétail, le vol, et aux opérations d'assurance maritime pratiquées par les Sociétés dont l'activité s'étend à d'autres catégories d'opérations (20). Les Sociétés d'assurance pratiquant ces opérations doivent justifier tous les ans, avant le 30 juin, du dépôt « des « valeurs mobilières comprises dans les catégories énu-

(18) Décret du 22 juin 1906, du 22 juin 1921 et 1^{er} avril 1908.

(19) Voir p. 148.

(20) Sous réserve des modifications apportées par la loi du 18 août 1942, voir p. 61.

« mérées à l'article 154 du R. A. P. et représentant le
« montant de leurs réserves techniques, après déduction
« de la valeur d'affectation aux dites réserves des
« immeubles sur lesquels ont été prises les inscriptions »
relatives au privilège spécial de l'article 14 du 14 juin
1938 (21).

Le calcul du montant de ces réserves se fait conformément au droit commun fixé par le décret du 17 août 1941, mais il est majoré pour les entreprises étrangères
« d'une somme égale à 10 % de la moyenne des primes
« ou cotisations brutes, y compris les accessoires encaissés par l'entreprise en France ou en Algérie au cours
« des cinq derniers exercices ».

D'après l'article 5 des dispositions transitoires, l'application de ces mesures est fixée au 30 juin 1942, sauf pour les paragraphes 1, 2, 3, 8 et 9 de l'article 137 relatif aux opérations d'assurance Vie et Capitalisation, aux opérations d'assurance contre les accidents du travail et les risques résultant de l'emploi de tous véhicules, dont l'application est fixée d'après l'article 7 du décret, au 1^{er} janvier 1942. Les valeurs déposées doivent correspondre à la couverture des réserves techniques afférentes aux opérations arrêtées et calculées au 31 décembre 1941 (22).

100. — L'article 3 fixe les conditions du dépôt des réserves techniques : les entreprises étrangères doivent adresser « au Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale

(21) Voir p. 128.

(22) L'application pratique des dispositions transitoires a été fixée par la circulaire ministérielle du 23 mai 1942 qui précise que la majoration des réserves est applicable à partir du 1^{er} janvier 1942, c'est-à-dire pour le dépôt à effectuer avant le 30 juin 1943.

« et aux Finances une déclaration mentionnant la
« nature et le numéro d'émission des titres et la dési-
« gnation des grosses de prêts hypothécaires déjà dépo-
« sés ou qu'elles se proposent de déposer ». Cette déclara-
« tion doit indiquer :

« a) Pour les valeurs mobilières, leur estimation au
« cours le plus bas de la Bourse de Paris précédant le
« premier jour du mois au cours duquel doit être effec-
« tué le dépôt, ou, si elles ne sont pas cotées à la Bourse
« de Paris, celui d'une des principales places du pays
« d'émission ;

« b) Pour les prêts hypothécaires, le montant figu-
« rant sur la grosse, la valeur d'affectation et, s'il y a
« lieu, les remboursements effectués.

« Le dépôt des nouvelles valeurs est effectué après
« visa du Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et
« aux Finances ou de son délégué.

« La justification du dépôt résulte de la production
« par l'entreprise, au Secrétaire d'Etat à l'Economie
« Nationale et aux Finances, d'un certificat de dépôt
« délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations ou
« la Banque de France » (22 bis).

101. — Enfin, l'article 4 donne les conditions de
« retrait des valeurs, qui ne peut être opéré par les entre-
« prises étrangères que dans les cas :

(22 bis) La circulaire ministérielle du 23 mai 1942 précise que c'est la
« production du récépissé de dépôt qui doit être faite avant le 30 juin à la Direction
« des Assurances et non la déclaration de dépôt. Les conditions d'évaluation des
« valeurs déposées en couverture des réserves techniques sont donc plus dures
« pour les Sociétés étrangères ; d'autant que l'article 179 du R. A. P. indique que
« le Ministre « arrête la valeur pour laquelle les immeubles, les prêts hypothécaires
« et les autres placements peuvent être affectés à la représentation de leurs
« réserves ».

J. Brasseur. 10

« 1° D'un EMPLOI DE FONDS préalablement réalisé
« sur certificats délivrés par la Caisse des Dépôts et
« Consignations ou la Banque de France et au moins
« équivalent, en ce qui concerne les prêts hypothécaires
« à désaffecter, à la valeur pour laquelle ils étaient
« affectés, et, en ce qui concerne les titres à retirer, à
« leur valeur d'après le cours le plus bas de la Bourse
« de la veille du jour du emploi, le emploi pouvant
« cependant n'être pas préalable s'il est effectué par les
« soins des Etablissements précités.

« 2° D'une RÉDUCTION DES RÉSERVES techniques, le
« retrait de valeurs ne pouvant avoir lieu que tous les
« trois mois au plus et sur justification d'une réduction
« au moins équivalente des engagements de l'entre-
« prise ».

Les retraits de valeurs ne peuvent être effectués que sur visa préalable du Ministre ou de son délégué.

102. — Après avoir donné l'énumération des mesures réglementaires nécessitées par le dépôt des réserves des entreprises étrangères, il est intéressant de préciser le caractère juridique de ce dépôt.

Au demeurant, on ne peut dire, à strictement parler, qu'il s'agisse d'un dépôt volontaire, au sens de l'article 1921, ni d'un dépôt nécessaire, au sens de l'article 1949, car le choix du dépositaire n'est pas libre ; c'est plutôt une sorte de gage dans le sens de l'article 2079 du Code civil, qui « n'est dans la main du créancier qu'un dépôt » assurant le privilège de celui-ci ». Au surplus, ce gage n'est pas entre les mains du créancier, l'assuré ou le bénéficiaire éventuel de l'indemnité d'assurance, mais entre les mains d'un tiers.

Le dépôt des réserves augmente donc considérablement la valeur du privilège spécial de l'article 14, mais, contrairement à l'article 2081 du Code civil, le gagiste, c'est-à-dire la Caisse des Dépôts et Consignations, ne touche pas les intérêts de la créance donnée en gage, car cette Caisse n'est pas créancière de la Société d'assurance ; elle est seulement protectrice des intérêts des créanciers éventuels et indéterminés. Nous avons donc ici un gage d'un genre particulier et qui est propre à la réglementation de l'entreprise d'assurance étrangère en France.

Ainsi, les derniers décrets, celui du 17 août 1941 relatif aux cautionnements, aux réserves exigibles des Sociétés d'assurance et de capitalisation, et ceux des 19 et 20 août 1941 relatifs à l'agrément et au cautionnement politique et au dépôt des valeurs affectées à la représentation des valeurs techniques des entreprises étrangères, fixent les modalités d'application de la réglementation en vigueur dont les principes avaient été posés par le décret-loi du 14 juin 1938 et son Règlement d'administration publique du 30 décembre 1938.

103. — Nous pouvons donc maintenant faire l'étude comparée des trois sortes de réserves qui, outre les réserves techniques, peuvent être exigées des entreprises d'assurance étrangères, c'est-à-dire du cautionnement politique, du cautionnement technique et de la majoration des réserves que nous appelons la « RÉSERVE COMPLÉMENTAIRE ».

Le CAUTIONNEMENT POLITIQUE, dont les textes sont la loi du 15 février 1917 et le décret du 19 août 1941 n'est

applicable qu'aux entreprises étrangères ; il est basé sur le principe de réciprocité, son montant est fixé par arrêté de manière à constituer en francs français l'exacte contre-partie de ce qui est demandé à l'étranger aux Sociétés françaises. Enfin, il est lié à l'agrément politique, acte de Gouvernement.

Le CAUTIONNEMENT TECHNIQUE est fixé par les articles 144 à 148 du R. A. P. et le décret du 17 août 1941, première partie. Il s'applique à toutes les entreprises d'assurances et est basé sur des nécessités techniques. Son montant est fixé par décret ; il est obligatoire en matière d'Accidents du travail et Assurance Automobile et peut être étendu aux autres branches par arrêté.

La RÉSERVE COMPLÉMENTAIRE, constituée par une majoration des réserves déposées, est fixée par les articles 1^{er} et 2 du décret du 20 août 1941 ; elle ne s'applique, comme le cautionnement politique, qu'aux entreprises étrangères, mais ne dépend pas du principe de réciprocité. Elle est obligatoire dans la plupart des branches, sauf pour les opérations visées aux paragraphes 4, 5, 6 et 18 de l'article 137, c'est-à-dire pour les opérations d'épargne, de tontines, d'acquisition d'immeubles au moyen de rentes viagères, et pour les opérations de réassurances de toute nature, pratiquées par les Sociétés dont l'activité s'étend à d'autres catégories d'opérations. Son montant est fixé par le Décret.

Elle remplace la réserve de garantie qui n'est pas exigée des entreprises étrangères, en tant que mesure relative à leur constitution et cette réserve complémentaire progresse selon le chiffre d'affaires de la Société.

Elle en diffère (23), comme nous l'avons vu, en ce qu'il y a connexité entre la réserve de garantie et le capital social, puisque la réserve de garantie augmentée du montant du capital versé, doit être au moins égal à 20 % de la réserve des primes encaissées les cinq dernières années (24), alors qu'il n'y a pas de liaison entre la réserve complémentaire et le capital social des entreprises étrangères, dont le montant est en principe inconnu de la réglementation française, en tant que mesure de constitution de la Société.

SECTION IV

Des mesures spéciales quant à la comptabilité des entreprises étrangères d'assurance

104. — La réglementation édictée par l'Administration des Assurances privées rend nécessaire la présence de commissaires, qui vont, au siège de ces entreprises, procéder à des vérifications. Pour leur faciliter le travail, le décret du 29 juillet 1939 a fixé les règles générales de la comptabilité et imposé une présentation uniforme des comptes, pour donner des renseignements exacts sur la situation financière et technique de l'entreprise (25).

Toute cette réglementation est applicable aux Sociétés et aux assureurs étrangers, car elle constitue la mise en pratique du contrôle des opérations d'assurances.

(23) Voir p. 76 et 3^e partie, Réglementation Suisse, p. 193.

(24) Décret du 23 juin 1939, art. 2.

(25) Voir la brochure sur : *La Comptabilité des Sociétés d'Assurance*, éditée par le Recueil Administratif des Assurances, 5 bis, rue du Bœuf-St-Paterne, à Orléans.

Ainsi, les articles 180 et suivants du Règlement d'administration publique du 30 décembre 1938 doivent être rigoureusement observés quant aux documents à communiquer au Ministre, à la tenue obligatoire de livres réglementaires, à l'obligation de l'inventaire annuel et à la durée de l'exercice comptable. Cependant, l'article 186 précise, d'une part, que certaines opérations, comme le compte rendu détaillé annuel avec les tableaux et les états modèles, ainsi que la publication de certains documents, ne sont applicables aux entreprises étrangères qu'en ce qui concerne leurs opérations en France ou en Algérie (26).

D'autre part, la plupart des obligations concernant les assemblées générales sont difficilement applicables aux Sociétés étrangères, car il est impossible d'agir directement sur les décisions qui ont été prises ; néanmoins, dans la mesure du possible, le projet de bilan et le compte de profits et pertes doivent être communiqués au Contrôle trois semaines avant la tenue de l'Assemblée générale à l'étranger, alors que le bilan et les résolutions prises doivent être adressés, dans la quinzaine qui suit, au Ministère.

La Direction des Assurances peut donc s'opposer à toute décision des actionnaires étrangers qui serait contraire à la loi et aux lois en vigueur, ou encore à l'intérêt des assurés français.

Ainsi, pour éviter que les garanties offertes aux assurés ou bénéficiaires français, garanties représentées par les réserves techniques, ne puissent s'évader à l'étranger, le Contrôle a exigé que les valeurs représen-

(26) Voir décret du 29 juillet 1939, article 60.

tatives soient déposées, afin de pouvoir en surveiller la gestion. Cette réglementation a déjà fait ses preuves, car, comme le dit le rapport du Bureau Fédéral d'Assurance sur les Entreprises privées en Suisse en 1939 : « Bien des dangers qui, dans les circonstances présentes, « auraient inévitablement menacé les affaires internationales d'assurance, peuvent être considérés comme « écartés, grâce aux sûretés déposées dans les différents « pays, pour garantir les engagements assurés ».

Ainsi, nous allons, de plus en plus, à une assimilation de l'entreprise étrangère à la Société française ; non seulement elle est individualisée en France, mais un patrimoine correspondant à ses engagements doit y être constitué et déposé.

Cette « francisation » de l'entreprise étrangère n'est pas terminée ; nous allons voir comment la part bénéficiaire résultant de son activité économique va être réglementée par l'Etat et comment les dispositions actuelles du contrôle des changes tendent à faire perdre à l'entreprise étrangère son caractère propre.

CHAPITRE V

DE L'INTERVENTION DE L'ETAT DANS LES RESULTATS FINANCIERS DE L'ENTREPRISE D'ASSURANCE ETRANGERE

105. — La Société d'assurance étrangère qui exerce son activité en France est soumise à une double intervention de l'Etat dans le domaine financier ; d'une part, celui-ci prend, sous forme d'impôts, une partie des sommes formant la part bénéficiaire de l'entreprise (que l'impôt soit perçu directement ou indirectement sur l'assuré) ; d'autre part, les bénéfices revenant aux actionnaires sont frappés par divers impôts et sont, en outre, soumis actuellement à la réglementation de l'Etat sur le contrôle des changes, qui s'étend également à tous les mouvements de capitaux nécessités par la bonne marche de l'organisme d'assurance étranger.

Nous allons voir que, dans ces deux domaines, le statut de l'entreprise étrangère tend à être assimilé à celui de l'entreprise française.

SECTION I

Dans le domaine fiscal

106. — Il n'entre pas dans le cadre limité de cet ouvrage de faire l'analyse détaillée du régime fiscal des Sociétés d'assurance étrangères, ni l'étude des taxes sur

les polices d'assurance ; nous renvoyons, pour ce dernier point, au livre de M. René DELMAS qui, comme le dit M. SUMIEN dans sa préface, donne « la réponse à toutes les questions » que le lecteur puisse poser (1). Mais il faut cependant dégager quelques principes qui dominent cette matière pour les rattacher à notre étude.

Un des buts de la réglementation fiscale des Sociétés étrangères est d'éviter la fraude qui peut se pratiquer du fait de la souscription occulte de contrats auprès de celles-ci. Ce n'est donc pas une pression exercée sur les résultats financiers de l'entreprise, une amputation des bénéfices en vue de la placer dans une position désavantageuse vis-à-vis des Sociétés françaises ; bref, ce n'est pas une mesure de protection économique.

Aussi, les assureurs sont obligés, d'une façon générale, au point de vue fiscal, à déclarer leur existence, tenir et présenter un répertoire, percevoir et acquitter les taxes exigibles sur les contrats d'assurance ; les entreprises étrangères doivent, en outre, nommer un représentant responsable et tenir un répertoire particulier (2).

C'est le décret du 30 octobre 1935 qui exige la tenue au répertoire de tous les contrats comportant les risques français ou algériens, afin de permettre au Trésor « de « contrôler l'assujettissement aux taxes d'assurance des « contrats souscrits auprès d'assureurs étrangers » (3).

La loi du 23 février 1924, dans son article 3, oblige les Sociétés ou assureurs étrangers à faire agréer par

(1) *Les Taxes sur les Polices d'Assurance*, par R. Delmas. Edition Administrative Allain, à Elbeuf, 1939.

(2) V. Delmas, ouvrage cité, n° 95.

(3) V. Delmas, ouvrage cité, nos 129 et 136.

l'Administration de l'Enregistrement une personne physique ou morale comme représentant personnellement responsable des droits et pénalités (4). Ce responsable, de nationalité française, d'une solvabilité notoire, doit solliciter son agrément suivant diverses formalités (5). Ainsi, les quelques différences que l'on peut relever entre le représentant de la loi du 23 février 1924 et celui de la loi du 15 février 1917 sont justifiées par la nécessité pour l'Enregistrement d'avoir une caution personnelle pour répondre des taxes, tandis que le Contrôle des Assurances Privées exige un mandataire résidant en France, comme représentant de la Société devant les assurés, le Contrôle et les Tribunaux.

Quant au régime fiscal des Sociétés, les entreprises étrangères ont une situation semblable aux Sociétés françaises ; elles doivent acquitter les mêmes taxes en vertu du principe d'équivalence.

Les Sociétés dont les titres circulent en France sont soumises, en matière de droit de timbre, à la seule taxe d'abonnement, tandis qu'en matière de droit de transmission, elles ne sont astreintes qu'à la taxe annuelle.

Enfin, si elles sont soumises à la même réglementation que les Sociétés françaises, quant à la taxe sur les revenus des valeurs mobilières, les Sociétés étrangères abonnées ne sont assujetties que dans les limites d'une quotité fixée par le Ministre après avis d'une commission spéciale déterminant le nombre des titres qui en sont passibles (6).

(4) V. Delmas, ouvrage cité, n° 122.

(5) V. Delmas, ouvrage cité, n° 133.

(6) V. *Annuaire des Sociétés d'Assurances*, édité par *La Semaine*, p. 1158, édition de 1938.

Quant aux Sociétés dont les titres ne circulent pas en France, elles sont soumises à la taxe de 5 % des valeurs mobilières, sur une portion de leurs dividendes ou intérêts déterminés par la quotité de leur capital ayant son assiette en France. Cette quotité est fixée par le Ministre, après avis de la Commission des valeurs mobilières.

107. — Mais l'Etat ne se borne pas à intervenir dans le domaine fiscal, en levant des impôts frappant les titres de la Société ou en établissant des taxes sur les polices d'assurance. La liberté de mouvement des capitaux de l'entreprise et des bénéfices destinés soit à constituer les réserves statutaires, soit à revenir aux actionnaires, est limitée depuis quelques années par la législation sur l'exportation des capitaux et le contrôle des changes.

Nous allons étudier, dans un paragraphe, la réglementation spéciale à l'entreprise d'assurance étrangère, en vue d'examiner dans quelles mesures son régime est distinct de celui de la Société française.

SECTION II

De la réglementation de l'Etat sur la circulation des capitaux et de l'entreprise étrangère en France

108. — Lorsque la Société étrangère veut transférer dans son pays d'origine les disponibilités résultant de son activité en France, ou importer les capitaux nécessaires à la bonne marche de son entreprise, elle se heurte à la réglementation édictée sur la circulation des devises

établissant le contrôle des changes (7) et appliquée aux Sociétés d'assurances par les circulaires ministérielles du 20 novembre 1939 et 12 septembre 1941 (8).

Il s'agit d'éviter l'évasion des capitaux constitués en France, en suspendant le rapatriement des avoirs étrangers ; il s'agit également d'éviter qu'ils ne servent à payer en France les dettes des étrangers, ou leur emploi en achat d'une partie du patrimoine français, soit en valeurs mobilières, soit en immeubles.

Aussi, l'exportation directe des capitaux est-elle interdite, comme les opérations susceptibles de donner lieu à des sorties de devises, et des mesures sont prises pour maintenir l'intégrité des avoirs en monnaies étrangères ; réciproquement, les Etats étrangers agissent de même, en vue de sauvegarder leurs ressources extérieures de change, c'est-à-dire les avoirs constitués par leurs nationaux à l'étranger (9). Mais il faut également tenir compte de la technique de l'assurance et permettre aux Sociétés étrangères en France de « conserver, acquérir » et investir dans notre pays les crédits nécessaires à « l'exécution de leurs engagements en France » (10).

Il a donc fallu prévoir des mesures dérogatoires au droit commun pour éviter que les entreprises d'assuran-

(7) V. loi du 1^{er} oct. 1936 ; décret du 9 sept. 1939, abrogé et remplacé par le décret du 24 avril 1940, portant application, modifié par le décret du 30 décembre 1940.

(8) Pour ce paragraphe, voir dans la *Revue Gie des Assurances Terrestres* l'étude de M. Imbert sur « Le Contrôle des Changes et l'Assurance en France », à laquelle il a été fait de larges emprunts (numéro de mars-juin 1942).

(9) Voir *L'assurance en Belgique*, par Van Dievoet, p. 169, « Condition relative à la liberté du transfert des devises ».

(10) M. Imbert, étude citée. Tel est l'objet de la circulaire ministérielle du 20 novembre 1939, qui fixe les principes du régime du Contrôle des Changes applicables en France aux opérations d'assurance et de réassurance.

ce ne subissent les risques du change. Ainsi, il est constitué des réserves en devises étrangères, des comptes spéciaux dont les soldes sont transférés au moyen de clearings de compensation, avec une souplesse suffisante pour permettre les opérations d'assurance avec l'étranger.

Toute cette réglementation, étant due à la tendance autarchique des Etats et aux circonstances actuelles, n'est peut-être qu'une réglementation provisoire, mais il est difficile d'en prévoir la durée ; il faut donc tenter de dégager les principes directeurs utiles à notre étude et non en détailler toutes les obligations.

109. — Avant l'armistice, il y a eu d'abord une intervention indirecte sur les changes, et le fond de stabilisation a été créé par la loi du 1^{er} octobre 1936, puis l'intervention directe de l'Etat a établi le contrôle des changes par décret du 11 septembre 1939.

Depuis l'armistice, la réglementation est beaucoup plus stricte, à cause des restrictions survenues dans le commerce international et des circonstances nées de la guerre et de la défaite, qui obligent de conserver en France les disponibilités indispensables à l'activité économique du pays.

Il faut voir comment l'entreprise d'assurance étrangère en France peut gérer ses avoirs dans la mesure où il est nécessaire, soit d'importer des capitaux frais pour son bon fonctionnement, ou la constitution de cautionnements, soit d'exporter des capitaux représentant la part bénéficiaire résultant de l'activité d'entreprise en

France, ou la contre-partie d'engagements pris envers les assurés ou en Réassurance.

110. — Nous ferons d'abord remarquer qu'au point de vue de la réglementation des changes, la Société étrangère en France à une nature juridique spéciale.

Elle est considérée comme entreprise française, en raison de sa résidence ; aux termes de l'article 1^{er} de l'arrêté du 30 avril 1940, sont en effet « personnes considérées comme françaises les personnes morales pour leur établissement dans la métropole ou dans les colonies », alors que sont considérées comme étrangères « les personnes morales pour leur établissement hors de la métropole ».

Ainsi, la Société d'assurance étrangère est considérée comme française, au point de vue du contrôle des changes, de même qu'elle est considérée comme française en droit privé, puisque « le contrôle exercé par l'Etat sur la Société étrangère aboutit à soumettre en principe ses contrats aux dispositions impératives de la loi française ; ainsi que le dit M. le Professeur PICARD, ces contrats sont comme « francisés » (11).

Aussi, la Société étrangère peut-elle se faire ouvrir un « compte français » au nom de son Représentant en France et sous sa signature ; ce compte doit recevoir obligatoirement toutes les sommes provenant des opérations d'assurances directes, mais ces disponibilités ne peuvent être mises à la disposition du Siège social dans le pays d'origine que dans les conditions prévues par la

(11) V. *Traité général des Assurances terrestres*, de MM. Picard et Besson, p. 618.

réglementation des changes et des accords passés avec les autres pays.

111. — Si l'on étudie le régime des avoirs des entreprises d'assurance étrangères en France, on remarque qu'avant l'armistice, seules les Sociétés étrangères de Réassurance pouvaient demander l'ouverture de « comptes étrangers en francs ». Ceux-ci étaient crédités avec l'autorisation de l'Office des Changes des sommes provenant des opérations de Réassurance des Sociétés et se trouvaient en compte courant entre eux. Ces Sociétés avaient donc le libre usage de leurs disponibilités.

Depuis l'armistice, les mêmes Sociétés de Réassurance peuvent se faire ouvrir un « compte de Réassurances » et faire, sans autorisation, les opérations par virements entre comptes de Réassurances, ou être débitées au profit de « comptes français » ; mais le transfert des disponibilités de ces comptes de Réassurances est soumise aux règles du Contrôle des Changes.

En vertu de la nécessité où elles se trouvent de représenter la contre-partie de leurs engagements, les Sociétés étrangères d'assurance directe et de Réassurance peuvent obtenir de l'Office des Changes, et sur avis favorable de la Direction des Assurances, les autorisations nécessaires pour acheter les valeurs mobilières destinées à la représentation de leurs réserves techniques ; elles peuvent, ensuite, munies de ces autorisations, gérer leur actif et acquérir les crédits qui couvrent leurs engagements en France.

112. — Lorsqu'il s'agit d'opérer des règlements à l'étranger ou des transferts de capitaux, et non plus de

gérer des avoirs étrangers en France, on a eu recours successivement au transfert direct, puis à la compensation.

On opérait par transfert direct avant l'armistice, mais ce n'était possible que pour les opérations limitées aux devises nécessaires à l'exécution des engagements de la Société d'assurance étrangère.

Depuis l'armistice, les transferts directs ont été supprimés avec la plupart des pays étrangers ; ils ont été remplacés par divers accords de compensation. Le règlement du solde est retardé lorsqu'il y a manque de disponibilités. Ainsi, les règlements des engagements pris sont faits entre les divers comptes français et étrangers ; ils s'effectuent normalement, par substitution d'un règlement dans la monnaie étrangère, prévu par le contrat. Une réglementation spéciale est appliquée aux opérations de Réassurance, en raison du caractère international de ces opérations. En somme, nous pouvons conclure en disant que les Sociétés d'assurance étrangères « peuvent conserver, acquérir et investir dans notre « pays les crédits nécessaires à l'exécution de leurs engagements en France ».

Il est intéressant de voir le rôle joué par la Direction des Assurances Privées dans le mécanisme de cette réglementation. Si l'Office des Changes a un pouvoir discrétionnaire, le côté technique de l'opération est contrôlé par la Direction des Assurances qui doit donner son visa préalable à toute demande d'autorisation adressée à l'Office des Changes.

De plus, l'intervention de l'Etat se manifeste par le contrôle sur place des Commissaires contrôleurs, qui

doivent vérifier la réalité des engagements de la Société d'assurance étrangère résultant de ses contrats et surveiller la gestion des avoirs en devises de cette Société.

113. — Ainsi l'on peut conclure en faisant ressortir, d'une part, le caractère général de cette réglementation du contrôle des changes, qui s'applique tant à la Société française qu'à la Société étrangère, et d'autre part, la nature spéciale de cette législation qui nationalise la Société étrangère en France et attribue la qualité d'étrangère à la succursale sise à l'étranger de la Société française ; il y a là une intéressante application de la notion de territorialité.

Il est difficile, dans ce domaine, de trouver une différence essentielle entre le statut des entreprises d'assurance étrangères en France et celui des Sociétés françaises. On peut donc dire qu'il y a de plus en plus similitude de leurs régimes respectifs.

CONCLUSIONS SUR LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR

114. — La réglementation en vigueur que nous venons d'étudier étend le contrôle de l'Etat à toutes les branches d'assurance directe et à la quasi-totalité des formes d'entreprises. Depuis que l'Assurance Maritime est soumise à la réglementation du droit commun par la loi du 18 août 1942, il ne reste plus que la Réassurance, pratiquée par une société spécialisée, pour échapper au régime uniforme de contrôle imposé à notre industrie.

Ainsi, sociétés par actions, sociétés à forme mutuelle, sociétés mutuelles, unions des mutuelles, syndicats de garantie, tontines, ont des cadres bien délimités dans lesquels s'appliquent des règles similaires en vue de sauvegarder les intérêts des assurés ou bénéficiaires de contrats.

On tend à ne plus distinguer le régime de la Société française du statut de l'entreprise étrangère et celle-ci est considérée comme française dès qu'elle a répondu aux obligations édictées en vue de lui constituer en France un état civil et qu'elle a créé une véritable succursale, personne morale ayant un patrimoine distinct pour répondre de ses engagements.

La constitution de réserves techniques, leur représentation par des valeurs déterminées, l'évaluation de ces valeurs, sont maintenant fixées par des règles communes, précises, qui laissent peu d'initiative à la liberté

de placement des Sociétés. De plus en plus, leur puissance financière est liée au crédit de l'Etat, comme le prouve la décroissance constante de la proportion des placements immobiliers et hypothécaires, par rapport aux valeurs d'Etat ou garanties par l'Etat.

Or, toute cette réglementation étatique ne nous paraît plus exorbitante du droit libéral du début du siècle, car elle cadre avec l'évolution générale du droit positif public actuel. Pourtant, dans le domaine de l'assurance en particulier, elle est révélatrice d'un changement radical dans notre façon de penser et d'agir.

Nous constatons non seulement une extension croissante de l'autorité administrative en matière de contrôle, mais aussi une action sensible sur le fonctionnement de l'entreprise. Certes, il ne s'agit, en principe, que de contrôler, c'est-à-dire de surveiller la valeur technique d'une industrie, mais en pratique, le contrôle s'étend à la gestion et il y a le plus souvent confusion entre les deux fonctions. Or, les opinions des intéressés sont variées, les uns se refusant à croire à la réalité de la gestion de l'Etat, d'autres se félicitant que « les règles relatives à la « gestion des assurances (aient) été codifiées récemment « dans des textes législatifs très remarquables, auxquels « est attaché le nom de M. CHÉNEAUX DE LEYRITZ, qui rappellent par leur ampleur et leur tenue, les grandes codifications de la Révolution et du Consulat » (12). Pourtant, s'il est question de faire de l'Assurance un service public concédé, il faudra bien que l'intervention de l'Etat se manifeste dans tous les domaines, comme cela se pro-

(12) M. Jacques Guerard, relaté par J. Fourastié dans *Le Nouveau Régime juridique et technique de l'assurance en France*, Ouvrage cité, p. 28.

duit en matière de concessions de travaux publics, où l'élément dominant est l'élément réglementaire (13) (14).

Enfin, les nécessités de l'heure présente entraînent constamment l'Etat à intervenir dans le fonctionnement de l'entreprise, soit en matière de tarifs, soit en matière de salaires, bien que cela soit en principe par le canal de la profession organisée.

Certes, l'on doit reconnaître que ces limitations apportées à la liberté d'action des entreprises d'assurances françaises ou étrangères, ont été faites dans l'intérêt de la collectivité, par un Etat de plus en plus sensible au bien général, et qu'elles ont été faites également dans l'intérêt des bons assureurs qui ont tant pâti de la publicité faite par la faillite des mauvais. Des Compagnies contrôlées par l'Etat offrent de sérieuses garanties lorsque l'application des règles du contrôle est faite par une administration aussi compétente que la Direction des Assurances au Ministère des Finances, ayant en vue le bien général de la Nation et de la corporation (15).

Cependant, l'on peut craindre que l'extension du contrôle par des esprits mathématiques et juridiques n'aille parfois quelque peu à l'encontre de l'esprit commercial nécessaire, dans notre industrie, où doit régner « le flair classique de l'assureur », de même qu'un excès de complications puisse découler de l'application logique de

(13) « Cours de droit public », de M. le prof. G. Scelle.

(14) Pratiquement, le contrôle intervient par divers moyens dans l'administration de l'entreprise, et la frontière entre l'administration et la gestion est le plus souvent difficile à déterminer. Voir *Bulletin de législation comparée*, 1^{er} trimestre 1941, p. 172.

(15) V. l'arrêté du 1^{er} avril 1942 sur les nouvelles bases techniques de l'Assurance sur la Vie dans l'*Argus* du 17 mai 1942. Il semble que l'intervention du contrôle se manifestera plus étroitement dans la « situation dynamique » de l'entreprise.

principes excellents en statistique, mais d'une application décevante.

Un danger est à noter ; nous avons vu récemment des risques peu connus répartis entre toutes les Compagnies, sans que le choix ni la volonté des intéressés ne soient intervenus, lorsque la loi du 20 mars 1941 a « autorisé » les Sociétés d'assurances terrestres à participer « nonobstant toutes dispositions statutaires contraires, à la formation d'un groupement ayant pour « objet de couvrir les assurances maritimes, corps ou « facultés ». N'est-ce pas là le chemin préparé à la répartition mathématique des risques d'Etat entre les diverses Sociétés au prorata de leur chiffre d'affaires ? N'est-ce pas là une nette tendance vers un semi-monopole, bien que les principes directeurs de l'Etat National soient, malgré les apparences, anti-étatiques et laissent à la corporation le soin de se réglementer ?

Cependant, il est un point sur lequel l'unanimité est faite, c'est l'utilité du décret du 29 juillet 1939 sur la nouvelle comptabilité des Sociétés d'assurance qui est une véritable « réforme complète et générale du système comptable » (16). Les bilans, les comptes rendus, les états modèles, sont présentés maintenant au Contrôle, aux actionnaires, au public, d'une façon uniforme qui facilite les comparaisons et fait ressortir les résultats statistiques les plus remarquables. L'application de ces nouvelles méthodes, qui n'impliquent pas une mainmise de l'Etat sur l'entreprise, permettra aux Sociétés elles-mêmes, au Comité d'Organisation et à l'Adminis-

(16) J. Fourastié, *Le nouveau Régime des Stés d'Assurances*, Ouvrage cité, p. 21.

tration de tirer de judicieux enseignements, beaucoup de clarté se dégageant de cette véritable comptabilité.

Enfin, la cession et le transfert des portefeuilles semble correspondre à un bien immédiat ; la souplesse de cette réglementation qui peut être employée préventivement, les principes nouveaux dont elle s'inspire, évitent, tant à l'assureur qu'à l'assuré ou au bénéficiaire des contrats, la réalisation précipitée et fâcheuse d'un patrimoine laborieusement constitué dont la valeur tomberait vite si l'entreprise était soumise au droit commun de la faillite.

115. — Il faut maintenant porter sur les statuts des Sociétés d'assurance étrangères en France le même examen critique. L'on constate que deux tendances se heurtent dans l'opinion : l'une critique l'assimilation progressive de l'entreprise étrangère à la Société française, l'autre estime, au contraire, que cette assimilation n'est pas arrivée à son terme et qu'il faut aller plus loin encore.

Pour les uns, il est nécessaire qu'une distinction soit établie entre les Sociétés nationales et les entreprises étrangères, soit qu'un régime de faveur est nécessaire pour assurer le développement des organismes nationaux, soit que seules des mesures particulièrement strictes assurent la véritable solidité technique de l'entreprise étrangère. Pour les autres, il faut tendre à sa complète assimilation, c'est-à-dire pratiquement à sa naturalisation quant à son activité en France.

La réglementation actuelle et surtout les tendances de celle de demain puisent leurs inspirations tour à tour dans les deux systèmes. Par moment, aucune discrimination n'est faite entre les Sociétés, alors que parfois des

mesures spéciales sont prises en faveur des entreprises nationales ; il semble néanmoins que seul l'intérêt général soit le motif qui anime le législateur et non la volonté de défavoriser les entreprises étrangères.

L'assimilation complète est-elle désirable ? Nous ne le croyons pas. Dans un régime assez souple pour laisser à l'entreprise étrangère son individualité, l'on peut noter pour tous de nombreux avantages. Comme il existe dans l'industrie de l'assurance un secteur public et un secteur privé qui permet « une émulation féconde mais seulement dans la mesure où le secteur public n'empiète pas indûment dans le secteur privé, dans la mesure également où, conscients l'un et l'autre de leur tâche propre, ils cherchent à les harmoniser pour bien servir la cause de l'Assurance au lieu de s'ignorer ou de s'opposer, ce qui ne sert ni l'intérêt général, ni l'intérêt du public » (17).

Ainsi, les Sociétés d'assurance françaises et les entreprises étrangères doivent travailler en vue du bien commun, tant de l'industrie de l'assurance que des assurés. Par ce travail, les qualités propres à chaque nation sont conservées, les économies nationales se complètent et les apports des capitaux étrangers peuvent les vivifier. Les Compagnies étrangères, par des contrats plus souples et plus hardis, garantissent des risques moins connus où il s'agit non seulement « de couvrir des risques », mais aussi « de courir des risques » et de lutter contre la force d'inertie, la routine d'entreprises plus ou moins étatisées.

(17) V. la séance inaugurale du Comité d'Organisation, discours de M. Jacques Guérard, le 31 juillet 1941.

Au point de vue financier, il est certain que l'entreprise étrangère, par son activité en France, crée des richesses en francs français. Certes, celles-ci sont en partie bloquées par la réglementation établie par le contrôle des changes, mais l'existence de ces créances étrangères en France contribue néanmoins, indirectement, à faciliter le commerce international. En effet, pour assurer la balance des paiements, les importations en France de *produits* sont rendus possibles, grâce aux clearings de compensation, par l'exportation de ces avoirs étrangers constitués en France par les services de la Compagnie étrangère. Le principe de réciprocité joue, d'autre part, et son existence permet aux succursales des Sociétés françaises à l'étranger d'exercer le même rôle, ce sont autant de portes ouvertes qui permettent de faire passer les richesses et d'éviter l'asphyxie qui nous menace du fait de notre repliement économique et financier.

Enfin, l'émulation qui se produit ainsi entre Compagnies françaises et entreprises étrangères crée des liens qui permettent d'envisager avec plus de confiance, dans un domaine où elle est éminemment possible, cette collaboration internationale qui doit se réaliser pour relever les ruines accumulées par les guerres.

Cependant, si nous admettons que l'existence des entreprises étrangères dans l'économie nationale est en soi une chose excellente, il faut que celles-ci offrent des garanties au moins égales aux sociétés indigènes ; or, la réglementation actuelle satisfait à cette condition et l'on peut dire que dans la mesure où le contrôle de l'Etat s'exerce librement et judicieusement, les entreprises

étrangères ont une solidité technique peut-être supérieure à celle des Sociétés françaises.

Le cautionnement révisable, le dépôt des réserves techniques, assurent au bénéficiaire français la garantie d'un patrimoine réel, sur lequel il peut exercer son privilège spécial et réaliser ainsi le paiement de sa créance.

Cependant, nous arrivons ici à la plus grave critique que nous devons apporter à la réglementation actuelle, quant au régime imposé aux entreprises d'assurance étrangères.

Le dépôt des réserves techniques à la Caisse des Dépôts et Consignations ou à la Banque de France opposent à leur saine gestion des difficultés considérables (17 bis).

En effet, la rapidité d'exécution propre aux opérations financières se heurte à la lenteur administrative. Comment effectuer un arbitrage, procéder à une conversion, réaliser une affaire intéressante, s'il faut obtenir un visa et qu'un délai de trois semaines soit nécessaire pour effectuer le dépôt préalable des capitaux libres de la même importance avant d'opérer le retrait des fonds ?

On peut, certes, trouver un avantage commercial au dépôt des réserves techniques, et c'est un excellent argu-

(17 bis) D'autant que l'article 160 du règlement d'administration publique du 30 décembre 1938 prévoit la possibilité pour les sociétés d'assurance de toute nature de représenter la réserve pour risques en cours jusqu'à concurrence de 30 % de son montant par des espèces en caisse ou en banque, ou par des primes nettes d'impôts, de taxes et de commissions et de trois mois de date au plus.

Or, cette possibilité est retirée aux sociétés étrangères du fait de l'obligation du dépôt des réserves. Elles sont donc obligées de remplacer espèces et primes par des valeurs mobilières ou immobilières.

D'autant également que le dépôt des réserves des Sociétés d'assurance étrangères n'est exigé ni en Suisse, ni en Allemagne, ni dans beaucoup d'autres pays (v. p. 222).

ment à faire valoir par un courtier avisé, mais si cette mesure est bonne, pourquoi ne pas l'étendre aux Sociétés françaises ? D'autant que l'exemple des Lloyds de Londres amène à regretter que des réserves n'aient pas été constituées auparavant pour faire face aux engagements de ces organismes, comme c'est maintenant obligatoire.

Il semble qu'un assouplissement de ce régime soit possible si l'on veut bien distinguer entre la Société étrangère simplement représentée en France par un mandataire jouant le rôle de courtier et l'entreprise qui, ayant satisfait à toutes les obligations de la réglementation en vigueur, possède une organisation semblable à celle des Sociétés françaises et qui, depuis des années, a établi en France une véritable filiale. Celle-ci devrait être soumise au même régime que la Société française. Elle a en France un siège social, un mandataire français, le plus souvent des administrateurs et des capitaux français (18), et seule la rattachent à l'économie étrangère son appartenance juridique et des liens techniques qui ont pour objet d'augmenter sa solvabilité, car il est difficile à une puissante société étrangère de laisser aller à la faillite sa filiale à l'étranger, sans qu'elle tente de la secourir.

La réglementation en vigueur, surtout depuis 1941, tend à confirmer ce point de vue et l'on peut dire que la Société étrangère qui manifestait son activité en France par l'intermédiaire d'un représentant jouant plus ou

(18) « Cette obligation d'un établissement autonome en France doit faire « considérer la Société étrangère comme domiciliée en France, comme francisée « au regard de l'application des lois, tant civiles que fiscales » : *Le régime et le contrôle des Sociétés d'Assur. et de Capitalis.*, Les Réformes de 1938, par P. Sumien. Dalloz, 1939, n. 150.

moins le rôle d'un courtier, devra se plier à la nouvelle réglementation.

Enfin, au point de vue technique, une dernière remarque s'impose à propos de la cession ou du transfert du portefeuille d'une entreprise étrangère.

On se souvient du cas récent des Lloyds de Londres où les assureurs anglais ayant décrété que leurs contrats étaient résiliés à la date du 24 juin 1940, le Gouvernement, devant leur carence, dut transférer d'office l'actif de ces entreprises à des Sociétés de son choix et à des conditions fixées par lui. Mais en supposant que les autorités administratives veuillent opérer un transfert de portefeuille d'entreprise étrangère en dehors de ces circonstances spéciales, pour des raisons économiques, ou pour éviter la cessation des opérations, on peut se demander comment va se comporter le Contrôle.

Si la cession amiable n'a pas pu jouer (19), si l'article 11 du décret du 14 juin 1938, qui prévoit que l'entreprise étrangère peut, avec l'approbation du Ministre, transférer tout ou partie de son portefeuille de contrats à une ou plusieurs sociétés agréées, n'a pu être appliqué, la « solidarité corporative » jouera-t-elle alors en faveur de l'entreprise étrangère comme elle a fait récemment avec de puissantes Compagnies nationales ? Certes, il faudra sauvegarder les intérêts des assurés français, mais la corporation, plutôt que le portefeuille de la Société étrangère ne soit cédé par l'autorité de Contrôle à une Société de la même nationalité, n'aura-t-elle pas tendance à profiter de la circonstance pour éliminer de

(19) Voir dans l'*Argus* du 2 août 1942 un récent exemple du transfert amiable de portefeuilles d'assurances entre Sociétés françaises et étrangères (A. M. du 8 juillet 1942, J. O. du 22 juillet 1942).

la concurrence cette entreprise défaillante ? A moins que le portefeuille de la Société étrangère ne soit pris en charge automatiquement à la suite d'un retrait d'agrément, comme le demande un projet de loi élaboré par le Comité d'organisation, en accord avec le Commissaire du Gouvernement (20).

Aussi, l'on peut craindre, d'une part, que cette solidarité corporative ne joue qu'au profit d'une Société d'assurance française dont la faillite porterait un grave préjudice aux autres, car toutes, tant françaises qu'étrangères, seraient pratiquement obligées de parer à la faillite d'une Compagnie nationale. D'autre part, l'on peut craindre que cet aménagement de l'industrie de l'assurance par le transfert du portefeuille ne soit rendu de plus en plus nécessaire à mesure que le déséquilibre financier des Sociétés tend à s'accroître. L'on a pu dire que leurs dépenses sont actuellement sous le régime de l'économie dirigée, puisque impôts, salaires, tarifs, dépendent en grande partie de l'initiative de l'Etat, tandis que leurs recettes sont encore sous le régime libéral, où l'assuré a la possibilité de discuter les augmentations demandées et où les rajustements successifs n'arrivent pas à suivre l'ascension du prix de revient du risque (21).

Ce déséquilibre financier est encore accru pour les petites Compagnies et pour les Sociétés étrangères qui ne trouvent pas de puissants organismes d'Etat ou dépendant de l'Etat comme clients plus ou moins imposés. Dans ces conditions, on voit poindre le jour où, par

(20) Voir J. Fourastié, *Le nouveau Régime juridique et technique de l'Assurance en France*, p. 210.

(21) V. Conférence de M. Marcel Bommarit, Prés. du Groupe des Assur. de la Commission Générale d'Organis. Scientifique, *Argus* du 19-[-]41.

le jeu naturel des choses, se fera l'assimilation de la Société étrangère au sein de la Corporation nationale, voire leur disparition en tant que Sociétés étrangères.

Si l'on essaie maintenant de se représenter ce que peut être le statut des Sociétés d'assurance étrangères dans l'organisation de demain, il est nécessaire de considérer le problème sous deux faces, selon que l'on examine les liens qui unissent l'Entreprise étrangère à l'Etat ou à la Corporation.

Examinons les rapports avec l'Etat. Dans un discours d'un ancien chef de l'Economie Nationale, l'assurance est qualifiée de « véritable service public ». D'autre part, M. J. FOURASTIÉ écrit que : « L'œuvre accomplie reconnaît véritablement à l'assurance française la qualité de service public dont la Direction des assurances doit surveiller la bonne marche et coordonner les éléments » (22). De plus, il rattache l'assurance à la notion de « Service public concédé, orienté et sévèrement contrôlé par l'Etat », dont l'échec justifierait un monopole avec régie d'Etat (23).

Il semble que dans cette organisation rigide, semi-administrative, le statut de l'entreprise étrangère soit obligé de se plier étroitement jusqu'à se confondre avec celui de la Société française. Tant que l'action administrative s'est portée uniquement sur des mesures en faveur des assurés en vue de contrôler la constitution d'une armature technique des Compagnies étrangères, il semble qu'il fût possible d'admettre leur existence ;

(22) J. Fourastié, *Le nouveau Régime jurid. et techn. de l'assurance en France*, Ouvrage cité, p. 27.

(23) J. Fourastié, Cours 1941-1942 au Conservatoire des Arts et Métiers.

qu'en advient-il lorsque l'action de l'Etat dirige, oriente, coordonne, bref s'introduit dans la gestion en voulant faire de l'industrie des assurances une concession de service public, c'est-à-dire administrée par une Société privée où l'élément dominant est réglementaire et non contractuel (24). Il semble que l'assimilation soit alors arrivée à son terme.

116. — Si l'on examine l'autre face du problème, c'est-à-dire les rapports entre les entreprises étrangères et les organes représentatifs de la Corporation, la tendance qui porte à l'assimilation des régimes devient alors une réalité, car, sur le plan professionnel corporatif, on peut dire non seulement que l'entreprise étrangère est assimilée à la Société française, mais qu'elle est sous la dépendance des organes directeurs de la profession.

Nous nous attaquons au délicat problème de l'organisation corporative et du rôle que peut y jouer l'entreprise étrangère. Sur ce terrain difficile, il nous est impossible de donner une solution ; tout au plus pouvons-nous en esquisser les données, car il faut réserver à l'Etat sa pleine souveraineté, laisser à la Corporation le soin de s'organiser, en pleine indépendance, et permettre à l'entreprise étrangère une juste activité dans le cadre de la réglementation nationale.

Le Comité d'Organisation, créé en 1940, assure l'orientation économique et sociale de la profession et donne à l'Assurance un Chef qui peut rapidement, après s'être entouré d'avis, organiser la profession, réaliser des réformes dans le sens constructif inspiré des principes de l'Etat actuel, et également faire des réformes dans

(24) V. G. Scelle, Cours de Doctorat, p. 257.

tous les domaines, sauf opposition du Commissaire du Gouvernement, c'est-à-dire de la Direction des Assurances privées. Ce n'est pas un monopole de l'Etat, car, comme le dit M. Jacques GUERARD, « on n'organise pas ce que l'on est décidé à absorber », mais c'est un organe de collaboration et de commandement qui, après avoir pesé les avis et délibéré, prend les décisions nécessaires qui s'imposeront à tous.

Or, le Comité d'Organisation estime que la question de nationalité ne se pose pas, en principe, et que, du fait que ces Sociétés viennent pratiquer des opérations d'assurance en France, elles sont considérées comme françaises au point de vue corporatif.

Certes, il existe un Syndicat des Assureurs étrangers créé en vue de défendre les intérêts propres aux entreprises étrangères, mais au Comité d'Organisation, aucune discrimination n'est établie entre elles et les Sociétés françaises, tant lorsqu'il s'agit de prendre avis que d'appliquer la décision du Président.

La situation était d'ailleurs beaucoup plus dure dans l'ancien article 33 du décret du 14 juin 1938, supprimé par la loi du 16 août 1941, qui rendait obligatoire, par arrêté ministériel, les accords pris à la double majorité des deux-tiers des Sociétés françaises, représentant les trois-quarts des primes ; cet article s'appliquait aux Sociétés étrangères qui n'avaient pas été admises à la délibération.

Actuellement, le Comité de Tarification (section du Groupe technique Incendie de la Fédération Française des Sociétés d'Assurance) est dirigé par un Bureau directeur, à la tête duquel est le Président du Groupe

Technique, qui prend des décisions applicables aux Sociétés françaises ou étrangères ; or, dans ce Comité, les entreprises étrangères n'ont éventuellement que voix consultative, car ce Bureau directeur est assisté d'une commission mixte composée de six à douze membres désignés par le Comité d'Organisation, parmi les Directeurs d'organismes d'assurance français ou étrangers (25). Du fait de leur petit nombre par rapport à l'ensemble des Compagnies françaises, l'influence des Sociétés étrangères paraît très minime dans l'activité du Comité d'Organisation, d'autant que le pouvoir de décision du Président ne fait pas ressortir le poids des avis qu'il a demandés. Il semble bien que du fait qu'elles portent leur activité sur le territoire français, ces sociétés se soumettent entièrement au pouvoir réglementaire de la profession. Il y a application du principe de territorialité dans ce sens que la réglementation s'applique aux organismes étrangers du fait de leurs opérations sur le territoire national.

Ainsi, il a été institué un groupement des entreprises d'assurance contre les accidents par la loi du 27 mai 1941 (*J. O.* du 27 mai) ; or, dans ce groupement, il n'est établi aucune discrimination entre les entreprises étrangères et les Sociétés françaises. Le même régime leur est appliqué, dès lors que la Société étrangère a été agréée, constituant en quelque sorte une Société française. Son origine seule est étrangère, mais toute son activité est régie par les lois nationales.

Nous verrons, dans la conclusion générale, ce que l'on peut penser de l'importance de l'entreprise étran-

(25) Voir *Argus* du 5 octobre 1941.

gère en France et des Sociétés étrangères dans chaque pays.

Bornons-nous à noter cette emprise de la réglementation positive nationale sur l'activité économique, professionnelle de l'entreprise étrangère.

En élargissant le cadre de cet ouvrage, en jetant un regard sur ce qui se passe à l'étranger, quant à la place occupée, par les entreprises étrangères dans les législations nationales, peut-être pourrions-nous trouver des solutions d'ordre international à ces problèmes épineux qui opposent le pouvoir totalitaire des Etats à la collaboration européenne et mondiale.

TROISIEME PARTIE

LE STATUT DES SOCIETES D'ASSURANCE ETRANGERES EN DROIT COMPARE

INTRODUCTION

117. — L'étude sommaire que nous allons entreprendre sur la réglementation applicable aux Sociétés d'assurance étrangères dans quelques pays va nous aider, en traitant le sujet dans le cadre international, à comprendre l'influence des législations étrangères et particulièrement de celle de la Suisse, sur l'évolution du droit positif français.

Peut-être pourrons-nous ainsi apporter quelques lumières sur l'avenir réservé aux entreprises d'assurance étrangères en France et tenter de résoudre l'opposition existant entre la nécessité de les assimiler pour en faire une sorte de service public et l'obligation de leur laisser assez de souplesse pour leur permettre de jouer un rôle dans la collaboration internationale nécessaire entre les diverses Economies.

Après avoir donné un très bref aperçu de la réglementation appliquée aux Sociétés d'assurance en droit comparé (1), étude nécessaire pour donner un cadre à

(1) V. dans le *Bulletin de Législation comparée*, édité par le Ministère de l'Economie nationale et des Finances, n. 1, 1941 : « Le Contrôle des Assurances privées à l'Etranger », p. 172.

notre thèse, nous examinerons dans un Chapitre premier la législation inspirée par les remarquables initiatives du Bureau Fédéral des Assurances en Suisse relatives aux obligations concernant les Sociétés d'assurance.

Le Chapitre II sera consacré à l'Allemagne, et le Chapitre III aux autres pays ; plusieurs paragraphes traiteront de l'Espagne, de l'Italie, de la Belgique, de la Hollande, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, suivant l'importance des documents que nous avons pu réunir.

Dans notre conclusion, nous verrons le régime idéal qu'il conviendrait d'appliquer aux Sociétés d'assurance étrangères dans un pays donné et nous tenterons de poser équitablement le problème de la place occupée par ces entreprises dans l'économie de l'Etat national.

Aperçu général de la réglementation établie par l'Etat sur les Sociétés d'assurance

118. — La nécessité du contrôle de l'Etat dans le domaine de l'assurance a été retenu à des degrés divers. Il porte, soit, en droit privé, sur le contrat d'assurance, soit, en droit public, sur l'entreprise d'assurance. C'est uniquement sous cette dernière forme que nous avons à l'examiner.

Que ce contrôle se fasse par des agents spéciaux, comme le « Commissioner of Insurance » ou le « superintendant » des Etats-Unis, par des administrations spécialisées ou par des organismes à pouvoirs et compétences très étendus, comme en Suisse et en Allemagne, il édicte des règles précises quant à l'exercice des opéra-

tions d'assurance et quant à l'intervention de l'Etat dans l'administration des entreprises (2).

Si le pays est encore plus ou moins soumis à un régime libéral, l'autorisation préalable à l'exercice des opérations n'est pas exigée, mais il est nécessaire néanmoins de fournir des garanties financières par le dépôt de cautionnements ou la justification d'un capital social minimum.

Les autres pays délivrent l'autorisation préalable à des conditions soit libérales, soit discrétionnaires.

La Suisse, par exemple, exige la réalisation des diverses obligations légales ; ainsi le retrait d'agrément doit-il être motivé et est susceptible de recours, tandis qu'en Allemagne, l'autorité de contrôle a un pouvoir discrétionnaire, dont nous nous sommes inspirés en 1917 (3) et le refus d'agrément n'est susceptible d'aucun recours.

Dans les divers pays mentionnés ci-dessus, nous voyons que sont exigées des Sociétés d'assurance, préalablement à l'autorisation d'exercer, des conditions financières : nécessité d'un capital minimum de fondation, cautionnements, dépôts des réserves, etc... ; des conditions techniques : production des statuts, polices, barèmes, bases des calculs des tarifs ; enfin des conditions économiques qui nécessitent l'étude de la viabilité des entreprises, des qualités du personnel dirigeant au point de vue capacité et moralité, et même l'observation d'un *numerus clausus* dans le marché de l'assurance (Allemagne).

(2) V. *Bulletin de Législation comparée*, p. 172.

(3) Voir p. 34.

119. — L'exercice du contrôle sur le fonctionnement des Sociétés a pour base l'application du principe de la séparation des branches et de la constitution de réserves techniques par branche, en rapport avec les engagements souscrits.

Aussi, des mesures sévères règlent-elles le placement des avoirs des Sociétés, leur évaluation, sauf cependant en Grande-Bretagne.

Les placements autorisés sont les valeurs à revenus fixes de l'Etat, des collectivités publiques, des concessions, des grandes sociétés, les hypothèques de premier rang, au détriment des immeubles qui perdent de plus en plus de leur importance, en raison des difficultés de réalisation (4).

L'évaluation des actifs suit les mêmes règles qu'en France quant aux valeurs mobilières à revenus fixes, amortissables et cotées en Bourse, et quant aux valeurs non cotées, les placements hypothécaires et les immeubles. Mais des règles particulières sont prises, surtout en Allemagne et en Suisse, en matière d'assurance Vie, pour rendre indisponibles les valeurs constituant la couverture des engagements souscrits, sauf pour les prélèvements autorisés en vue de l'exécution des contrats.

Les autorités de contrôle exercent leur vérification sur l'établissement et la présentation des comptes particuliers à chaque branche exploitée. En Grande-Bretagne, par exemple, si l'examen détaillé de la situation n'est fait par un actuaire que tous les cinq ans, la présentation annuelle au Board of Trade est obligatoire, suivant des cédules dont modèle est donné, et il y a

(4) V. le Rapport du Bureau Fédéral Suisse des Assurances, édité en 1941.

participation des assurés au Contrôle au moyen de mesures de publicité obligatoire des opérations de la Société.

Parfois, il y a un examen annuel par l'organisme de contrôle, une sorte d'instruction est faite obligatoirement, suivie d'un jugement sur les comptes (Allemagne). Un vérificateur étranger à l'entreprise, mais désigné par elle, et agréé par l'Office de Contrôle, souscrit une déclaration de conformité des comptes avec les Livres.

120. — La sauvegarde des intérêts des assurés nécessite l'intervention de l'Etat, au cas où la solidité financière de l'entreprise donne des inquiétudes. La faillite de droit commun offrant les mêmes inconvénients qu'en France, on a dû envisager des règles spéciales quant au transfert du portefeuille et la liquidation des réserves.

L'administration exerce un contrôle important sur les opérations de transfert à une Société offrant des garanties. En Suisse, après des mesures de publicité, l'assuré a un délai de trois mois pour faire opposition à la cession, avant que le Bureau Fédéral des Assurances ne procède à l'examen de la situation de l'entreprise. En Allemagne, il y a intervention obligatoire de l'Office de surveillance, qui procède à un examen rigoureux et peut exiger le réemploi du personnel de la Société défaillante dans une autre entreprise. En Grande-Bretagne, si la liberté des assurés est sauvegardée puisqu'ils peuvent faire opposition dès que, réunis, ils groupent 10 % au moins des contrats en cours d'exécution, le transfert est néanmoins soumis au Contrôle et à l'exa-

men de la Cour suprême. Cet examen est fait aux Etats-Unis par le « Commissionner of Insurance ». Enfin, de même qu'en France, le Contrôle, même après l'arrivée du terme mettant fin à l'activité de l'établissement, continue à suivre l'exécution des contrats encore en vigueur.

121. — La liquidation de l'entreprise peut se faire à la demande des assurés, ainsi en Angleterre, à celle de dix assurés groupant 10.000 Livres, ou par l'intervention directe de l'Etat. Cette intervention est progressive ; il y a d'abord réunion d'une Assemblée générale pour prévoir les mesures d'assainissement (Allemagne, Suisse), puis interdiction temporaire de faire certaines opérations, enfin octroi d'un délai pour la réorganisation de l'entreprise.

Mais si ces mesures sont insuffisantes, l'autorité administrative prend cette réorganisation à sa charge et nomme des administrateurs spéciaux (Suisse, Allemagne, Etats-Unis) qui peuvent procéder à une réduction des engagements vis-à-vis des assurés.

Le Contrôle surveille alors la réalisation des actifs, consécutifs à la déclaration de la liquidation et, en cas de faillite, les créances des assurés sont couvertes par le capital social, les cautionnements et les fonds de réserves.

En Assurance Vie, un privilège spécial est attaché aux « fonds de sûreté » (Suisse), ou des garanties particulières sont prises par des dispositions relatives aux « fonds de couverture » (Allemagne). Un curateur à la faillite surveille, en plus, toutes les opérations relatives à la réalisation de ces fonds et à leur répartition entre

tous, au prorata des sommes inscrites au titre de chaque assuré.

122. — Pour conclure ce rapide examen de la réglementation du contrôle des Sociétés d'assurance, dans divers pays étrangers, on peut dire que deux tendances se distinguent : l'une ne soumet pas à l'autorisation préalable l'exercice des opérations d'assurance, mais exige des garanties financières importantes ; l'autre rend une autorisation préalable nécessaire, en plus des garanties financières, mais toutes deux tendent de plus en plus à prendre des mesures semblables, en vue d'arriver au même but : la protection de l'assuré.

En procédant à l'étude du régime particulier appliqué aux Sociétés étrangères venant exercer des opérations d'assurance dans l'Etat indigène, nous verrons également que la réglementation tend à devenir uniforme, quel que soit le régime politique qui domine dans le pays. De même que nous avons vu en France une presque complète assimilation des régimes des Sociétés françaises et étrangères, nous verrons la réglementation des autres pays aller à l'uniformité du régime applicable aux Sociétés étrangères. Cela semble bien provenir, d'une part, de l'application du principe de réciprocité qui a obligé les Etats à prendre des mesures semblables, d'autre part, des conditions techniques du problème, qui ne doit permettre l'établissement que de Sociétés étrangères offrant les mêmes garanties que les Sociétés indigènes.

CHAPITRE PREMIER

DU REGIME DES SOCIETES D'ASSURANCE ETRANGERES EN SUISSE

123. — Dès 1885, la législation suisse pose le principe de la surveillance des entreprises privées d'assurance exerçant leur activité dans le pays. Le contrôle est exercé par le Conseil Fédéral (1). L'activité de l'industrie des assurances en Suisse et la qualité de la réglementation en vigueur ont porté cette branche de l'économie à une telle perfection juridique et technique que les principales dispositions des lois suisses ont été suivies par les législateurs des autres pays.

Notre codification de 1938 en a repris les principales obligations, perfectionnées, aménagées, de telle sorte que l'on peut dire que notre réglementation est maintenant une des meilleures qui soient.

En 1919, la loi suisse exigeait la constitution de cautionnements techniques pour augmenter la garantie matérielle des assurés. En 1930, les assurances Vie furent dotées d'un fond de sûreté et, en 1931, la législation sur le contrôle en vigueur fut codifié (2).

(1) Les autorités de surveillance se composent du Conseil Fédéral, du département Fédéral de Justice et de Police dont dépend le Bureau Fédéral des Assurances, organe administratif du Conseil Fédéral, qui exerce effectivement le contrôle, jouit d'une grande autonomie et publie tous les ans sur son activité des rapports remarquables.

(2) Les textes sont : la loi du 25 juin 1885 sur la surveillance des entreprises privées d'assurance ; — ordonnance d'exécution des 12 et 29 octobre 1886 ; — loi du 4 février 1919, Régime des cautionnements, ordonnance d'exé-

124. — La Société étrangère qui désire exercer son industrie en Suisse doit adresser une demande au Bureau Fédéral qui a pouvoir pour refuser ou délivrer une concession, d'ailleurs toujours révocable, après examen de la situation financière et technique de l'entreprise (3).

Cette demande doit être accompagnée des documents habituels demandés aux Sociétés nationales (statuts, prospectus, tarifs, compte rendu annuel des opérations), mais les Sociétés étrangères doivent, en outre, fournir la preuve qu'elles peuvent, à leur siège social, « acquérir des droits et contracter des obligations en leur propre nom » et « désigner un domicile principal en Suisse et un mandataire général », et produire une copie de la procuration générale donnée à ce dernier (4).

Nous avons dit que, malgré son caractère quasi-discrétionnaire, un recours est possible contre le retrait d'autorisation d'opérer en Suisse (5), mais non contre le refus de l'autorisation d'exploiter une entreprise d'assurance.

En effet, la loi fédérale sur la juridiction administrative et disciplinaire du 11 juin 1928 (6) indique les

cution du 16 août 1921 ; — loi du 25 juin 1930 sur la garantie des obligations assumées par les Sociétés suisses d'assurance sur la Vie ; — ordonnance du 11 septembre 1931 sur la surveillance des entreprises d'assurances privées, texte fondamental de l'exécution des lois précitées. Ces textes sont relativement peu nombreux, mais il faut remarquer que le libre pouvoir d'appréciation du Bureau Fédéral, permet, en l'absence de textes précis, de faire face à toutes les situations, sans avoir à s'appuyer sur un texte réglementaire.

(3) Loi du 25 juin 1885, article 2.

(4) Loi du 25 juin 1885, article 2.

(5) V. 3^e partie, Introduction, p. 181.

(6) Loi du 11 juin 1928, art. 4, annexe, § 3.

cas où un recours de droit administratif au Tribunal Fédéral est ouvert, notamment « contre les décisions « concernant l'obligation d'entreprises de se mettre au « bénéfice d'une autorisation » et « contre le retrait de « l'autorisation d'exploiter une entreprise privée en « matière d'assurance ».

Le caractère libéral du régime politique suisse se manifeste également dans tous les autres cas de recours ; ainsi, une Société étrangère peut demander le contrôle du Tribunal Fédéral contre les décisions relatives à l'affectation du cautionnement, la demande de révocation du mandataire général et le refus d'approuver sa procuration.

En outre, comme nous l'avons dit, les Sociétés d'assurance étrangères doivent établir la preuve qu'elles ont en Suisse telle capacité pour acquérir des droits ou contracter des obligations et doivent désigner leur domicile principal en Suisse et le mandataire général de leur établissement (7) (8).

Ce mandataire est le représentant de la Société auprès du Conseil Fédéral qui approuve sa nomination, mais non seulement il doit être domicilié en Suisse, mais encore la loi exige qu'il soit de nationalité suisse (9). Ses pouvoirs sont très étendus (10) ; il représente la Société vis-à-vis du Conseil Fédéral et des tiers,

(7) Loi du 25 juin 1885, art. 2, 3^e, *a* et *b*.

(8) Textes sur le mandataire général : loi du 4 février 1919, art. 12 ; ordonnance du 16 août 1921, art. 15 et 16 ; ordonnance du 11 sept. 1931, art. 47, 48, 49, 50.

(9) Loi du 16 août 1921, art. 15.

(10) Ordonnance du 16 août 1921, art. 16 ; ordonnance du 11 sept. 1931, art. 48.

dans toutes les affaires qui concernent l'exécution des lois sur la surveillance des entreprises d'assurance, et il est réputé pouvoir accomplir tous les actes juridiques rentrant dans ce mandat, c'est-à-dire, par exemple, acquérir et aliéner des biens destinés aux cautionnements.

Il représente également la Société devant les Tribunaux et les autorités de poursuites et de faillites, et peut recevoir valablement des notifications et communications faites à l'adresse de la Société. Il conserve les pièces et documents de la Société, ainsi que les livres et registres et délivre aux autorités préposées à la tenue des registres publics des déclarations liant la Société quant à l'acquisition et à l'aliénation des biens constituant le cautionnement.

Cependant, il n'a pas pouvoir pour modifier les plans d'opérations de la Société, renoncer à l'autorisation d'opérer et faire le transfert volontaire du portefeuille suisse, mesures qui dépassent les pouvoirs d'un mandataire.

La Société doit lui délivrer une procuration mentionnant ses obligations et ses attributions (11), qui est soumise à l'approbation du département de justice et de police ; un exemplaire légalisé doit être remis au Bureau des Assurances.

Le domicile principal de la Société et « le for de la poursuite pour toute réclamation » sont au domicile du mandataire général (12).

(11) Ordonnance du 11 sept. 1931, art. 49 ; ordonnance du 16 août 1921, art. 17.

(12) Loi du 4 février 1919, art. 13, et ordonnance du 16 août 1921, art. 18.

Enfin, celui-ci a la garde des pièces justificatives qui doivent renseigner en tout temps sur les modalités des assurances, les primes payées, arriérées et dues, mais non échues, les prêts ou avances consentis sur les contrats d'assurance, les sinistres réglés et à régler, les rachats, et sur les décomptes périodiques avec la Société, les fonds disponibles déposés en Banque et provenant des affaires suisses (13).

125. — Une des principales garanties exigées des Compagnies d'Assurance est la constitution des cautionnements auprès du Conseil Fédéral (14). La loi du 25 juin 1885 n'avait prévu qu'un cautionnement d'importance variable selon le type et le nombre d'assurances exploitées par chaque entreprise. L'ordonnance du 11 septembre 1931 rend le cautionnement technique obligatoire pour toute Société au titre de chaque branche d'assurance exploitée par elle en Suisse. Des règles précises fixent le montant, la constitution, le choix des titres et l'estimation de ce cautionnement. Le dépôt des valeurs constitutives doit être fait obligatoirement à la Banque Nationale Suisse et ce cautionnement est restitué lorsque la Société a satisfait à tous ses engagements.

Mais des dispositions spéciales sont prises à l'encontre des Sociétés étrangères d'assurance ; le cautionnement doit alors s'étendre à tous les contrats d'assurance exécutoires en Suisse (Réassurances cédées compri-

(13) Ordonnance du 16-8-1921, art. 20.

(14) V. loi du 4-2-1919, art. 2, 3, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 ; ordonnance du 16 août 1921, art. 2 et 3 ; ordonnance du 11 sept. 1931, art. 40, 41, 42, 43, 44.

(15) V. ordonnance du 16 août 1921, art. 2, § 1.

ses) (15) et les conditions de constitution de cautionnement sont plus strictes que pour les Sociétés indigènes. (Voir tableau indiquant le montant du débit des cautionnements à fin 1939 et la valeur des sûretés fournies à fin 1940.)

ETAT DES CAUTIONNEMENTS A FIN 1940
(Extrait du rapport du Bureau Fédéral, 1941, page 67*)

ETAT DES CAUTIONNEMENTS	Débit des cautionnements à fin 1939	Valeur au cours des dépôt à fin 1940
	Francs	Francs
1. Sociétés suisses d'Assurance sur la Vie	1.400.000	1.968.698
2. Sociétés étrangères d'Assurance sur la Vie autorisées à opérer.....	16.128.058	17.470.978
qui n'ont plus l'autorisation d'opérer	1.558.045	1.666.843
3. Sociétés suisses d'Assurance contre les accidents et les dommages..	3.270.000	3.881.497
4. Sociétés étrangères d'Assurance contre les accidents et les dommages	3.269.000	4.171.245
TOTAL.....	25.625.103	29.159.261

Le montant varie suivant la branche envisagée. En assurance sur la Vie, il comprend pour les Sociétés étrangères la réserve mathématique afférente au portefeuille suisse, plus une garantie supplémentaire fixée par le Bureau Fédéral. En matière d'assurance contre les accidents et les risques de responsabilité civile, le cautionnement est égal au moins à la moitié des primes encaissées en Suisse au cours du dernier exercice comptable et comprend, en outre, une réserve mathématique

afférente au portefeuille suisse de certains contrats (16).

Lorsqu'il s'agit d'assurance contre les risques de transport, il est égal au moins à 1/4 du montant des primes encaissées en Suisse au cours du dernier exercice comptable et, pour les autres branches d'assurance, à la moitié du montant des primes.

Il est à noter qu'avant le dépôt de ces cautionnements, les Sociétés autorisées doivent, pour commencer l'exploitation de leur industrie ou l'extension de leurs opérations à de nouvelles branches d'assurance, déposer à titre de cautionnement initial une certaine somme qui se monte à 100.000 francs suisses pour chacune des branches Accidents, Responsabilité civile, Incendie, Transport, Crédit et Maladie, et 20.000 francs pour les autres branches. Ce cautionnement est imputé sur le cautionnement général et doit être constitué exclusivement en valeurs suisses (17).

L'utilité de ces cautionnements a été reconnue récemment, car bien des dangers ont été évités grâce aux sûretés déposées dans les différents pays pour garantir les engagements assurés.

126. — La réglementation est particulièrement sévère pour les Sociétés ayant pour base la durée de la vie humaine (18).

Ces entreprises sont soumises à un dispositif plus strict par constitution d'un fonds spécial dénommé

(16) V. ordonnance du 16 août 1921, art. 2, § 2.

(17) Ordonnance du 11 sept. 1931, art. 42.

(18) Loi du 25 juin 1930, ordonnance du 11 sept. 1931 et 4 février 1919, art. 3.

« fonds de sûreté » destiné à garantir les obligations de la Société envers les assurés. Des dispositions minutieuses en réglementent le montant, l'inscription des valeurs représentatives sur un registre des sûretés (avec annotation sur le registre foncier s'il s'agit d'immeubles), la vérification annuelle et le remplacement des valeurs échues (19).

Un point doit retenir notre attention et est à rapprocher des obligations du décret du 20 août 1941, applicable aux Sociétés d'assurance étrangères en France. Le montant du fonds de sûreté comprend non seulement les réserves mathématiques et les provisions pour prestations d'assurance en suspens, les parts des bénéfices individualisés et crédités aux preneurs d'assurance, mais aussi *un montant constituant une garantie supplémentaire* (20). Les Sociétés d'Assurance doivent donc verser en plus une garantie supplémentaire et une disposition semblable a été appliquée dans notre réglementation par l'article 1^{er} du décret du 20 août 1941 (21), qui majore les réserves déposées par les Sociétés étrangères d'un certain pourcentage fixé également par décret.

(19) L'article 40 de l'ordonnance du 11 septembre 1931 précise que pour les Sociétés étrangères sur la Vie, « le débit du cautionnement est égal à la somme indiquée à l'article 3 », c'est-à-dire au montant du fonds de sûreté » alors qu'il est fixé par le Contrôle pour les Sociétés Suisses.

(20) Mais, dans la législation suisse, la majoration complémentaire ne s'applique pas à toutes les réserves des Sociétés d'assurance étrangères, puisque celles-ci ne sont pas déposées à la Banque Fédérale Suisse, alors qu'en France, elles doivent être déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Cette garantie supplémentaire s'ajoute au fonds de sûreté de toutes les Sociétés Suisses d'Assurance Vie (l. 25-6-30, art. 3 et ord. 11-9-1931, art. 3, § 4), et, en plus, au cautionnement des Sociétés étrangères d'Assurance sur la Vie (l. 4-2-19, art. 3 et ord. 16-8-21 art. 2).

(21) Voir 2^e partie, p. 142.

127. — En cas de difficultés d'une Société d'assurance sur la Vie, le Bureau Fédéral intervient obligatoirement et peut autoriser la faillite. Lorsque la Société étrangère pratiquant les autres branches d'assurances est en difficultés, l'Etat intervient dans la liquidation. Un délai peut lui être donné pour effectuer un rétablissement de la situation, mais, s'il ne suffit pas, on peut opérer un transfert total ou partiel du portefeuille et du cautionnement correspondant (22). Le Conseil Fédéral peut, d'autre part, interdire temporairement certaines opérations et, en cas de faillite, l'Office des Faillites réalise les valeurs déposées en cautionnement pour la répartition par priorité, entre les assurés, de la branche pour laquelle le cautionnement a été constitué. Enfin, l'article 18 de la loi du 4 février 1919 prévoit le transfert volontaire du portefeuille suisse à une autre Société avec l'autorisation du Conseil Fédéral. Toutes ces dispositions ont été reproduites dans notre réglementation.

128. — Il est intéressant de donner un exemple de l'application pratique du principe de la réciprocité des traitements (23). Les dispositions spéciales aux Sociétés étrangères prévues dans l'ordonnance suisse du 11 septembre 1931 (art. 41 et 42) correspondent en droit français à celles édictées par l'arrêté du 10 décembre 1937 (art. 1^{er}) relatif aux garanties exigées des Sociétés suisses désirant pratiquer en France ou en Algérie des opérations d'assurance directe ; cet arrêté leur prescrit de

(22) L'article 6 précise que le cautionnement est affecté aux créances suisses et qu'il ne peut être compris dans une faillite ouverte à l'étranger. V. loi du 4 février 1919, art. 7, 8, 9, 10, 11 et 18.

(23) V. p. 94.

« déposer la première année et préalablement à ces
« opérations un cautionnement initial représentant en
« monnaie française l'équivalent de 100.000 francs suis-
« ses pour chacune des branches Accidents, Responsa-
« bilité civile, Incendie, Transport, Crédit, Maladie (à
« l'exclusion des risques Accidents du Travail et des
« Risques Automobiles) et 20.000 francs suisses pour
« chacune des autres branches. Pour les années ulté-
« rieures, le cautionnement est fixé dans les conditions
« ci-après, sans toutefois pouvoir être inférieur au mini-
« mum prévu : 1° Assurance contre les risques de trans-
« port : au moins le quart du montant des primes émises
« en France ou en Algérie au cours du dernier exercice
« comptable. 2° Autres branches d'assurance : au moins
« la moitié des primes encaissées dans les mêmes
« conditions. »

129. — Il faut souligner la remarquable activité du Bureau Fédéral des Assurances, qui a inspiré toute la réglementation en vigueur par ses travaux techniques. Le point de départ de cette législation était pourtant donné par une loi sommaire et peu explicite, celle du 25 juin 1885. En avance sur les autres pays, la Suisse a sans cesse amélioré la réglementation des Sociétés d'assurance comme les méthodes techniques de cette industrie et les résultats de cette activité ont été recueillis dans les rapports annuels publiés par le Bureau Fédéral (24) dont l'Administration française s'est inspirée pour publier un compte-rendu annuel général, rendu

(24) Loi fédérale du 25 juin 1885, art. 12.

maintenant possible grâce à la réforme de notre comptabilité (25).

En parcourant le dernier rapport paru en 1941 et relatif aux opérations de l'année 1939, on peut relever quelques indications se rapportant à notre thèse.

Il faut tout d'abord faire ressortir la constante diminution du nombre et surtout de l'importance des Sociétés d'assurance étrangères en Suisse. Alors qu'en 1886, 52 Sociétés étrangères représentaient 42,6 % des encaissements, en 1935, 27 Sociétés ne comptaient plus que pour 2,3 % et, en 1939, 1,5 % du montant total des encaissements (26).

Il ne faudrait pas imputer uniquement cette diminution considérable à l'influence croissante et à la perfection du Contrôle des Sociétés d'assurance, bien que ces facteurs ne soient pas étrangers à ce résultat.

On doit l'attribuer, d'une part, aux difficultés croissantes dues aux restrictions dans le commerce international et à l'application des mesures dues aux tendances autarchiques et autoritaires des Etats et, d'autre part, à la perfection de l'Assurance Suisse.

Actuellement, sur 77 entreprises d'assurances privées soumises à la surveillance de la Confédération, 31 sont des Sociétés étrangères dont 6 se bornent à liquider les contrats qu'elles ont encore en Suisse (27).

Pourtant, l'activité des Sociétés suisses à l'étranger ne diminue pas, et ceci prouve l'excellence de leurs

(25) Voir le rapport ministériel sur les opérations de 1938, édité par les soins du Comité d'organisation, en vente à l'*Argus*.

(26) Rapport fédéral, p. 66*. V. *L'Assurance en Belgique*, par E. Van Dievoet, p. 57.

(27) Rapport du Bureau Fédéral, page 66*.

méthodes et l'accueil qu'elles ont reçu auprès du public. Il est vrai qu'en nos temps troublés, la Suisse est le pays neutre par excellence et la terre classique de refuge des capitaux. La constitution de ce portefeuille important contribue à améliorer la balance des paiements de la Suisse, puisqu'en 1939 les Compagnies suisses ont encaissé, dans leurs opérations d'assurances directes à l'étranger, pour 300 millions de francs suisses de primes, en chiffre rond (28).

Cependant, cette activité a subi les entraves résultant des nombreuses prescriptions sur les devises en matière de paiements internationaux.

Mais il faut espérer que la France, qui a su adopter une réglementation des Entreprises d'assurances analogue au régime appliqué en Suisse, saura également suivre l'exemple donné par sa voisine pour reprendre une partie des positions perdues, bien que le nombre des Sociétés françaises en Suisse soit de 14 contre 11 Sociétés étrangères, en 1939. Car non seulement il est normal de souhaiter un certain équilibre dans le nombre et l'importance des Sociétés d'assurances étrangères dans les divers pays, mais il est indispensable d'y arriver si nous voulons éviter la disparition des Sociétés étrangères et leur remplacement par une industrie uniquement nationale, semi-étatisée, dominée par la Réassurance internationale.

Après cette rapide étude de la réglementation appliquée en Suisse aux Sociétés d'assurance étrangères, examinons quelques lois concernant la législation allemande.

(28) Rapport du Bureau Fédéral, p. 8*.

CHAPITRE II

LE REGIME DES SOCIETES D'ASSURANCE ETRANGERES EN ALLEMAGNE

130. — Lorsque l'on a étudié le régime des Sociétés d'assurance étrangères dans la législation suisse, où la réglementation la plus technique qui soit est néanmoins tempérée par un régime politique de liberté, il est intéressant de faire la même étude dans la législation allemande.

Le caractère autoritaire de l'Etat et le récent principe de la Führung, c'est-à-dire du chef responsable, agissent sur le droit positif allemand. Mais il ne faut pas oublier que si la mission de l'Etat est de diriger l'économie, l'exécution des tâches proposées reste l'apanage de l'entreprise (1). Le National-Socialisme maintient, en effet, l'économie privée, mais en lui fixant comme but le service de la communauté du peuple, la Volksgemeinschaft, principe de base de l'ordre éthique et racial national-socialiste (2).

L'assurance accomplit donc un service public ; elle procure la sécurité, contribue à la prévention et au financement des grands travaux d'intérêt général (3).

Dans ces conditions, il semble que l'activité des

(1) Dr Barmann, Revue *La Réassurance* d'août 1941, p. 240.

(2) V. G. Scelle, Cours, p. 230.

(3) V. *L'Assurance en Belgique*, pp. 71 et 72, particulièrement les références aux articles de Brass, Rohrbeck, Hilgard.

Sociétés étrangères est possible dans le cadre fixé par l'Etat.

131. — La réglementation des entreprises est d'essence autoritaire et la décision appartient, en dernier ressort, au Chancelier du Reich, qui agit dans le sens de l'intérêt général et conformément à l'éthique du National-Socialisme (4).

Le contrôle s'étend à toutes les branches, sauf la branche Maritime et la Réassurance, en raison de leur caractère international. Il est exercé par l'Office du Contrôle des Assurances Privées du Reich, qui possède un pouvoir discrétionnaire sur l'admission des Sociétés, leur gestion financière, leur comptabilité et leur fonctionnement (5).

Le contentieux est exercé par un conseil restreint de trois membres, dont le Président de l'Office du Contrôle, un magistrat et un membre d'un tribunal administratif.

Les pouvoirs de cet Office sont donc très étendus ; il peut infliger des amendes aux entreprises, modifier des contrats qui lèseraient les assurés, procéder à des vérifications inopinées, désigner des représentants aux Assemblées générales, procéder d'office à la convocation de ces Assemblées et, de plus, « les décisions de l'autorité de Contrôle sont obligatoires pour les Tribunaux » (6).

(4) Textes en vigueur, loi du 12 mai 1901, modifiée et unifiée le 6 juin 1931, modifiée par les lois des 26 mai 1933, 5 mars 1937 ; ordonnance du 19 novembre 1937, §§ 105 à 112.

(5) L'Office du Reich est composé d'un Président, de membres permanents et non permanents ; il prend des décisions motivées après avis d'une commission facultative des Assurances.

(6) V. J. Fourastié, *Le Contrôle de l'Etat sur les Sociétés d'Assurance*, p. 57.

Nous constatons combien le Contrôle de l'Etat s'exerce dans le sens autoritaire, caractéristique du « régime où l'individu est au service de cette communauté du peuple » qui est le support et l'objet du droit (7). Cependant, il faut faire remarquer que la réglementation en vigueur est antérieure à l'avènement du National-Socialisme qui n'a fait que la confirmer (8).

132. — Des dispositions spéciales règlent l'admission des Sociétés étrangères, bien qu'elles suivent en général le droit commun. Et si une autorisation leur est également nécessaire pour leur permettre d'exercer sur le territoire du Reich (9), elles doivent de plus et au préalable remplir certaines conditions.

Un mandataire spécial domicilié dans le Reich doit être présenté à l'agrément de l'Office du Contrôle et « ce mandataire sera considéré comme étant autorisé à représenter l'entreprise, notamment à conclure des contrats d'assurance avec des personnes en Allemagne, à passer des contrats obligatoires relatifs à des biens-fonds situés en Allemagne, enfin à recevoir toutes invitations et dispositions pour le compte de l'entreprise » (10) et : « Les obligations imposées par la présente loi aux propriétaires ou représentants des entreprises allemandes seront remplies, en ce qui

(7) G. Scelle, ouvrage cité, p. 234.

(8) Principalement par la loi du 5 mars 1937 de l'ordonnance du 19 novembre 1937. Le premier texte touche aux dispositions relatives au Contrôle proprement dit ; le second tend à adapter les prescriptions de la loi du 6 juin 1931 à celles de la loi du 30 janvier 1937 sur les sociétés par actions.

(9) Loi du 6 juin 1931, titre 2 et titre 6, § 105.

(10) Loi du 6 juin 1931, § 106, 3°.

« concerne les entreprises étrangères, par leur mandataire principal désigné pour le Reich » (§ 108).

La Société étrangère doit reconnaître la compétence des tribunaux allemands, car : « Le tribunal dans le ressort duquel se trouve (son) établissement sera compétent pour recevoir les actions basées sur les affaires d'assurance faites en Allemagne par les entreprises étrangères. Cette compétence ne pourra être écartée par contrat » (§ 109).

La loi allemande soumet, en général, la Société étrangère aux mêmes obligations que les Sociétés indigènes et, comme le dit le paragraphe 105 de la loi du 6 juin 1901, « la présente loi sera appliquée *mutatis mutandis* », sauf exceptions.

La demande d'autorisation d'exercer est adressée au Ministère de l'Economie du Reich, qui a pouvoir d'appréciation pour accorder ou refuser l'autorisation (§ 106). Il peut soulever quelques objections relatives à la moralité et à la valeur professionnelle des dirigeants et il prend la garde des intérêts en exigeant des garanties de la Société étrangère ; enfin, il se place également sur le terrain économique en examinant si l'introduction sur le marché local des entreprises d'assurances n'offre pas d'inconvénient (§ 8).

L'entreprise doit établir qu'elle peut, à son siège et sous son nom, acquérir des droits, contracter des obligations, plaider ou être attaquée en justice (§ 106) et que, dans le pays où elle a son siège, elle a pleine possession des droits civils.

Enfin, elle doit fournir les documents habituels :

exemplaires des statuts, des conditions générales, bilans, compte annuel, etc... (§§ 5, 9, 10, 11, etc.).

Le caractère de l'autorisation nécessaire pour être admise à exercer des opérations d'assurance montre les pouvoirs d'appréciation de l'Office du Contrôle. Le Ministre de l'Economie du Reich peut, en effet, accorder ou refuser l'autorisation ; nous nous trouvons donc en présence d'un agrément politique et, comme nous l'avons vu précédemment, le législateur français s'en est inspiré lorsqu'il s'est agi, en 1917, d'éliminer l'influence des entreprises étrangères pour des considérations de défense nationale (11).

133. — Les garanties exigées des Sociétés étrangères sont les mêmes que celles demandées aux entreprises indigènes, dans la mesure où l'Office du Reich n'en décide pas autrement.

En droit commun, des dispositions très détaillées sont prises concernant la gestion des entreprises d'assurance, tant en ce qui concerne les répartitions des investissements que leur évaluation. La comptabilité est surveillée minutieusement par des vérificateurs désignés par la Société, mais agréés par le Contrôle. Celui-ci ne doit pas « se borner à constater que l'arrêté des comptes « est extérieurement conforme à la vérité et concorde « avec l'inventaire et les livres de la comptabilité », mais, en plus, constater « si les principes d'une comptabilité et d'un bilan réguliers auront été observés » (12).

(11) Voir 1^{re} partie, chap. II, p. 35.

(12) Voir loi du 6 juin 1931, § 57, 2^o.

Des mesures spéciales sont prises en assurance Vie : création d'un « fonds de couverture » (§ 65), obligation d'un « bordereau de conservation », choix d'un fideicommissaire, indépendamment de la constitution de réserves techniques fixées par le Contrôle pour les différentes branches, mais il importe de noter que ces dispositions ne s'appliquent pas seulement aux entreprises étrangères.

Celles-ci sont également soumises au droit commun lorsque l'Office de Contrôle intervient pour leur interdire, en tout ou en partie, la poursuite de leur programme d'exploitation en Allemagne. En cas de faillite, le Contrôle nomme un curateur, qui est le représentant légal des intérêts de la masse des souscripteurs de contrats d'assurance Vie.

En somme, il semble qu'une fois la Société étrangère autorisée dans des conditions semblables à celles du droit positif français, elle est soumise au droit commun allemand et aux réglementations très strictes qu'il édicte.

Le nombre des Entreprises étrangères est du reste limité en Allemagne, en raison de cette réglementation et du caractère autarchique de l'économie du Reich. Au 31 décembre 1936, 61 entreprises étrangères étaient soumises au contrôle du Reichsaufsichtsamt sur un total de 2.049 entreprises d'assurance ; en fait, les Compagnies françaises n'opéraient pas en Allemagne avant la guerre (13).

(13) Voir *L'Assurance en Belgique*, de Van Dievoet, p. 64, *Revue La Réassurance*, de janvier 1940, p. 15, et voir les chiffres cités par M. Fourastié dans son *Cours d'Assurances* aux points de vue économique et juridique, fait au

Or, en Allemagne comme en Suisse, la réglementation établie et la perfection de la technique de l'assurance rendent de plus en plus difficile l'existence des Sociétés étrangères.

Certes, la discrimination de l'influence et de l'importance respectives des trois facteurs qui interviennent sur le nombre des Sociétés d'assurance étrangères dans un pays donné n'est pas facile ; il est toutefois évident que les Sociétés étrangères sont nombreuses par rapport aux organismes étrangers dans un pays dont le régime libéral n'inspire aucune mesure de contrôle et où l'industrie nationale des assurances n'est pas très développée, comme l'étaient la Belgique ou la Hollande vers 1936.

En Allemagne, du principe de la Führung découle pour le peuple allemand la nécessité de suivre volontairement son Führer et celui-ci ne prend en considération que l'intérêt de la communauté du peuple et de l'Etat.

Dans ces conditions, on ne devrait guère admettre l'existence d'organismes étrangers qui, par définition,

cours de l'année 1941-42 au Conservatoire National des Arts et Métiers.

A) Affaires directes à l'étranger des Sociétés allemandes (95 sociétés, année 1937) :

Vie	15.388 millions de RM
Accidents, Incendie, dommages.....	13.312 » »
	28.700

B) Affaires directes en Allemagne des Sociétés étrangères (48 Sociétés, année 1937) :

Vie	34.093 millions de RM
Autres branches	51.850 » »
	85.943

Total des affaires d'assurances directes en Allemagne :

— En 1937, pour les 233 plus fortes Sociétés allemandes : 2.074.000 milliers de RM.

— En 1934, pour les Sociétés de droit public : 284.670 milliers de RM.

ne sont pas de la communauté raciale allemande. Cependant, les récents efforts faits par les dirigeants de l'Assurance en Allemagne semblent montrer une nette tendance vers une « internationalisation » de l'assurance, tout au moins sur le plan technique et dans le cadre européen.

L'entreprise étrangère doit donc exister en Allemagne au titre de réciprocité et c'est ce que, probablement, a voulu dire M. HILGARD dans une conférence qui nous servira dans notre conclusion générale, lorsqu'il estime que l'assainissement de marchés nationaux ne peut se faire « sans la coopération des entreprises étrangères établies dans nos pays » (14).

(14) Revue *La Réassurance*, avril 1941, page 111, allocution de M. Hilgard, Leiter du Comité d'organisation de l'Assurance allemande, à l'occasion de la première réunion de la Commission mixte franco-allemande du 7 mars 1941.

CHAPITRE III

LE STATUT DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE ÉTRANGÈRES DANS DIVERS PAYS

134. — Après avoir examiné la réglementation applicable aux entreprises étrangères en Suisse et en Allemagne, nous allons faire la même étude à propos de la législation de divers pays, en commençant par ceux dont le régime se rapproche le plus de celui en vigueur dans notre pays, pour terminer par l'Angleterre, qui s'attarde encore dans un régime libéral qui tend, du reste, peu à peu, à s'adapter aux conditions économiques actuelles.

I. — Espagne

134 bis. — L'Espagne, de bonne heure, a été dotée d'une réglementation semblable à la nôtre, dans laquelle on retrouve la plupart des dispositions applicables en France, aux Sociétés d'Assurance.

Cependant, les entreprises étrangères sont soumises au droit commun et n'ont pas à obtenir un agrément politique tel celui de notre loi du 15 février 1917 qui les laisse sans recours devant le refus du Gouvernement de les autoriser à pratiquer les opérations d'assurance sur le territoire français (1) (2).

(1) Toutefois, après la guerre civile, la création de nouvelles entreprises d'assurance, tant nationales qu'étrangères, a été interdite en principe, afin de

D'après la réglementation en vigueur, les entreprises d'assurance de toute nature « quels que soient leur objet, forme ou dénomination » doivent obligatoirement solliciter du Ministre leur inscription sur un registre spécial tenu à cet effet (3).

Les Sociétés étrangères doivent se conformer à cette obligation, fournir les pièces habituelles (justification d'un certain capital minimum, copie de l'acte de constitution, exemplaire des statuts, polices, tarifs, bases de calcul) et sont tenues au dépôt d'un cautionnement.

Celui-ci n'est cependant supérieur au montant fixé en droit commun que lorsqu'il s'agit d'entreprises étrangères dont les pays d'origine établissent un traitement différent pour les Sociétés non indigènes. Dans ce cas, elles doivent constituer en Espagne un dépôt (4) qui ne doit jamais être inférieur au montant légal demandé pour chaque branche d'assurance.

Les Entreprises étrangères doivent, en plus, se soumettre à des dispositions spéciales; elles doivent justifier qu'elles sont constituées et fonctionnent conformément aux lois de leur pays d'origine (5), qu'il n'existe en Espagne qu'un seul délégué ayant les pleins pouvoirs nécessaires à la direction de l'entreprise, particulière-

permettre aux sociétés existantes d'assainir leur situation.

(2) Les textes en la matière sont : la loi du 14 mai 1908, complétée par son règlement d'application du 2 février 1912 (voir Leyes y reglamento de Seguros, 1936, Establecimiento tipográfico San Bernardo 82, Madrid; mise à jour octobre 1941).

(3) Loi du 14 mai 1908, art. 1^{er} et règlement du 2 février 1912, art. 65.

(4) Loi du 14 mai 1908, art. 2, § 7.

(5) Loi du 14 mai 1908, art. 4, R. O., 2 février 1912, art. 66.

ment la signature des polices et pouvant la représenter devant le gouvernement, les assurés, les tiers et les tribunaux.

Enfin, les Compagnies étrangères doivent posséder en Espagne un domicile où se concentrent toutes les opérations réalisées (6).

Nous avons donc toutes les dispositions exigées d'une façon générale des entreprises d'assurance étrangères ; elles ont été introduites en Espagne en 1908, appliquées dès lors à toutes les branches, alors qu'en France, seules les branches Vie et Accidents du Travail étaient soumises au contrôle de l'Etat en 1898 et en 1905 (7).

Les dispositions plus précises du règlement d'application du 2 février 1912 obligent les Compagnies, Sociétés et associations étrangères à fournir la justification qu'elles sont constituées légalement, en conformité avec la législation en vigueur dans leur pays d'origine (art. 66) ; elles doivent prouver qu'elles fonctionnent légalement à leur siège social, qu'elles possèdent la capacité d'acquérir des droits, de contracter des obligations, d'ester en justice et de pouvoir y être actionnées ; enfin qu'elles sont légalement autorisées dans leur pays d'origine à souscrire des contrats d'assurance dans les branches qu'elles veulent développer en Espagne.

Elles doivent donner à leur délégué spécial la capacité complète pour représenter l'entreprise et la diriger en leur nom ; exercer les divers droits et obligations dérivant des contrats et, enfin, elles doivent reconnaître

(6) Loi du 14 mai 1908, art. 4.

(7) V. pp. 22 et 25.

les tribunaux espagnols comme unique juridiction pouvant trancher des questions litigieuses auxquelles peuvent donner lieu les contrats réalisés en Espagne ou devant y être exécutés.

Les dispositions de la réglementation du pays d'origine doivent cadrer avec la réglementation en vigueur en Espagne pour pouvoir y être admises (9).

Ainsi les Sociétés d'assurance sur la Vie, basées sur la mutualité, peuvent respecter les règles de leurs statuts, relatives aux assemblées générales, à leur constitution et à leur fonctionnement, mais ces statuts ont dû être préalablement examinés par l'Inspection des Assurances espagnoles et ils ne peuvent avoir d'effet que dans la mesure où ils ne s'opposent pas aux lois et aux règlements en vigueur en Espagne.

Les entreprises étrangères sont soumises au droit commun quant à leur fonctionnement et aux garanties exigées, et celles-ci sont semblables à celles de notre réglementation. Les réserves légales doivent se rapporter, non seulement aux contrats souscrits auprès des Sociétés étrangères en Espagne, mais aussi aux risques qui y sont domiciliés (10). Ces réserves seront situées en Espagne, dans les formes prévues par la réglementation espagnole, et affectées en premier pour répondre de ces contrats. Il y a donc, en quelque sorte, existence d'un privilège et une nette application du principe de la territorialité, puisqu'il s'agit de contrats souscrits en Espagne ou qui doivent s'y exécuter.

Le R. O. du 1^{er} avril 1913 oblige les Sociétés étran-

(9) V. chap. 1^{er}, p. 68, et R. O., 2-2-12, art. 70.

(10) Loi du 14 mai 1908, art. 20.

gères à établir la balance des comptes des affaires réalisées en Espagne, et elles doivent tenir une comptabilité spéciale de ces opérations (11). Pour plus de précisions, l'article 97 du R. O. indique les rubriques sous lesquelles ces comptes doivent être représentés, ainsi que l'état modèle prescrivant l'établissement d'une « balance de situation » spéciale aux entreprises étrangères.

Enfin, la liquidation des opérations de la Société d'assurance étrangère, quant à ses opérations en Espagne, suit le droit commun des Sociétés (12).

Cependant, la succursale étrangère ne peut être autorisée à fonctionner quand la Société est elle-même liquidée ou dissoute dans son pays d'origine (13). Un décret du Ministre l'élimine donc à ce moment du registre d'inscription et l'Inspection des Assurances fait procéder à la liquidation des opérations effectuées en Espagne, par l'intermédiaire d'un liquidateur. Le cautionnement sera restitué lorsque le tout sera terminé.

En plus de ce cas spécial, l'entreprise étrangère pourra être liquidée en cas de fonctionnement illégal, quant au non-accomplissement des formalités requises lors de la demande d'inscription, pour constitution irrégulière des réserves, etc...

Les Sociétés étrangères n'ont donc, en principe, qu'à constituer leur état civil en Espagne et à se conformer à la réglementation établie pour toutes les entreprises d'assurance. Une fois créée, la succursale espagnole est soumise au droit commun et n'a pas à déposer ses

(11) Loi du 14 mai 1908, art. 22.

(12) V. R. O. du 2-2-1912, section 3, chapitre II, § D.

(13) V. R. O. du 2-2-1912, 133, 134.

réserve techniques dans un institut d'Etat. Le régime est donc la complète assimilation de la Société étrangère à la Société nationale et sa « nationalisation ».

II. — Italie

135. — L'Italie est soumise à un régime de liberté contrôlée se rapprochant du nôtre, mais qui résulte de l'abandon du monopole des assurances, institué en 1912 (14). Ce monopole a été supprimé en 1923 par le régime fasciste qui, s'il tend à diriger l'Etat, laisse aux individus leur liberté économique. L'Istituto Nazionale delle Assicurazioni est donc un organisme semi-public qui exerce sur les Sociétés d'assurance un certain contrôle et sert, en quelque sorte, de régulateur du marché.

Les entreprises étrangères sont soumises en principe au droit commun, c'est-à-dire sont dans l'obligation de déposer un cautionnement de 2 millions de liras nécessaire pour obtenir l'autorisation d'exercer leur industrie, de constituer des réserves, de tenir les livres légaux et de se soumettre à la procédure de liquidation prévue par les lois, etc... mais des obligations spéciales leur sont également applicables.

Elles doivent demander l'octroi d'une concession au Ministre des Corporations, en fournissant les documents habituels et justifier qu'elles fonctionnent régulièrement depuis dix ans dans leur pays d'origine, enfin présenter un représentant accrédité en Italie.

Ainsi, nous retrouvons toujours cette obligation de

(14) Textes en vigueur, décret-loi du 29 avril 1923, loi du 17 avril 1925, décret-loi du 26 octobre 1933, sous réserve d'un récent décret-loi modifiant la loi du 27 avril 1923.

présenter à l'acceptation du Gouvernement un fondé de pouvoirs spécial qui sera ici de nationalité italienne, domicilié en Italie, représentant la Société devant les Tribunaux et ayant les pouvoirs suffisants pour « stipuler et signer tous les contrats et autres documents relatifs aux assurances faites dans le Royaume » (15).

L'entreprise étrangère peut présenter et établir son bilan conformément aux lois en usage dans son pays, mais elle doit établir annuellement un compte rendu spécial pour les opérations faites en Italie (16).

Il existe enfin des obligations plus strictes en matière d'assurance Vie, applicables tant aux Sociétés nationales qu'aux entreprises étrangères.

136. — Il est à remarquer que le principe de la réciprocité des traitements est expressément envisagée dans la législation italienne qui précise que « l'autorisation ne sera pas accordée aux entreprises étrangères si, dans le pays d'origine de ces dernières, les entreprises italiennes ne sont pas admises à opérer à parité de traitement avec les entreprises indigènes. Le Ministre des Corporations établit, s'il y a lieu, des conditions spéciales pour l'admission des entreprises étrangères, au cas où l'application du principe précité d'égalité de traitement les rendrait nécessaires » (17).

Toute cette réglementation n'offre rien de particulier. On peut noter qu'en 1937, sur les 127 Sociétés d'assurances qui se partageaient le marché italien, 37 étaient

(15) Décret-loi du 29 avril 1923, art. 20 A.

(16) Décret-loi du 29 avril 1923, art. 38.

(17) Décret-loi du 29 avril 1923, art. 20, *in fine*.

des Compagnies étrangères ; il y aurait, du reste, une nette tendance à la concentration (18).

III. — Belgique

137. — Il n'existe pas de contrôle de l'Etat sur toutes les entreprises d'assurance en Belgique ; seules sont soumises à la surveillance de l'Etat celles qui pratiquent les accidents du travail, l'assurance Vie et certaines assurances de Responsabilité civile de transport.

Dans les branches contrôlées, les Sociétés étrangères sont soumises à des obligations spéciales, tandis que pour les autres branches, elles sont sur le même pied d'égalité que les Sociétés belges. Aussi ne faut-il pas s'étonner que la moitié des Sociétés qui exerçaient leur activité en Belgique avant la guerre étaient étrangères (19).

Un profond remaniement était envisagé en 1939, qui s'inspirait du rapport déposé en 1938 à la suite d'une vaste enquête faite par M. E. VAN DIEVOET, Commissaire Royal aux Assurances, Président de la Commission des Assurances Privées, professeur à la Faculté de Droit de Louvain, chargé par arrêté royal du 22 mai 1937 de proposer au Gouvernement un plan de remaniement des assurances en Belgique (20).

La loi du 24 décembre 1903 (21) établit un régime

(18) Van Dievoet, ouvrage cité, p. 72.

(19) 500 Sociétés d'assurances, dont 75 françaises.

(20) V. *L'Assurance en Belgique* (1940), chez de Sikkel, Kruishofstraat 223, Anvers. V. *Argus*, 2 mars 1941.

(21) Textes en vigueur : loi du 24 déc. 1903 (acc. du trav.), 25-6-30 (Ass. Vie) et plusieurs arrêtés royaux : A. R. du 17 juin 1931, Vie, Arr. roy. du

de surveillance pour les entreprises ayant pour but d'assurer les chefs d'entreprises contre leur responsabilité en matière d'accidents du travail.

Les Sociétés qui garantissent ce risque doivent obtenir l'agrément du Gouvernement, avoir un siège spécial et un fondé de pouvoirs spécial pour les opérations faites en Belgique, conserver leurs réserves techniques dans le Royaume. Enfin, il existe, comme en France, un privilège spécial sur ces valeurs en faveur des ayants droit aux indemnités.

138. — Le contrôle est organisé d'une façon plus parfaite sur les Sociétés d'assurance sur la Vie par la loi du 25 juin 1930.

L'article 15 dit que les entreprises étrangères sont autorisées à traiter en Belgique des opérations d'assurance sur la Vie, sous réserve de l'application du principe de réciprocité. Elles doivent établir un siège spécial où elles font élection de domicile, constituer un fondé de pouvoirs chargé de les représenter auprès de l'Administration et des particuliers et ayant son domicile et sa résidence en Belgique. Les Sociétés ainsi autorisées doivent établir une gestion et une comptabilité distinctes pour les contrats souscrits dans le royaume et y déposer et conserver les valeurs représentant les réserves mathématiques de ces contrats. Enfin, elles doivent accepter la compétence des Tribunaux belges. Il est à remarquer que si l'entreprise étrangère n'est plus autorisée à pratiquer les assurances sur la Vie dans son pays d'origine,

elle doit en informer dans les dix jours le Ministre de l'Industrie et du Travail, puis, même en l'absence de révocation par le Gouvernement belge, il lui est interdit de faire en Belgique des opérations nouvelles.

L'arrêté royal du 17 juin 1931 précise, dans son article 3, § 3, que la Société doit apporter la preuve qu'elle est autorisée à opérer dans son pays d'origine et, en outre, publier ses statuts et conserver au siège social les documents relatifs aux contrats souscrits en Belgique. Enfin, les entreprises étrangères doivent communiquer au Ministre le projet de compte de profits et pertes relatif à la gestion distincte, dans le délai minimum d'un mois précédant la réunion de l'Assemblée générale.

Nous retrouvons dans l'application progressive du contrôle des Sociétés d'assurance en Belgique les principales dispositions appliquées par notre législation, dont le principe de réciprocité.

Les avant-projets de loi préparés par M. VAN DIEVOET prévoient une réglementation du contrôle inspirée de la France et de la Suisse et qui, en raison de ces expériences, doit être la plus parfaite qui soit. Nous ignorons l'état actuel de ce projet applicable aux Sociétés étrangères en Belgique.

IV. — Hollande

139. — Le contrôle des Sociétés d'assurance est limité aux branches Vie et Capitalisation et ne comporte pas pratiquement une vérification régulière sur place de la gestion de l'entreprise (22). Il est exercé par la

(22) Texte en vigueur : v. loi du 22 déc. 1922, décret royal du 24 janvier 1924.

Verzekeringskamer qui intervient généralement en donnant des avis aux Sociétés, tout au moins tant que celles-ci ne donnent pas d'inquiétude pour leur situation financière. Les Sociétés étrangères doivent avoir un agent responsable et déposer certaines garanties. Il n'existe pas de documents permettant actuellement de donner plus de renseignements ; toutefois, sur 66 assurances sur la Vie, 10 étaient étrangères en 1937 (23).

La liberté d'action de ces Sociétés étrangères est telle, en Hollande, dans les autres branches, qu'elles ne sont même pas tenues de présenter un bilan, mais il semble que les inconvénients offerts par cette situation doivent entraîner une extension du Contrôle. Actuellement, il se produirait une orientation nouvelle, l'assurance hollandaise se dégagerait du marché anglais, en faveur des entreprises nationales ; cependant, les Compagnies allemandes prendraient en charge 50 % des risques placés précédemment auprès des assureurs anglais (24). Enfin, il y aurait tendance à la concentration (25).

V. — Etats-Unis

140. — La caractéristique du régime général applicable aux Sociétés d'assurance est sa complexité, car il diffère selon les 49 Etats et les 3 territoires de l'Union.

(23) Van Dievoet, ouvrage cité, p. 77.

(24) Début 1939, il y aurait 729 Cies nationales (y compris Indes Néerlandaises et 249 Cies étrangères, dont 114 anglaises, 40 allemandes et 21 françaises ; voir revue *La Réassurance*, février 1940, p. 411.

(25) D'après un article de la *Deutsche Versicherungs Presse* du 17-7-41, relevé dans la revue *La Réassurance* de sept. 1941, p. 285, il y aurait, au début de 1941, 200 Cies nationales et 150 étrangères.

Cependant, la réglementation de l'Etat de New-York a exercé une telle influence sur les autres que son étude permet d'avoir une idée assez précise du droit positif applicable (26). Cette réglementation est très stricte et de gros cautionnements en dollars écartent pratiquement les assureurs étrangers du marché américain.

D'autre part, la législation d'un des Etats de l'Union considère, en général, comme étant Société étrangère, aussi bien la Société de l'Etat voisin que celle des autres pays du monde.

La réglementation de l'Etat de New-York est appliquée par le « Commissioner of Insurance », placé près du Gouverneur de l'Etat ; elle exige de la Société étrangère l'agrément d'un représentant à qui les notifications légales peuvent être faites et qui doit se soumettre aux obligations communes à toutes les autres Sociétés indigènes : capital minimum, cautionnement préalable, placement en valeurs éprouvées, procédé spécial de réhabilitation en cas de faillite.

VI. — Grande-Bretagne

141. — Nous terminons cette étude par l'examen du statut des Sociétés étrangères en Angleterre, qui sont assimilées aux entreprises nationales.

Un contrôle partiel a été établi par les « Companies acts » de 1909 ; il n'y a pas surveillance de l'Etat, mais une organisation précise de la publicité et le dépôt de

(26) Texte : Voir loi de l'Etat de New-York en vigueur au 1^{er} janvier 1940, relative au placement et évaluation des réserves des Compagnies d'assurances privées, dans le *Bulletin de Législation comparée* édité par le Ministère de l'Economie Nationale et des Finances, n. 1, 1941, p. 247.

certaines garanties et de gros cautionnements (Assurance Vie, 20.000 livres) ; c'est le système de la publicité imposée (27). Cependant, ce pays doit suivre l'évolution générale et s'apprête à établir un régime d'autorisation préalable, particulièrement en assurance Auto, avec surveillance du Board of Trade, à la suite de défaillances de cinq Compagnies dont la structure financière était très faible (28). Les Sociétés étrangères doivent, préalablement à leurs opérations, fournir les documents habituels sur leur formation, leurs statuts, indiquer une personne légalement autorisée à la représenter. Elles doivent fournir un bilan annuel et des situations suivant des cédules imposées (29), mais la législation anglaise ne dit rien sur le placement et l'évaluation des réserves techniques.

142. — On pourrait continuer cette démonstration par l'examen des diverses réglementations applicables à la surveillance des Sociétés d'assurance étrangères dans un pays et voir que, malgré la divergence des principes dominant la vie politique des Etats, il y a tendance à aboutir à une réglementation uniforme.

Cependant, certains pays voudraient établir un monopole d'Etat qui supprimerait peu à peu les Compagnies étrangères.

Ainsi, au Chili (30), une loi de 1927 a interdit toute nouvelle installation d'entreprise d'assurance étrangère,

(27) Van Dievoet, p. 149.

(28) Van Dievoet, p. 143.

(29) D'après *La Réassurance* de février 1939, p. 91, citant un article de la revue anglaise *The Review* du 13 janvier 1939, « en Angleterre, nous ne sommes pas séduits par l'idée d'un développement de contrôle d'Etat et d'une augmentation des dépôts ».

(30) Voir *La Réassurance*, août 1939, p. 483.

pour aboutir à l'établissement d'un monopole d'Etat ayant pour but de protéger le commerce national tout en respectant les situations acquises.

De même au *Brésil* (31), un décret du 7 mars 1940 réglemente les opérations d'assurance et oblige les Sociétés à demander une autorisation pour exercer leurs opérations, avoir une direction brésilienne et un certain capital social minimum appartenant à des personnes physiques brésiennes.

Du reste, en *Amérique du Sud*, toute la législation doit tendre à la propagation de la nationalisation dans l'industrie des assurances, sans combattre pour cela les activités des Compagnies d'assurance étrangères qui se soumettent à l'accomplissement de toutes les stipulations légales exigées dans chaque pays (32).

(31) Brésil, voir *La Réassurance*, août et septembre 1940.

(32) Voir *La Réassurance*, mars 1939, p. 142.

CONCLUSION

A LA TROISIEME PARTIE

143. — En principe, la surveillance exercée sur les entreprises d'assurance étrangères ne doit pas avoir pour but la protection des Sociétés nationales, mais de donner aux assurés des garanties égales, quelle que soit la nationalité des Assureurs. En outre, le régime établi doit permettre une saine activité de tous et d'éviter la concurrence déloyale des Compagnies étrangères.

Pour obtenir cet état de chose, l'intervention de l'Etat est inévitable et se traduit par l'institution d'un contrôle des Assurances. Ce contrôle, plus ou moins strict, est confié soit à une branche de l'Administration qui, dans ce cas, « ne peut agir que dans les limites « fixées dans les lois et les décisions du Gouvernement », soit à une administration autonome, qui a à interpréter les textes législatifs, comme cela se produit de plus en plus, en vertu du développement des principes autoritaires. Cette autorité « participe donc à la fois du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire » (1).

144. — Résumons d'abord les règles qui s'imposent, quant à l'admission de l'entreprise d'assurance étrangère dans un pays.

Si l'autorisation de l'Etat est nécessaire, préalablement à la pratique des opérations d'assurance, la cons-

(1) V. J. Fourastié, *Le Contrôle de l'Etat sur les Sociétés d'Assurances*, ouvrage cité, p. 18.

titution de la Société étrangère est libre et doit être seulement conforme aux règles du pays d'origine, dont justification est donnée par des certificats de conformité.

Mais à l'égalité de traitement des Sociétés d'assurance nationales ou étrangères, doit correspondre l'égalité de garantie vis-à-vis des assurés et bénéficiaires de contrats, car toute cette réglementation est dominée par le principe de la réciprocité des traitements, tant dans le droit positif national qu'international.

Enfin, la liberté de transfert des devises doit permettre à l'organisme étranger d'exécuter ses engagements, mais le Contrôle se fait une obligation d'éviter que cela ne favorise les évasions de capitaux et ne trouble la législation établie sur les changes.

Préalablement à l'admission de la Société étrangère, celle-ci constitue un mandataire qui, pour permettre une meilleure intégration de l'entreprise dans l'économie du pays indigène, doit en être originaire et y être domicilié depuis un certain temps ; il est mandataire unique pour toutes les opérations faites dans le pays et représentant général de la Société, ayant les pouvoirs suffisants pour la gestion complète des opérations d'assurance, sans avoir à en référer au siège social.

Un siège spécial aux opérations faites dans le pays où l'organisme étranger demande l'agrément, doit y être fixé, pour lui permettre d'y recevoir toutes les notifications utiles ; c'est le lieu où se conservent également tous les documents de la Société, qui est soumise à la compétence des tribunaux du lieu du siège spécial où elle fait élection de domicile.

Des garanties sont exigées, aussi bien techniques (communication des bases de calcul des opérations d'assurance) que financières (constitution d'un fonds de sûreté ou de premier établissement, ou réserves complémentaires) et obligation de fournir des renseignements sur le fonctionnement et la solvabilité de l'entreprise dans son pays.

Enfin, l'entreprise étrangère est soumise, sur le terrain économique et social, à la réglementation de la profession organisée dans le pays indigène.

145. — La gestion des réserves est le point le plus important sur lequel se porte l'attention des autorités de contrôle. Il doit y avoir constitution obligatoire de réserves qui servent uniquement à couvrir les opérations de l'entreprise dans le pays indigène, car la succursale étrangère doit se suffire en appliquant des tarifs normaux. Aussi, la gestion et la comptabilité doivent-elles être distinctes pour le pays et par branche. Ces réserves permettent d'éviter les aléas de la situation internationale. Enfin, la création d'un fonds de garantie supplémentaire peut remplacer le capital social, dont la fixation du montant échappe à l'autorité de Contrôle.

Le dépôt de réserves dans les banques du pays et instituts d'Etat ne doit pas être exigible, par principe, des Sociétés étrangères, mais seulement dans les conditions du droit commun, ou à titre de réciprocité avec la législation étrangère (2). La répartition des excédents doit suivre les règles établies par le contrôle des changes.

(2) Voir Van Dievoet, ouvrage cité, avant-projet de contrôle, art. 76, p. 331.

146. — Enfin, la liquidation des entreprises étrangères, pour ses opérations dans le pays, doit obéir à des règles spéciales. Il est, en effet, impossible pour le Contrôle d'exiger la convocation de l'Assemblée Générale qui permettrait l'établissement d'un plan de redressement en cas de difficultés de l'entreprise. Cependant, le Contrôle a la possibilité d'interdire toute opération nouvelle pendant un certain délai, de prendre des mesures conservatoires dans l'intérêt des assurés, voire d'opérer un transfert partiel ou total du portefeuille à une entreprise de même nationalité. Enfin, il y a mise en action, en cas de faillite de l'entreprise étrangère dans son pays, d'un privilège en faveur des assurés indigènes, en vue d'opérer une séparation entre la masse dans le pays d'origine et les fonds particuliers du pays indigène.

Ainsi, la succursale de la Société étrangère étant capable de se gérer distinctement et séparément, doit, par une concurrence uniquement commerciale, pouvoir contribuer au développement de l'assurance dans le pays où elle opère.

Quant aux rôles respectifs de l'Etat et de la Profession, on peut dire que l'intervention de l'Etat et de l'organisme de contrôle doit se porter sur les garanties exigées dans l'intérêt des assurés après la souscription du contrat, tandis que la profession organisée doit régler l'activité de la Société étrangère avant la souscription du contrat, en vue d'éviter la concurrence déloyale.

147. — Après cet aperçu général sur le régime qu'il est souhaitable de voir obtenir à l'entreprise étrangère

et ayant examiné la réglementation du contrôle dans divers pays, nous constatons qu'il existe deux systèmes : le premier n'impose que des mesures de publicité, des cautionnements, et laisse la législation de l'assurance dans le domaine du droit commun. Son principe est le libéralisme, le libre jeu des forces économiques, c'est le système anglais ou hollandais et, dans une certaine mesure, le système belge tel qu'il l'était en 1938. L'autre système réglemente l'admission des entreprises étrangères ; il en contrôle la gestion et impose des mesures plus ou moins discrétionnaires. Le principe qui domine est celui du nationalisme, de l'autarcie, voire même du totalitarisme, l'économie nationale est dirigée non pour le bénéfice de l'individu, mais en vue du bien commun de la Nation.

Or, nous constatons que ces deux systèmes, dont les principes sont différents, aboutissent, soit en droit positif, soit dans les projets déposés en vue de devenir des lois, à une réglementation semblable, qui tend à la généralisation du contrôle sur les Sociétés d'assurance étrangères, tel que nous venons de l'exposer précédemment. Ceci n'est pas pour nous étonner, puisque le but cherché est le même : obtenir de Sociétés d'assurance étrangères opérant sur le territoire des garanties au moins égales à celles des Sociétés nationales.

D'autre part, les statistiques montrent que, pratiquement, l'influence et l'importance des entreprises étrangères diminuent dans chaque pays. Cette diminution ne semble pas être due uniquement à l'action du contrôle de l'Etat, mais plutôt aux facteurs politiques et économiques et aux difficultés soulevées par les solutions autarchiques.

Ainsi, tendance à une réglementation uniforme en droit comparé, avec diminution de l'activité étrangère, assimilation de l'entreprise étrangère à l'entreprise indigène dans le droit national, telles sont les conclusions que nous pouvons tirer de cette étude.

Voyons maintenant, dans notre conclusion générale, la place que devrait tenir dans l'économie d'après guerre la Société d'assurance étrangère en France.

CONCLUSION GÉNÉRALE

148. — Arrivé au terme de cette étude, nous devons tenter de tirer les enseignements des conclusions dégagées précédemment, quant à l'avenir des Compagnies d'assurance étrangères, tant en France que dans les autres pays. Cela nous permettra de préciser la place occupée par l'Assurance et particulièrement par l'Assurance étrangère, dans la reconstruction de notre Civilisation, pour terminer ainsi notre travail par une note d'espoir.

Donc, en droit positif français, le statut de l'entreprise d'assurance étrangère tend à être le même que celui de la Société française, car, à l'égalité de traitements, correspond l'égalité de garanties. Cependant, l'activité propre des assureurs étrangers n'est pas limitée à la recherche des bénéfices et leur rôle reste immense dans le cadre de la réglementation française.

Comme le dit des Assurances Maritimes M. HUNZIKER (1), l'assurance étrangère a un rôle excitateur et doit toujours être prête à répondre aux besoins du commerce, par la couverture de risques peu connus, l'emploi de clauses nouvelles et l'amélioration de la technique de cette industrie. Bref, nous faisait remarquer le Directeur d'une importante Compagnie Suisse, l'entreprise étrangère doit jouer, en quelque sorte, le rôle du « levain dans la pâte ».

(1) *Pour une rénovation de l'Assurance Maritime Française*, par P. Hunziker, chez Pichon et Durand-Auzias, 20, rue Soufflot.

En matière de réglementation *internationale*, nous avons constaté l'uniformisation des règles de contrôle, puisque les mêmes causes, dans les circonstances semblables, produisant les mêmes effets, les faillites des Compagnies ont conduit à prendre des mesures de contrôle identiques.

Après la Suisse, l'Allemagne et la France, la Belgique va expérimenter un système de plus en plus perfectionné. Demain, la Hollande, l'Angleterre, devront s'y soumettre, car « la solidarité des différents pays du monde est telle, en effet, que deux régimes économiques totalement différents ne peuvent coexister dans deux pays voisins sans établir entre eux des cassures extrêmement profondes et dont les guerres sont l'expression la plus visible » (2).

Le système de Contrôle français, après de nombreuses remises sur le chantier, constitue maintenant un ensemble harmonieux, efficace, qui doit pouvoir guider l'évolution économique, surtout depuis qu'il est soutenu par la profession organisée en Comité d'Organisation.

149. — La diminution du pourcentage, déjà peu important, des Entreprises d'assurance étrangères par rapport aux Sociétés nationales (3), doit-elle continuer en vertu des principes autarciques en vigueur ?

(2) Voir *La nouvelle Organisation professionnelle*, par Henri Culmann. Presse Universitaire de France, p. 18.

(3) En France, la proportion des encaissements en affaires directes des assureurs étrangers, par rapport aux Sociétés Nationales, s'élève à 10 %. Au 31 décembre 1938, les Sociétés d'assurance soumises au Contrôle étaient de 651 dont 151 entreprises étrangères, mais 536 sociétés françaises et 470 entreprises étrangères étaient admises à la même date à souscrire en France et en Algérie des contrats d'assurance ou de capitalisation (Stés d'Assurance Maritime ou de Réassurance comprises). Voir le dernier rapport ministériel.

Il ne le faudrait pas. Si ces principes peuvent entraîner, en général, un traitement privilégié pour les entreprises nationales, ils ne doivent pas tendre à la formation d'organismes semi-étatisés ou à un monopole de fait, sous peine d'évincer totalement les entreprises étrangères dans le pays et de causer ainsi du tort à l'industrie même des assurances (4).

La création de marchés nationaux, voire de monopoles d'Etat, ne correspond pas au bien commun et les quelques hommes qui comptent dans la direction du Monde s'entendent sur un point : la nécessité de travailler à la construction d'un Ordre nouveau. Or, la grandeur de cette tâche nécessite l'activité de tous, au-dessus des nationalismes étroits.

Nulle part mieux que dans l'industrie des assurances n'apparaît plus clairement l'obligation de l'union pour réaliser le but cherché, malgré toutes les difficultés qui s'élèvent.

L'Assurance est internationale, la répartition des risques dans les divers pays et leur division entre les nombreuses sociétés, le jeu de la Réassurance, ont pour conséquence de multiples liaisons dans l'ordre économique, financier, politique et même culturel. Or, si les principes qui dominent la réglementation des Sociétés d'assurance étrangères dans tous les pays sont les mêmes, de bons résultats seront facilement obtenus dans les autres domaines, tant pour l'assuré que pour l'assureur.

Mais, cette collaboration, à laquelle est conviée l'en-

(4) Voir « L'Autarchie dans l'Assurance. L'ingérence de l'Etat », revue *La Réassurance*, juillet 1938, p. 365.

entreprise d'assurance étrangère, doit se faire loyalement, à égalité de traitement avec la Société française, car, ainsi que le dit M. Jacques GUÉRARD (5) à propos de l'Assurance Maritime : « Si le jeu de l'assurance implique que des connexions internationales très nombreuses et très étroites, ceci ne signifie pas que l'assurance d'un grand pays comme la France doive être dans la dépendance d'un pays étranger quel qu'il soit » collaboration » ne veut pas dire « tutelle » » (5). Aussi, si nous devons concevoir cette entreprise comme une véritable compagnie autonome, ayant fourni de puissantes garanties financières, animée d'un esprit qui l'entraîne dans une marche hardie vers l'avant, c'est-à-dire vers la perfection dans l'intérêt des assurés, cette Société étrangère doit insuffler aux Compagnies françaises des formules nouvelles, en puisant dans son pays d'origine des tendances et des garanties qui ne sont pas familières en France, et jouer ainsi un rôle fécond dans l'économie du pays qui l'a reçue sur son territoire.

150. — Mais il ne faut pas que nous nous heurtions au double péril d'un étatisme grandissant qui étoufferait les initiatives individuelles et d'une corporation qui, dotée du pouvoir réglementaire, tendrait à effacer la concurrence par des prescriptions trop rigides.

L'un et l'autre doivent se compléter ; l'Administration exige des garanties et la protection de l'assuré, le Comité d'Organisation dirige l'effort de la Profession, agit sur les tarifs, les frais généraux, les risques. Ainsi,

(5) Allocution de M. J. Guérard à la séance inaugurale de la Bourse Maritime. Voir *La Réassurance*, novembre 1941, p. 324.

l'Economie sera contrôlée par l'Etat dans l'intérêt de la Nation et animée par les Présidents responsables dans celui de la corporation.

Après cet effort d'assainissement et puisqu'elle est « une industrie nationale de transformation autant qu'un service public » (6), l'assurance tant nationale qu'étrangère devra « seconder l'action de l'Etat » (7), et ce « nouveau service public, associé de « l'Etat animateur de l'Economie nationale », contribuera à la reconstruction du régime nouveau.

Ainsi pourrions-nous espérer que, d'une part, le caractère international de l'Assurance, qui doit réunir la bonne volonté des assureurs de tous les pays, et, d'autre part, son objet, la prévention des risques, c'est-à-dire un mieux-être dans le monde, aideront puissamment sur un plan général à créer un esprit de paix entre les Etats, qui dominera les dangers immenses où peut sombrer notre civilisation. Mais si, pour atteindre ce but, sur le plan mondial, il faut d'abord refaire l'économie nationale, dans notre domaine, l'assainissement du marché national n'est pas possible « sans la coopération « des entreprises d'assurance étrangères établies dans « nos pays » (8).

Ainsi, dans l'étroit domaine qui aura été le sien, l'entreprise (d'assurance) étrangère en France aura apporté sa pierre à l'œuvre commune.

(6) Conférence faite le 17 nov. 1941 par M. Guérard, à l'inauguration des Cours du Centre d'Etudes Supér. d'Assur. *Argus* du 14-12-41.

(7) Discours d'Y. Bouthillier à la Commission Perman. du Conseil Sup. des Assur. privées, le 10-2-42, relaté par *L'Argus* du 15-2-42.

(8) Allocution de M. Hilgard, Leiter du Comité d'organisation des Assurances Allemandes, à la première réunion de la Commission Mixte franco-allemande du 7 mars 1941.

Vu : LE PRÉSIDENT, Vu : LE DOYEN,
M. PICARD. G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :
LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
GILBERT GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

ANCEY et SICOT. — Le régime légal des Sociétés d'Assurances (Guide théorique et pratique du décret du 8 mars 1922). 1927, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence.

— Les Sociétés d'Assurances. Législation, Règlementation, Commentaire du décret loi du 14 juin 1938 et du Règlement d'administration publique du 30 décembre 1938. 1941.
1938. 1941.

COLIN (Ambroise) et CAPITANT (H.). — Cours élémentaire de Droit Civil français. Librairie Dalloz.

CULMANN (H.). — La nouvelle organisation professionnelle. 1941, Presses universitaires de France.

DELMAS (R.). — Les taxes sur les Polices d'Assurances. Editions administratives, Elbeuf.

FOURASTÉ (J.). — Le contrôle de l'Etat sur les Sociétés d'Assurances (1938), Librairie Dalloz.

— Le nouveau régime juridique et technique de l'Assurance en France. 1941, Editions de l'Argus.

— Plan résumé et documentation statistique du cours professé aux Arts-et-Métiers en 1941-1942.

HOUPIN et BOSVIEUX. — Traité général théorique et pratique des Sociétés civiles commerciales et des Associations. 7^e édit., 1935, Librairie du recueil Sirey.

HUNZIKER (Paul). — Pour une rénovation de l'Assurance Maritime française. Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence.

LYON-CAEN et RENAULT. — Manuel de Droit commercial. 13^e édit., 1922, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence.

PICARD et BESSON. — Traité général des Assurances terrestres. Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence.

SCELLE (G.). — Cours de Droit public de doctorat, Année 1940-1941, Faculté de Paris.

SUMIEN (Paul). — Traité théorique et pratique des Assurances terrestres et des opérations de capitalisation et d'épargne. 1937, Librairie Dalloz.

— Le régime et le contrôle des Sociétés d'Assurances et de Capitalisation. 1939, Librairie Dalloz.
(Les Réformes de 1938.)

— Les réserves dans les Sociétés d'Assurances et de Capitalisation. 1941, édité par l'Argus.

VAN DIEVOET. — L'Assurance en Belgique. 1940, chez De Sikkels-Kruishofstraat, 223, Anvers.

Revues

Travaux parlementaires 1916-1917.

« Le contrôle des Assurances privées à l'étranger ». *Bulletin de Législation comparée*, n° 1, 1941, Imprimerie Nationale.

La Réassurance. Années 1939, 1940, 1941, 1942.

Revue générale des Assurances terrestres.

L'Argus des Assurances.

La Semaine.

Rapport du Bureau fédéral sur les Sociétés d'Assurances privées en Suisse en 1939-1941. Chez A. Francke, S. A., Berne.

La comptabilité des Sociétés d'Assurances. Edité par le *Recueil Administratif des Assurances*, 5 bis, rue du Bœuf, Saint-Paterne.

Leyes y reglamento de Seguros. Establecimiento tipografico San Bernado, 82, Madrid.

ANNEXE

MODÈLE I

ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ OU DE L'ASSUREUR

Engagement à souscrire par les Sociétés ou assureurs étrangers désirant pratiquer en France ou en Algérie des opérations d'assurance directe.

Je soussigné (nom) agissant pour le compte de (désignation de la société ou de l'assureur) m'engage vis-à-vis du Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, à ne céder en réassurance aucun risque concernant une personne, un bien ou une responsabilité en France ou en Algérie, aux Sociétés ou assureurs qui ne se seraient pas conformés aux prescriptions de la loi du 15 février 1917 et à ne céder en rétrocession aucune acceptation portant sur un risque situé en France ou en Algérie à une société ou à un assureur auquel l'agrément spécial prévu par ladite loi a été refusé ou retiré.

Je déclare avoir avisé mon réassureur que toute infraction au présent engagement ou tout refus de le prendre entraînerait l'application des sanctions de la loi susvisée.

Je m'engage en outre :

1° A mettre en mesure mon représentant vis-à-vis du Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, M., demeurant, d'inscrire sur le registre prévu par la loi du 15 février 1917, dans le mois à compter de sa date, tout contrat d'assurance souscrit ou exécuté en France ou en Algérie par la société, ou tout contrat accepté par elle et qui, aux termes de l'article 713 du Code de l'Enregistrement, doit acquitter en France les mêmes droits et taxes que s'il avait été placé auprès de Sociétés françaises ;

2° A ne pas retirer à mon représentant vis-à-vis du Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances les pouvoirs que je lui ai confiés, tant qu'un remplaçant n'aura pas été accepté par le Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances ;

3° A soumettre immédiatement au Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances la désignation d'un (ou plusieurs) mandataire auquel (ou auxquels) tous pouvoirs seraient donnés aux fins de régularisation et de liquidation des affaires en cours, si, en dehors d'un des cas prévus par le décret-loi du 14 juin 1938, je cessais de souscrire en France ou en Algérie.

Au cas où je n'aurais pas procédé à cette désignation dans la quinzaine, un liquidateur pourrait être désigné d'office à cet effet par M. le Président du Tribunal civil ou M. le Président du Tribunal de Commerce, à la diligence du Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances.

Fait à, le

(Signature)

MODÈLE II

ENGAGEMENT DU REPRÉSENTANT

Engagement à souscrire par le représentant vis-à-vis du Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, d'une société ou d'un assureur étranger désirant pratiquer en France ou en Algérie des opérations d'assurance directe (1).

Je soussigné (nom et adresse) déclare accepter vis-à-vis du Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances les fonctions de représentant, dans les termes de la loi du 15 février 1917 et du décret du 30 décembre 1938, de (désignation de la société ou de l'assureur) pour ses opérations d'assurance (indication des catégories exploi-

(1) Le cas échéant, ajouter « et de réassurance ».

tées) et de réassurance (2) (indication des catégories exploitées) en France ou en Algérie.

Je m'engage, dans le cas où je cesserais mes fonctions pour une raison quelconque, à en prévenir immédiatement le Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, étant entendu que je demeure représentant responsable dans les termes de ladite loi, tant que mon remplaçant n'a pas été accepté par le Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances.

Fait à, le

(Signature)

MODÈLE III

ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ OU DE L'ASSUREUR

Engagement à souscrire par les sociétés ou assureurs étrangers désirant pratiquer en France ou en Algérie des *opérations de réassurance* à l'exclusion de toute opération d'assurance directe.

Je soussigné (nom), agissant pour le compte de (désignation de la société ou de l'assureur), m'engage vis-à-vis du Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, à ne rétrocéder aucun risque concernant une personne, un bien ou une responsabilité en France ou en Algérie, à des sociétés ou assureurs étrangers auxquels l'agrément spécial prévu par la loi du 15 février 1917 a été refusé ou retiré.

Fait à, le

(Signature)

MODÈLE IV

ENGAGEMENT DU REPRÉSENTANT

Engagement à souscrire par le représentant vis-à-vis du Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, d'une société ou d'un assureur étranger désirant pratiquer en France ou en Algérie des

(2) A biffer, s'il y a lieu.

opérations de réassurance, à l'exclusion de toute opération d'assurance directe.

Je soussigné (nom et adresse), déclare accepter vis-à-vis du Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, les fonctions de représentant, dans les termes de la loi du 15 février 1917, de (désignation de la Société ou de l'assureur) pour ses opérations de réassurance (indication des catégories exploitées) en France ou en Algérie.

Je m'engage, dans le cas où je cesserais mes fonctions pour une raison quelconque, à en prévenir immédiatement le Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, étant entendu que je demeure représentant responsable dans les termes de ladite loi tant que mon remplaçant n'a pas été accepté par le Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances.

Fait à, le

(Signature)

MODELE V

POUVOIRS DU REPRESENTANT

Pouvoirs devant être confiés à leurs représentants par les Sociétés ou assureurs désirant pratiquer des opérations d'assurance directe en France ou en Algérie.

Je soussigné (nom) agissant pour le compte de (désignation de la société ou de l'assureur), donne par les présentes à M. (nom et adresse) tous pouvoirs de représenter *seul* la société auprès du Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, de la Caisse des Dépôts et Consignations et de la Banque de France et de tenir la comptabilité de toutes les opérations afférentes aux contrats souscrits ou exécutés par la Société en France ou en Algérie.

M. (nom) a seul, d'autre part, les pleins pouvoirs d'agir, au nom de ladite entreprise et de la repré-

senter de la façon la plus générale et la plus étendue dans toutes ses opérations en France ou en Algérie et notamment :

De souscrire pour ladite entreprise toutes assurances, d'en arrêter toutes stipulations et conditions, de consentir à toutes ristournes, de convenir de toutes augmentations, de signer à cet effet tous arrêtés, contrats, polices ou avenants, d'encaisser toutes primes, annuités, redevances ou indemnités ;

D'accepter tous règlements de sinistres, de pertes et d'avaries, de consentir toutes transactions au sujet desdits sinistres, pertes et avaries, comme aussi d'en payer le montant ;

D'établir, régler et solder tous comptes et différends quelconques, de donner tous reçus, quittances ou décharges.

De se substituer en cas de besoin tous agents, sous-agents, fondés de pouvoirs, délégués ou représentants quelconques (1).

De suivre tant en demande qu'en défense et devant toutes juridictions quelconques, tous procès ou litiges pouvant survenir à l'occasion de l'exercice du présent mandat, de conclure, traiter, transiger, compromettre, comme de plaider, opposer, appeler, d'exécuter ou de faire exécuter tous jugements ou arrêts.

Ladite entreprise déclarant par les présentes que les signatures données à tous les effets ci-dessus par ledit représentant (ou ses délégués) (1) seront considérées par elle comme engageant valablement et sans réserve sa responsabilité vis-à-vis des tiers, de telle sorte que ceux-ci, en traitant avec le représentant, soient fondés à considérer qu'ils traitent avec l'entreprise elle-même ; qu'en consé-

(1) Formule à utiliser lorsque la société autorise le représentant à se substituer un délégué quelconque.

quence, elle reconnaîtra, ratifiera et confirmera tout ce que ledit représentant aura pu faire en exécution du présent mandat, comme si elle l'avait fait elle-même.

Ladite entreprise déclarant, en outre, expressément accepter pour tous actes faits en vertu des présents pouvoirs la *juridiction pleine et entière* des Tribunaux français et tout particulièrement de ceux du lieu où lesdits actes auront été souscrits, et élisant domicile à cet effet à, rue, N°

Fait à, le

(Signature)

ANNEXE

RENSEIGNEMENTS SUR L'ACTIVITÉ EN FRANCE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES ÉTRANGÈRES EN 1938

d'après le Rapport du Ministre de l'Economie Nationale
et des Finances, édité par les soins du Comité d'Organisation
des Sociétés d'Assurance

**I. — NOMBRE D'ENTREPRISES ÉTRANGÈRES OPÉRANT
EN FRANCE au 31 décembre 1938 :**
470 sur un total de 1.006 entreprises

**II. — NOMBRE D'ENTREPRISES ÉTRANGÈRES RÉGIES
par le Décret-loi du 14 juin 1938, opérant en France
au 31 décembre 1938 : 151 sur un total de 651 entreprises**

III. — TABLEAU PAR BRANCHE

DÉSIGNATION	Sociétés étran.	Total
Sociétés opérant en France.....	151	651
Vie	16	66
Crédit	2	7
Acc. du Travail.....	15	132
Acc. Autos et autres véhicules.....	36	186
Autres accidents.....	51	204
Incendie	103	329
Responsabilité civile	21	125
Grêle	2	43
Mortalité du bétail.....	3	53
Vol	30	108
Maritime	66	90
Risques divers	63	183

**IV. — PRIMES OU COTISATIONS NETTES D'IMPOTS
ET TAXES ENCAISSÉES :**

par les *Sociétés étrangères surveillées* :

affaires directes	167 millions
en acceptations en réassurance et rétro- cessions	162 —

par le *Lloyd's de Londres* :

affaires directes	192 —
en acceptations en réassurance et rétro- cessions	75 —

sur un total, pour l'*ensemble des Sociétés* :

affaires directes	10.829 —
en acceptations en réassurance et rétro- cessions	1.827 —

**V. — BALANCE DES COMPTES ENTRE LA FRANCE
ET LES PAYS ÉTRANGERS**

a) *Affaires directes* :

Entrées. — Les opérations des Sociétés françaises à l'étranger sont de l'ordre de 800 millions de francs.

Sorties. — Les opérations des Sociétés étrangères en France sont de l'ordre de 1.372 millions de francs.

(Il convient d'ajouter à ce chiffre, les primes afférentes à des contrats d'assurance maritime, souscrits directement à l'étranger, auprès de Sociétés étrangères, par l'intermédiaire de courtiers et qui échappent, en partie, aux statistiques).

b) *Acceptations en réassurances et rétrocessions* :

Entrées. — Les opérations des Sociétés françaises à l'étranger sont de l'ordre de 1.400 millions de francs.

Sorties. — Les primes cédées ou rétrocédées par des Sociétés françaises à des réassureurs étrangers ont atteint 1.500 millions de francs.

La *Balance des Comptes* s'établit donc, en y comprenant les acceptations en réassurances et rétrocessions :

Opérations des sociétés françaises à	(1)
l'étranger, <i>environ</i>	2.200 millions
Opérations des Entreprises étrangères	
en France, <i>environ</i>	2.900 millions

(Il faut tenir compte des investissements en valeurs françaises que les entreprises étrangères sont tenues d'effectuer et de déposer, ou conserver en France, en vertu de la réglementation en vigueur, et, d'autre part, des sommes que les Sociétés françaises doivent investir dans les Etats étrangers où elles effectuent des opérations d'assurances.)

VI. — SOCIÉTÉS D'ASSURANCE SUR LA VIE

Nombre de Sociétés étrangères d'assurance sur la vie dont les résultats sont compris dans le rapport ministériel du 31 décembre 1938 : 16 sur un total de 66 Sociétés (dont 5 Suisses, 3 Britanniques, 2 Belges, 2 Italiennes, 1 Allemande, 1 Danoise, 1 Espagnole et 1 Hollandaise), dont les totaux des Bilans, arrêtés au 31 décembre (déduction faite des soldes débiteurs des comptes de Profits et Pertes), s'élèvent à :

2.122 millions

au lieu de : 1.897 — au 31 décembre 1937

soit augm. de : 225 — (pourcentage 10,6).

sur un chiffre total s'élevant pour l'ensemble des sociétés à :

20.527 millions au 31 décembre 1938

(1) Il s'agit évidemment de primes et non de bénéfices, autrement dit il s'agit du montant total du chiffre d'affaires réalisées.

TABEAU
DU BILAN DES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES ET DE L'ENSEMBLE
(Tableau A

ACTIF		
Engagements des actionnaires ou des porteurs de parts du fonds temporaire de garantie	»	234.115.425
Engagements des porteurs de parts du fonds de premier établissement.....	»	1.500.000
Immeubles	171.230.209,04	2.141.009.469,6
Fonds d'Etat français.....	703.338.822,39	3.559.994.081,9
Emprunts des départements, communes, Chambres de commerce de France et d'Algérie	53.970.510,08	496.321.138,4
Valeurs françaises jouissant d'une garantie de l'Etat	281.799.594,91	5.980.526.937,0
Valeurs françaises diverses.....	230.335.736,33	1.136.818.579,6
Fonds d'Etat étrangers.....	30.851.015,07	449.017.108,9
Valeurs étrangères diverses.....	42.767.604,63	568.545.723,7
Valeurs ou espèces déposées pour cautionnements à l'étranger.....	»	678.707.671,0
Placements hypothécaires.....	230.129.739,37	882.422.764,3
Avances sur polices d'assurances de l'entreprise	148.876.494,47	975.600.087,7
Prêts sur valeurs mobilières.....	»	2.742.419,9
Valeurs des usufruits.....	»	3.706.437,2
Valeurs des nues-propriétés.....	607.988	42.642.590,7
Valeur en cours de transfert provenant des nues-propriétés	»	»
Créances hypothécaires à recouvrer provenant des nues-propriétés	»	523.004,3
Réserves mathématiques des réassurances cédées à des entreprises enregistrées après la publication de l'arrêté ministériel du 29 juillet 1907.....	34.191.836,36	1.288.520.169,3
Sommes dues par les réassureurs pour :		
Sinistres à régler.....	748.390,76	17.611.253,8
Assurances et arrérages reçus et non réglés	»	5.542.899,0
Rachats effectués et non réglés.....	»	610.630,6

COMPARÉ

DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES SUR LA VIE EN FRANCE
et A 2)

PASSIF

Capital social ou fonds temporaire de garantie	4.000.000	430.632.800
Fonds de premier établissement.....	»	20.007.516,51
Réserve spéciale sur ancien capital.....	»	19.025.000
Réserve statutaire	348.752,49	32.472.417,29
Réserve de prévoyance.....	25.008.706,72	154.364.208,67
Réserve immobilière	3.531.182,18	146.341.835,88
Réserve pour fluctuation de valeurs.....	2.255.429,02	138.467.227,72
Réserve de bénéfices.....	14.241.427,72	73.985.408,19
Réserve de guerre.....	1.481.118,95	46.951.327,97
Réserve du personnel.....	69.979,65	72.892.449,74
Réserves et provisions diverses.....	756.820,11	146.667.519,41
Réserves supplémentaires de comptes d'assurances et de rentes viagères.....	»	18.734.445,60
Réserves mathématiques pour risques en cours (sous déduction des réassurances cédées avant la publication de l'arrêté ministériel du 29 juillet 1907 pour les Sociétés françaises)	1.872.313.611,94	17.716.785.250,18
Réserve de garantie prescrite par l'article 5 de la loi du 17 mars 1905.....	11.141.631,13	99.943.964,65
Cautionnements pour opérations à l'étranger	»	451.254.266,37
Réserves mathématiques pour risques immédiatement exigibles.....		
Sinistres à régler.....	6.318.820,70	77.964.483,55
Assurances échues et non réglées.....	2.150.894,54	38.729.512,08
Arrérages échus et non réglés.....	154.965,16	10.897.976,63
Rachats à régler.....	81.487,39	7.962.640,51
Primes dues aux réassureurs.....	»	16.388.225,59
Primes, loyers et intérêts reçus d'avance...	1.239.824,29	31.591.182,96
Créances hypothécaires sur immeubles appartenant à l'entreprise.....	»	2.198.867,08
Bénéfices revenant aux assurés participants pour l'exercice courant.....	6.453.532,50	73.084.787,88
Bénéfices revenant aux assurés participants pour les exercices antérieurs.....	1.822.793,27	65.922.119,83

Solde des comptes ouverts chez divers ban- quiers	38.788.555,22	353.771.628,22
Valeurs en dépôt : cautionnements d'agents	17.008.205	33.651.173,10
Valeurs en dépôt : cautionnements des Com- pagnies non enregistrées.....	»	701.206.814,74
Valeurs de la Caisse de prévoyance.....	»	15.854.913,08
Effets à recevoir.....	»	25.401.137,49
Sommes en reports.....	»	6.244.960
Primes échues et non recouvrées	26.619.887,26	281.547.996,58
Intérêts et loyers échus et non recouvrés...	8.310.430,84	166.102.010,07
Espèces en caisse.....	1.726.108,95	18.580.806,77
Soldes des agences.....	22.572.854,98	196.423.935,83
Frais de premier établissement (éventuelle- ment frais généraux) non amortis.....	»	6.239.653,20
Mobilier et matériel.....	183.707,20	733.506,94
Commissions non amorties.....	12.727.609,14	38.328.756,81
Solde des comptes de réassurances.....	3.571.882,83	27.598.768,87
Divers	7.816.346,79	134.141.127,60
Solde de la compagnie de gestion.....	»	1.244.113,05
Siège social.....	54.195.723,20	54.195.723,20
Solde débiteur du compte général financier ou du compte de profits et pertes.....	1.378.176,48	8.053.569,68

VII. — PRODUCTION DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES SUR LA VIE

[Tableau A 5 (réassurances cédées non déduites)]

Sociétés étrangères :

Nombre de polices :	70.466
Capitaux ou rentes :	1.714.898.033 17

Ensemble des Sociétés :

Nombre de polices :	455.908
Capitaux ou rentes :	13.672.680.191 67

VIII. — EFFECTIF

[Tableau A 5 bis (réassurances cédées non déduites)]

Sociétés étrangères :

Nombre de polices :	473.866
Capitaux ou rentes :	8.433.309.876 33

Ensemble des Sociétés :

Nombre de polices :	3.136.327
Capitaux ou rentes :	65.032.067.312 13

dividendes dû aux actionnaires ou porteurs de parts pour l'exercice courant.....	673.200	62.489.118,06
dividende dû aux actionnaires ou porteurs de parts pour les exercices antérieurs....	»	1.753.429,62
allocations dues à la direction et au personnel	»	1.048.229,03
entretien du personnel et des agents..	2.353.859,30	19.215.013,15
solde des comptes de réassurances.....	17.002.510,95	116.671.357,87
divers	13.147.094,84	297.926.904,28
solde du compte de la compagnie de gestion	»	»
apport social.....	62.125.563,52	62.125.563,52
solde créditeur du compte général financier		
ou du compte de profits et pertes.....	75.074.222,93	81.303.940,02
TOTAL.....	2.123.747.429,30	20.535.798.987,87

IX. — SOCIÉTÉS ACCIDENTS ET RISQUES DIVERS

régies par le Décret-loi du 14 juin 1938

Nombre de sociétés étrangères : 35, sur un ensemble de 444 Sociétés.

(Voir le grand tableau de la page suivante résumant les tableaux B 1 à B 14.)

Il n'est pas tenu compte des 99 entreprises étrangères et du Lloyd's de Londres, qui n'ont pas fourni de fiches statistiques en 1938, et qui ont encaissé :

Les Sociétés surveillées : affaires directes :	167 millions
en acceptation :	162 —
Le Lloyd's de Londres : affaires directes :	192 —
en acceptation :	75 —

X. — TABLEAU RÉSUMANT

	TOTAL	Accidents du Travail 8 (2)	Accidents d'automob. et autres véhic. 9	Autres acc. Maladie Invalidité 10
B 1 Primes encaissées en 1938 (1)	592.995 6.871.000	140.038 1.699.279	253.571 2.038.645	51.88 639.47
B 2 Primes de réassurances acceptées ou reçues en rétrocession	93.804 1.410.397	1 27.389	323 86.404	2.60 109.16
B 3 Primes de réassurance cédées ou rétrocédées	158.879 1.973.202	216 36.642	57.138 435.196	11.85 142.34
B 4 Sinistres payés sur affaires directes	333.348 3.773.716	89.032 1.179.179	132.934 1.098.531	28.99 308.22
B 5 Sinistres payés sur acceptations .	51.526 792.905	6 18.812	58 45.516	2.27 77.85
B 6 Part des Réassureurs dans les sinistres réglés ..	90.902 1.171.157	94 29.702	30.136 240.102	7.48 86.50
B 7 Réserves pour risques en cours sur aff. directes.	200.785 2.109.889	12.595 170.167	98.187 706.672	19.96 211.70
B 8 Réserves pour risques en cours sur acceptations.	36.516 356.235	— 1.223	107 19.438	70 33.06
B 9 Réserves pour sinistres à régler sur aff. directes.	361.704 3.547.643	56.460 680.698	214.816 1.875.726	35.14 345.32
B 10 Réserves pour sinistres à régler sur acceptations.	18.232 415.795	34 11.383	406 68.094	2.28 83.27
B 11 Réserves mathématiques : aff. directes et sur acceptations	64.727 3.945.684	61.966 3.624.260	2.604 60.029	30 27.26
B 14 Nombre de polices en cours au 31-12-38	1.227.163 27.040.195	186.272 3.362.512	306.936 2.975.642	191.432 2.876.367

(1) La 1^{re} ligne donne le total pour les Sociétés étrangères en milliers de

(2) Les numéros 8 à 17 visent les paragraphes correspondants de l'article

ANNEXES B 1 à B 14 (Accidents)

Respon- sabilité civile 12	Grêle 13	Mortalité du bétail 14	Vol 15	Maritimes 16	Risques divers 17
26.909 282.101	151.736	14.000 49.403	3.958 59.429	37.320 229.703	1.642 131.637
370 19.401	2.310 28.360	— 667	691 12.105	8.409 35.727	— 80.501
2.923 57.663	1.537 64.680	4 8.789	1.484 28.775	19.646 170.347	334 62.391
8.184 112.117	— 103.745	5 35.751	1.379 22.518	27.881 157.053	393 60.524
4 7.292	1.255 22.209	— 749	430 5.028	5.386 36.353	— 30.202
686 24.617	835 51.273	— 5.318	605 9.407	13.007 109.208	13 33.305
10.051 87.139	615 20.168	— 10.950	1.383 19.986	13.672 64.423	444 44.956
185 3.563	309 819	— 101	227 2.983	2.839 7.466	— 10.683
24.860 206.115	— 2.852	13 3.682	2.654 16.332	8.172 74.960	150 45.524
40 9.606	149 166	— 67	152 2.634	1.510 23.254	— 11.381
127 12.689	— —	— —	— —	— —	— 221.442
121.445 .654.568	— 292.161	30 149.035	22.033 274.544	18.788 31.235	3.783 474.651

onne le total pour l'ensemble des Sociétés en milliers de francs.
décembre 1938.

**B 12 - Statistiques concernant les Assurances Accidents
et Risques divers**

1. — Revenus des fonds placés : Sociétés étrangères	18.467
Ensemble des Sociétés	423.333
2. — Impôts à la charge des assurés	65.043
	939.284
3. — Impôts à la charge de la Société	12.729
	199.013
4. — Commissions et frais généraux	273.249
	2.879.933
5. — Réserve légale ou fonds de réserve complémentaire	4.947
	558.748
6. — Réserve pour amortissements des obligations, ensemble des sociétés	6.856
7. — Réserve correspondant à des exigibilités ou à des dépenses à effectuer	24.040
	921.686
8. — Réserves diverses	36.399
	1.304.525
9. — Solde créditeur	15.163
	467.955
10. — Solde débiteur	28.112
	41.573

B 13 - Capitaux assurés par les Contrats Incendie

Sociétés étrangères :	66.766
Ensemble des Sociétés :	1.648.966

XI. — LE RISQUE « ACCIDENTS DU TRAVAIL »

Sociétés étrangères admises à pratiquer ce risque : 15 sur un ensemble de 132 sociétés, représentant 9 % des salaires assurés par les Sociétés françaises et 7.902.171.000 francs sur 95.817.933.000 francs pour l'ensemble des Sociétés.

XII

Les capitaux constitutifs créés dans l'année 1938 et versés à la Caisse Nationale des Retraites, au moment du règlement des sinistres, plus les rachats de rentes, se montent à :

2.887.333 sur un total de 77.646.980 francs
dont 94,5 % versés à la C. N. R. et 5,5 gérés directement par les Sociétés étrangères, alors que pour les Sociétés anonymes françaises d'assurance, ces pourcentages s'élèvent respectivement à 2 % pour 98 % qui sont gérés directement par les Sociétés françaises.

XIII. — RÉSULTATS DE LA GESTION ACCIDENTS DU TRAVAIL

Frais généraux, frais d'acquisition et de gestion, contributions aux frais de surveillance et de contrôle :

Ensemble des Sociétés : 478.680.801 »

Sociétés étrangères : 54.956.165 francs

XIV. — LES ACCIDENTS D'AUTOMOBILES OU D'AUTRES VÉHICULES

Le Bilan de la gestion automobile est présenté dans les Tableaux D-1 et D-2 qui totalisent les résultats de 112 entreprises, dont 23 étrangères.

ACTIF

1° Affaires directes

Cautionnement déposé à la Caisse des Dépôts et Consignations :		
a) Titres	28.432.352,42	171.681.629
b) Espèces	89.627,60	3.947.550
Valeurs affectées à la garantie des réserves techniques :		
a) Valeurs mobilières	192.049.193,62	1.886.156.265
b) Immeubles	41.687.523,40	206.478.278
Autres valeurs mobilières.....	30.669.307,92	48.104.549
Autres valeurs immobilières.....	»	725.775
Fonds libres et disponibles :		
a) Caisse	1.039.611,88	6.071.560
b) Banques	8.205.842,75	89.814.256
c) Agences	11.621.306,97	101.312.093
Primes restant à encaisser au 31 décembre :		
a) Dans les agences.....	19.139.743,67	138.959.678
b) Au contentieux	5.604.225,81	38.217.827
c) En suspens au siège social.....	72.828.463,30	64.440.733
d) A émettre appartenant à l'exercice..	409.111,40	5.022.730
Intérêts et loyers échus et non recouvrés..	230.095,10	4.516.563
Droits d'enregistrement et de timbre à per- cevoir	1.836.717,42	10.817.783
Recours restant à encaisser au 31 décembre	1.103.696,75	13.498.129
Autres créances.....	6.362.251	12.890.580
Divers	261.261,11	11.724.451
Comptes courants	1.295.326,69	46.659.220
2° Réassurances cédées		
Solde des comptes courants.....	31.820	14.162.883
Part dans la réserve pour sinistres à régler.	48.229.820,60	402.848.214
Part dans la réserve des risques en cours..	14.656.066,08	100.186.374
Réserves diverses	1.073.333,40	6.657.646
Solde débiteur du compte de profits et pertes à combler par la gestion générale.....	6.603.101,80	46.369.859
TOTAL.....	433.338.894,91	3.431.264.637

GESTION « AUTOMOBILE »

PASSIF

1° Affaires directes :		
erve pour cautionnement.....	26.387.685,75	129.330.073,88
prunt pour cautionnement.....	»	43.208.312
erves techniques au 31 décembre :		
a) Réserves pour risques en cours, primes et portions de primes non acquises	83.894.668,77	619.308.046,86
b) Réserves pour sinistres à régler....	204.682.391,75	1.753.670.810,92
c) Réserves mathématiques pour rentes viagères	2.612.500,84	56.317.856,11
res réserves	14.018.867,44	43.766.551,82
visions de primes.....	»	707.132,50
visions pour annulations et frais de recouvrement de primes arriérées.....	2.906.113,85	47.107.190
vision pour commissions restant à régler	8.731.653,59	43.429.231,85
vision pour frais généraux à payer.....	464.450,05	3.761.364,04
vision pour droit de timbre et d'enregistrement à verser.....	3.137.038,93	24.854.023,10
vision pour intérêts dus.....	18.413,93	147.106,55
vision pour moins-values éventuelles de valeurs	472.161,95	28.325.205,20
res provisions	983.714,65	21.509.710,43
éfices ou ristournes revenant aux assurés	48.668,90	220.007,15
ances sur valeurs non affectées aux réserves :		
a) Avances sur titres	»	»
b) Hypothèques	»	»
res créiteurs.....	15.920.675,11	45.059.048,20
ers	4.582,50	19.571.308,34
ptes courants	22.114.840,79	186.318.762,36
2° Réassurances cédées :		
le des comptes courants.....	2.633.716,01	46.326.136,96
ers	»	946.803,06
ôts de garantie :		
a) en valeurs mobilières.....	28.512.526,76	146.894.067,18
b) en espèces.....	9.191.121,54	114.937.063,56
t dans les recettes restant à réaliser au 1 décembre	»	2.059.247,13
le créiteur du compte de profits et pertes à virer à la gestion générale.....	6.603.101,80	53.489.578,44
TOTAL.....	433.338.894,91	3.431.264.637,64

LE MARCHÉ EXTÉRIEUR FRANÇAIS DE L'ASSURANCE
EN 1938

(chiffres en millions de francs)

PAYS	OPÉRATIONS FRANÇAISES A L'ÉTRANGER			OPÉRATIONS ÉTRANGÈRES EN FRANCE		
	Affaires directes	Réassur. et rétroc.	TOTAL	Affaires directes	Réassur. et rétroc.	TOTAL
Angleterre et Empire britan- nique (sauf Canada)	28	353	381	666	436	1.102
Belgique	253	65	318	34	24	58
Hollande	17	15	32	66	10	76
Luxembourg ..	18	5	23	1	1	2
Allemagne	1	159	160	14	174	188
Suisse	33	21	54	380	306	686
Italie	105	163	268	74	162	236
Espagne	44	20	64	111	33	144
Portugal	17	19	36	—	8	8
Suède	3	26	29	3	17	20
Norvège	1	12	13	—	44	44
Danemark	1	19	20	13	103	116
Finlande	—	7	7	—	5	5
Pologne	—	12	12	—	5	5
Hongrie	—	6	6	—	1	1
Roumanie	—	20	20	—	4	4
Bulgarie	9	6	15	—	14	14
Yougoslavie ...	14	9	23	—	1	1
Grèce	15	4	19	—	1	1
Turquie	18	7	25	—	7	7
Chine	3	3	6	—	2	2
Japon	—	38	38	3	15	18
Egypte	39	13	52	—	17	17
Etats-Unis	35	304	339	7	57	64
Canada	91	27	118	Compris dans l'Emp. Brit.		
Mexique	—	17	17	—	—	—
Argentine	32	27	59	—	14	14
Brésil	5	24	29	—	1	1
Uruguay	1	2	3	—	4	4
Chili	1	5	6	—	—	—
Divers non ven- tilés	23	10	33	—	35	35
TOTAL...	807	1.418	2.225	1.372	1.501	2.873

TABLE DES MATIERES

	N ^{os}	Pages
INTRODUCTION GÉNÉRALE.		
Importance du Droit Public dans l'Etat Moderne	1	1
L'intervention de l'Etat dans le domaine de l'Assurance	4	4
Influence de la législation internationale sur le droit positif national	4 bis	5
Nécessité de réglementer l'activité des entreprises étrangères	5	6
Le Statut des Sociétés d'Assurances étrangères en France	6	7

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

INTRODUCTION. — Raisons qui militent en faveur de l'intervention de l'Etat		
	8	11
De quelques principes directeurs	11	16
CHAPITRE PREMIER. — Historique du statut des entreprises d'assurances étrangères en France de 1857 à 1917		
	12	19
Les Sociétés commerciales étrangères et la loi du 30 Mai 1857.		
Section I. — Première intervention du Contrôle de l'Etat : la loi du 9 avril 1898		
	15	22

	N ^o	Pages
<i>Section II. — Deuxième intervention du contrôle de l'Etat: le régime des entre- prises pratiquant l'assurance sur la Vie humaine</i>	18	25
CHAPITRE II. — <i>De l'agrément spécial aux Sociétés ou Assureurs étrangers ou agré- ment politique</i>	22	31
<i>Section I. — Les travaux parlementaires et l'exposé des motifs précédant la loi du 15 février 1917</i>	24	33
<i>Section II. — Exposé des commentaires de la loi du 15 février 1917</i>	26	38
CHAPITRE III. — <i>Historique du Statut des entreprises d'assurance étrangères en France de 1922 à 1937</i>	33	46
<i>Section I. — Le Contrôle de l'Etat sur les Sociétés qui pratiquent l'assurance des risques résultant de l'emploi des véhicules automobiles</i>	34	47
<i>Section II. — La généralisation du Con- trôle de l'Etat en 1937</i>	37	52
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE	42	58

DEUXIÈME PARTIE

REGLEMENTATION EN VIGUEUR

INTRODUCTION. — Le décret du 14 juin 1938 .	43	61
CHAPITRE PREMIER. — <i>De la constitution et du fonctionnement des entreprises d'assu- rance étrangères dans leurs rapports avec la législation française</i>	46	68

	N ^{os}	Pages
Dispositions du Règlement d'Administration publique du 30 décembre 1938, non applicables aux Sociétés anonymes étrangères	49	72
Dispositions du Règlement d'Administration publique du 30 décembre 1938 non applicables aux Sociétés à forme mutuelle	50	77
Dispositions applicables aux entreprises étrangères	52	78
CHAPITRE II. — <i>Des modalités d'application de l'agrément politique</i>	55	82
<i>Section I.</i> — De la demande d'agrément	57	84
<i>Section II.</i> — Des garanties qui peuvent être exigées	61	91
CHAPITRE III. — <i>L'Agrément technique</i>	67	98
<i>Section I.</i> — Des conditions préalables à la demande d'agrément	70	102
<i>Section II.</i> — De la demande d'agrément technique	74	108
<i>Section III.</i> — Du refus ou du retrait d'agrément	77	115
Et de la liquidation des opérations en France	82	119
CHAPITRE IV. — <i>Des garanties qui peuvent être exigées des Sociétés ou assureurs étrangers</i>	84	125
<i>Section I.</i> — Du privilège spécial	85	126
<i>Section II.</i> — Des cautionnements	90	132
<i>Section III.</i> — Des règles particulières concernant les réserves techniques ..	95	139

	N ^o	Pages
<i>Section IV. — Des règles particulières concernant la comptabilité</i>	104	149
CHAPITRE V. — De l'intervention de l'Etat dans les résultats financiers de l'entreprise	105	152
<i>Section I. — Dans le domaine fiscal ..</i>	106	152
<i>Section II. — De la réglementation de l'Etat sur la circulation des capitaux</i>	108	155
CONCLUSIONS SUR LA RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR	114	162
<i>Examen critique de la réglementation applicable aux entreprises étrangères</i>	115	166
<i>L'entreprise étrangère et le Comité d'Or- ganisation</i>	116	174

TROISIEME PARTIE

LE STATUT DES SOCIETES D'ASSURANCE ETRANGERES EN DROIT COMPARE

INTRODUCTION	117	179
<i>Aperçu général de la réglementation éta- blie par l'Etat sur les Sociétés d'assu- rances</i>	118	180
CHAPITRE PREMIER. — Du régime des Sociétés d'assurance étrangères en Suisse	123	186
CHAPITRE II. — Du régime des Sociétés d'as- surance étrangères en Allemagne	130	198
CHAPITRE III. — Du régime des Sociétés d'as- surance étrangères dans divers Pays	134	206
<i>I. — Espagne</i>	134 bis	206

	N ^o	Pages
II. — Italie	135	211
III. — Belgique	137	213
IV. — Hollande	139	215
V. — Etats-Unis	140	216
VI. — Grande-Bretagne	141	217
CONCLUSION	143	220
CONCLUSION GÉNÉRALE	148	227
BIBLIOGRAPHIE		233
ANNEXES : Etats-modèles et Statistiques		235
TABLE DES MATIÈRES		255

IMPRIMERIE H. JEHAN

GAILLON (EURE)

N^o 12.099

